

Le Régime International  
des  
**NOUVELLES-HÉBRIDES**

---

THÈSE DE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Mercredi 5 Juin  
à une heure*

PAR

**Auguste BRUNET**

---

*Président :* M. RENAULT.

*Suffragants* { MM. LESEUR, professeur.  
AMBROISE COLIN, professeur.



PARIS

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, 14

---

1907







**THÈSE**  
**POUR LE DOCTORAT**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.**

Le Régime International  
des  
**NOUVELLES-HÉBRIDES**

---

THÈSE DE DOCTORAT

---

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

*Sera soutenu le Mercredi 5 Juin, à une heure*

PAR

**Auguste BRUNET**

---

*Président :* M. RENAULT.

*Suffragants* { MM. LESEUR, professeur.  
AMBROISE COLIN, professeur.



PARIS

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, 14

---

1907





Digitized by the Internet Archive  
in 2026

## CHAPITRE PREMIER

### LE SOL ET LES HABITANTS

#### I

Les Nouvelles-Hébrides, avec les Banks et Torrès, qui en sont le prolongement — et qu'on peut d'autant plus confondre avec elles que ces îles sont soumises au même régime international (1), — s'étendent sur une longueur de 1,200 kilomètres dans la direction N.-N.-O. entre 9° 45' et 20° 16' de latitude Sud, 163° 20' et 168° de longitude Est. Elles sont situées entre les îles Fidji, à l'Est, le groupe des Santa-Cruz au Nord, l'archipel des Salomon, au Nord-Ouest, et la Nouvelle-Calédonie au Sud-Ouest.

Des Fidji, un large canal océanique de 540 milles les sépare, tandis que la Mer de Corail les isole, au couchant, du continent australien, dont le point le plus oriental, Brisbane, du Queensland, est distant de 850 milles de l'archipel ; 200 milles à peine séparent Anatom, la plus méridionale des Nouvelles-Hébrides, de Nouméa, et 115 milles seulement de Maré, l'une des Loyalty.

---

(1) Politis, *La condition internationale des Nouvelles-Hébrides*, p. 1. — Le groupe des Santa-Cruz, compris dans la « zone d'influence » des « intérêts britanniques » par la Convention anglo-allemande de 1886, a été récemment annexé par l'Angleterre.

Si l'on essaie de replacer les Nouvelles-Hébrides dans le système général des terres océaniques et des plissements sous-marins du Pacifique sud-occidental (1), on est conduit aux conclusions suivantes :

Ce chapelet d'îles forme les sommets d'un plateau recouvert de 110 à 130 mètres d'eau (2) et dont les origines volcaniques s'attestent par des cratères éteints ou les cônes en activité d'Ambryn, de Lopévi et de Tanna; certainement relié à celui des Salomon, qui s'oriente, il est vrai, dans un sens un peu différent (3), sans doute aussi à celui des Fidji, par des pentes qui s'abaissent par endroits jusqu'à 2,000 mètres (4), il subit au Sud une dépression profonde de plus de 4,000 mètres : c'est la fosse des Nouvelles-Hébrides où s'immerge le seuil du socle de l'archipel néo-calédonien et qui s'étend à l'Ouest vers le détroit de Torrès.

Faut-il pousser plus loin l'homologie géographique et rechercher une connexion probable de ces îles avec un « plateau mélanésien », avec les grandes terres continentales? Faut-il rattacher le chaînon néo-hébridais à cette chaîne centrale du

---

(1) Les données bathymétriques relatives à cette région du Pacifique sont encore incertaines ou incomplètes. Sondages du *Challenger*, entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Fidji et le détroit de Torrès (1874); du *Tuscarora*, entre les Fidji et Brisbane (1876); du *Bruat*, dans l'archipel calédonien (1884); de l'*Egeria*, entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Tonga et les Fidji (1888-9-90); le *Penguin* (1895-6). Voir Bernard, *L'archipel de la Nouvelle-Calédonie* (Hachette, 1895), p. 14, 15 et suiv.

(2) Commandant Bourge, des Messageries maritimes, *Les Nouvelles-Hébrides* (Challamel, 1906), p. 67.

(3) Reclus.

(4) L'indication bathymétrique est confirmée par l'observation des phénomènes sismiques qui « induit à penser que les foyers volcaniques des Nouvelles-Hébrides et des Fidji communiquent entre eux » (Bourge, p. 114).

Pacifique signalée par Dana et qui est « comme l'axe de cet océan » (1) ? Et ne peut-on pas se demander si cette ligne de foyers volcaniques, se disposant sur un espace de 800 milles, n'appartient pas à une zone d'activité se prolongeant jusqu'à Java (2) ? Nous sommes ici dans le champ des vastes hypothèses de la science.

Vues du large, les Nouvelles-Hébrides apparaissent comme des « pyramides de verdure » (3) : d'impénétrables forêts, qui commencent au bord même de la mer, contre la plage étroite, s'élèvent jusqu'aux sommets tourmentés des montagnes. Les côtes, le plus souvent abruptes, se prolongent quelquefois sous l'eau par des franges de récifs (Anatom, Vaté, Pentecôte) (4), et la houle du large qui vient se briser contre le pied même de la falaise rend plus difficile encore l'accès du rivage. Mais, sur certains points, des ports naturels, bien abrités contre le vent et les lames, offrent aux navires d'excellents mouillages : Port-Vila, baie de Saint-Philippe, Port-Sandwich, d'une sécurité absolue même en temps de cyclone.

La géologie de ces îles n'est pas faite. Elles sont toutes, nous l'avons dit, de formation volcanique (5).

---

(1) Bernard, *op. cit.*, p. 21.

(2) Masson, *Les Nouvelles-Hébrides*, thèse pour doctorat, (Rousseau, 1900), p. 5.

(3) Deschanel, *Les intérêts français dans le Pacifique*, p. 193.

(4) Ces récifs s'avancent quelquefois jusqu'à un demi-mille en mer.

(5) Mais les cratères d'Ambryn, de Lopévi et de Tanna sont les seuls qui soient encore en activité. A Ambryn, le centre de l'île est formé d'une vaste plaine de cendres s'élevant à 2,000 pieds au-dessus du niveau des lames et mesurant 4 à 5 milles de diamètre. Entourée d'un cercle entièrement formé de collines basaltiques qui la dominent de 100 à 200 pieds, tout au plus, cette

Le noyau éruptif est quelquefois largement bordé d'assises calcaires, provenant du soulèvement d'anciennes couches coralliennes, qui s'élèvent parfois à plus de 1,000 pieds au-dessus du niveau de la mer; ces montagnes sont disposées en plateaux étagés.

Les larges vallées s'y ouvrent très rarement et les plaines d'alluvion d'une certaine étendue ne s'y rencontrent que sur trois points : à Anatom, à Vaté et à Spiritu-Santo (1). Ces plaines sont d'ailleurs d'une très grande richesse, formées d'un profond terreau, gras et noir; quant aux plateaux de montagne, l'abondance de l'humus qui les recouvre, — débris végétaux et madréporiques, où se révèle encore l'ancienne assise coral-

---

plaine semble n'être vraisemblablement autre chose qu'un immense cratère en repos, sinon éteint (Masson). L'activité du foyer s'est portée depuis longtemps sur d'autres points de l'île : deux cratères voisins s'ouvrent sur un plateau ayant 1,060 mètres d'altitude. L'un d'eux seulement est en activité.

Lopévi élève droit au Sud d'Ambryn un cône de 4,733 pieds d'altitude sur une base de 3 milles de diamètre. Sa dernière éruption remonte à 1884. « Sur sa face Sud-Ouest un étroit lit de laves descend jusqu'à la mer » (Bourge, p. 111).

Le cratère de Tanna se trouve sur la côte, à environ 300 mètres d'altitude. Son cône est presque entièrement formé par l'accumulation des scories. En activité incessante, il ne fournit pourtant que très peu de laves.

En 1888, eut lieu une perturbation extraordinaire, l'île fut secouée par de violents tremblements de terre, d'énormes coulées de lave changèrent la topographie des lieux et un vaste soulèvement détruisit presque complètement le beau mouillage de Port-Résolution, jusque-là l'un des meilleurs de l'archipel. Le havre perdit les 2/3 de sa superficie et les anciens fonds de 9 à 18 mètres, que l'on trouvait presque jusqu'au fond de la baie, ne se rencontrèrent plus que dans un chenal étroit et court, réduit à 7 ou 8 mètres (Masson, page 6).

Les éruptions de Tanna et d'Ambryn s'accompagnent de fréquents tremblements de terre. Les oscillations du sol produites par ces commotions souterraines s'étendent jusqu'aux Fidji.

(1) Deschanel, *op. cit.*

ligène, — constitue un fonds inépuisable où la structure de la roche n'apparaît plus que par endroits.

Aussi ces îles sont-elles d'une fertilité prodigieuse, magnifiquement proclamée par la luxuriance du monde végétal. A Mallicolo, à Pentecôte, à Spiritu-Santo surtout, elle est d'une « écrasante splendeur » (1).

A part les groupes Banks et Torrès, l'archipel proprement dit des Nouvelles-Hébrides comprend une quarantaine d'îles et d'îlots qui peuvent se classer en trois groupes, savoir :

#### *Groupe du Nord*

1° Spiritu-Santo, avec ses nombreuses annexes, dont Aoré, Malo ou Saint-Barthélemy et Tu-tu-ba ;

2° Aoba ;

3° Aurore ou Maewo ;

4° Pentecôte ou Whitsuntide.

#### *Groupe central*

1° Mallicolo et ses annexes, les îles Maskelyne ;

2° Ambryn et Paama ou Rupia ;

3° Api (ou Epi) avec ses annexes : Lopévi au Nord ; Tongoa,

---

(1) C'est la même impression qu'on rencontre chez tous les voyageurs. Le commandant Bourge, dans son très intéressant livre sur l'archipel, écrit à propos de l'île Mallicolo : « Cette impression de royauté végétale est particulièrement saisissante lorsqu'après avoir doublé la pointe de l'Observatoire on se trouve comme dans un lac au sein de Port-Sandwich. On y est entouré de collines d'où tombent des cataractes de verdure... Il faut quelque temps pour se dégager de la stupeur où vous jette un pareil spectacle ». Bourge, *op. cit.*, p. 124.

les Shepherd, Mai ou les Trois-Monts, et d'autres îlots au Sud : Makura, Mataso ;

4° Vaté ou Sandwich, avec ses annexes Nguna, Mau, Hinchinbrook au Nord, Protection et Déception sur la côte Ouest.

### *Groupe du Sud*

1° Erromango ;

2° Tanna ;

3° Erromanga ou Futuna ;

4° Anatom.

La superficie totale de l'archipel serait, d'après les plus récentes évaluations, de 13 à 14,000 kilomètres carrés (1). Nous reviendrons en détail sur toutes ces îles lorsque nous examinerons les progrès de la colonisation dans l'archipel. Disons tout de suite que l'île Vaté reste de beaucoup la plus importante à ce point de vue. Les îles Spiritu-Santo et Mallicolo sont de beaucoup les plus vastes, puisqu'elles mesurent à elles seules près de 8,000 kilomètres carrés. D'une « fertilité inouïe », bien arrosées et pourvues d'excellents ports naturels, elles ont enthousiasmé les voyageurs. C'est à Santo, que le grand navigateur Queiros avait rêvé de fonder sa « Nouvelle-Jérusalem ». Non loin du cap Cumberland on aurait trouvé des « ruines d'une antiquité remarquable, restes d'édifices très importants » que la grande forêt, aujourd'hui, ensevelit et efface.

---

(1) Reclus donne le chiffre de 14,149 kilomètres carrés ; d'après M. Giraud, architecte de la S. F. N. H., elle serait de 14,937 kilomètres carrés.

## II

Le climat des Nouvelles-Hébrides participe des conditions générales des climats tropicaux soumis au régime des alizés. La belle saison ou saison sèche (hiver et printemps austral) qui commence à la mi-mai se prolonge jusqu'à la mi-novembre. L'autre partie de l'année est occupée par la saison des pluies (été et automne austral). L'époque des pluies, comme on l'a observé également pour la Nouvelle-Calédonie (1), est aussi celle des vents irréguliers ; mais, même pendant la belle saison, les alizés qui soufflent dans la direction E.-S.-E., sont loin d'être constants, interrompus parfois par des calmes et de forts vents du Sud-Est qui finissent souvent par des ouragans (2). Du commencement de janvier à mars, les moussons de N.-W. se font sentir au nord des îles, si bien qu'on a pu dire que les Nouvelles-Hébrides semblent placées dans une aire de transition de la mousson à l'alizé (3).

Le Dr Davillé signale la difficulté que l'on a à distinguer la saison humide de la saison sèche tant les rosées et les pluies sont abondantes durant celle-ci, sans qu'on puisse nettement observer la transition des pluies purement tropicales aux pluies d'hiver. La distinction en saison chaude et saison fraîche est beaucoup plus nette. D'avril à octobre en général, s'il fait un peu chaud le jour, les nuits sont vraiment fraîches, avec une

---

(1) De Rochas, cité par Bernard, p. 127.

(2) Bernard, p. 120.

(3) Cap. Hunter, *Annales hydrog.*, 1859, p. 603.

moyenne de 20°. En 1905, la température s'est même abaissée jusqu'à 10° (1). L'après-midi, l'alizé répand des brises fraîches sur les côtes. De novembre à mars, la température monte jusqu'à 27 et 28°, l'état hygrométrique devient trop chargé et les grandes pluies tropicales, lourdes et continues, sont fréquentes. Par les jours d'orage, l'atmosphère est suffocante. C'est l'époque des ouragans et des cyclones qui peuvent dévaster les îles. Celles du Sud y sont le plus exposées (2). C'est aussi l'époque où se manifeste une recrudescence des fièvres.

Le paludisme qui existe à l'état endémique aux Nouvelles-Hébrides, y constitue, comme dans tous les pays tropicaux, la maladie la plus répandue et la plus redoutée à cause de l'anémie qu'elle entraîne rapidement chez les Européens ; l'humidité du climat, entretenue par ces grandes forêts vierges *impénétrables* qui arrêtent la circulation de l'air (3), et l'amas des détritits organiques en décomposition, l'abondance des pluies, créent des conditions particulièrement favorables au paludisme. Cependant, les accès pernicioeux, si fréquents dans nos colonies de l'Afrique occidentale, de l'Indo-Chine, de Madagascar, sont à peu près inconnues aux Nouvelles-Hébrides. Une bonne hygiène le plus souvent immunise. D'ailleurs, à une quinzaine d'heures de l'archipel, la Nouvelle-Calédonie, avec son climat salubre et tempéré, offre ses altitudes comme

---

(1) Bourge, p. 207.

(2) *Id.*, p. 207.

(3) « Là où l'alizé passe *librement* et *constamment*, on voit la forêt vierge se déchirer en fragments. L'air et la lumière pénètrent dans les massifs ». Nielly, *Hygiène des Européens*, p. 673.

lieu de refuge et de reconstitution pour les Européens établis aux Nouvelles-Hébrides éprouvés par les fièvres (1). Il est certain, d'autre part, qu'au fur et à mesure des progrès de la colonisation, à mesure que la grande forêt, déjà attaquée sur ses bords par les défrichements, s'éclaircira et s'aérera, la fièvre reculera pour disparaître peu à peu. La race blanche s'est adaptée dans d'autres colonies tropicales. Elle est depuis trois siècles aux Antilles, à la Réunion, où le climat est à peu près le même que celui des Nouvelles-Hébrides : elle y a fait souche ; sur les terres voisines de la Malaisie, les Hollandais ont des établissements prospères. Il n'y a pas de raison pour qu'elle ne s'acclimate aux Nouvelles-Hébrides, *qu'elle n'y vive*.

### III

« Par leur luxuriante végétation tropicale, les Nouvelles-Hébrides, dit Reclus, se rattachent à l'aire indienne (2) » : les Pandanées, les Palmiers et les Fougères arborescentes qui couvrent les pentes des montagnes, s'élancent parmi le monde touffu des lianes, se mêlant aux essences qui constituent ces magnifiques forêts.

La valeur économique de l'archipel est très grande. En dehors des richesses minérales que peut renfermer le sous-

---

(1) Cf. Bernard, *op. cit.*, p. 339. On a préconisé pour un sanatorium le mont Ignambi, le mont Mou. M. Bernard pense que la région de Prony, avec ses sources thermales, conviendrait mieux que l'altitude.

(2) Reclus, t. XIV, p. 49.

sol des Nouvelles-Hébrides et sur lesquelles on est, d'ailleurs, assez mal renseigné jusqu'ici, la seule exploitation des produits du sol et des forêts suffit à assurer la fortune de l'archipel. Les premiers visiteurs de l'île furent, avec les baleiniers, qui y relâchaient avant de pousser plus loin dans le Sud (1), les « sandaliers » qui « se sont acharnés à détruire les admirables forêts de bois précieux qui florissaient sur divers points de l'archipel » (2). Avec le santal, malheureusement presque épuisé, au moins près des côtes, on trouve dans les forêts le bois de rose, le gaïac, le palissandre, l'ébène, le teck, l'acajou, le bois de fer et différentes variétés de latex dont on tire un caoutchouc très estimé. L'exploitation des cocotiers innombrables que renferme l'intérieur des îles a donné naissance à une industrie des plus fructueuses : celle du « coprah » (3) et à un « métier » spécial : celui du « coprahmaker ». Le coprahmaker n'est pas un colon. C'est un nomade, et souvent un aventurier échappant à tout contrôle, par le fait même de sa profession, qui consiste à se rendre d'île en île pour troquer avec les indigènes des articles de traite contre la noix de coco récoltée par eux dans les forêts.

Ce produit (qui entre dans l'industrie de l'huile et du savon) est tellement demandé, il voit s'ouvrir devant lui tant de

---

(1) Bourge, *ibid.*, p. 26.

(2) *Id.*, p. 26.

(3) C'est la noix de coco, débarrassée de sa bourre extérieure et de sa coque fragmentée en petits morceaux après avoir été séchée. Le coprah se vend de 250 à 300 francs la tonne sur le marché de Sydney. En 1906 la tonne s'est payée 390 fr., chiffre inconnu jusqu'ici. Le coprah est l'élément d'un commerce très actif dans les archipels Viti, Tonga, Samoa, Touamotou et Carolines.

débouchés, que les colons des Nouvelles-Hébrides ont créé depuis quelques années d'immenses plantations de cocotiers : c'est là la culture lucrative par excellence, et qui doit être le véritable fond d'une exploitation dans l'archipel. En assurant un revenu régulier, elle a, en outre, l'avantage de nécessiter peu de soins. Mais elle demande en retour de grands espaces et ne rapporte qu'après sept ou huit ans (1). C'est une culture d'attente, une culture de « longue haleine ».

Le caféier, plus délicat, exige un entretien plus minutieux ; par contre, son rapport est plus rapide que celui du cocotier, et il tient cinq fois moins de place (2). Le café des Nouvelles-Hébrides, à petits grains, se rapproche du Bourbon — le « Bourbon rond » des anciennes cargaisons des Indes — dont il aurait la finesse et l'arome. Très recherché sur le marché, il donne de très beaux bénéfices au planteur (3).

---

(1) On compte généralement 168 cocotiers à l'hectare. Ils donnent en moyenne, après la huitième année, quand la cocoterie est en plein rapport, 240 à 250 fruits par pied. Au cours moyen de la tonne de coprah, on a calculé que le revenu d'un cocotier en plein rapport est d'environ 2 francs net par an.

(2) Davillé.

(3) On peut planter facilement de 1,000 à 1,400 caféiers par hectare. Ils commencent à donner des fruits au bout de trois ans et sont en plein rapport à cinq ans. Ils produisent alors 500 grammes de café « prêt à être mis en sac » et, dans les années exceptionnelles, de 7 à 800 grammes (rendement atteint en 1906). Or il faut compter 0 fr. 50 pour prix de revient du kilo de café dans une exploitation bien conduite. Comme on le paie sur place de 1 fr. 50 à 1 fr. 70 le kilo (1906) on peut donc calculer un revenu net à l'hectare de 600 à 1,400 fr. Un tel « rapport » a permis d'écrire avec justesse que le café était pour le moment aux Nouvelles-Hébrides « une vraie mine d'or » (Lettre du commissaire délégué de France aux Nouvelles-Hébrides, communiquée par M. Guieysse). Ajoutons que la maladie du caféier est encore inconnue aux Hébrides.

Pour le colon qui commence et qui a besoin, pour vivre, de récolter au plus tôt, le maïs est une culture commode ; on le plante à mesure qu'on débrousse, et il rapporte au bout de 4 à 5 mois. On fait ainsi jusqu'à trois récoltes par an sur le même terrain (1). Mais cette culture est soumise à un double aléa : le coup de vent qui renverse la moisson avant maturité et la fluctuation des cours par suite de la surproduction (2).

La vanille est grasse et belle aux Nouvelles-Hébrides, à Santo, à Vaté et à Api, on la cultive avec succès. Elle peut donner de sérieux bénéfices, en dépit de la baisse considérable des cours, sous forme de culture accessoire (3).

Le cacaoyer constitue comme le cocotier, une culture d'attente. Le climat chaud et humide des îles favorise tout à fait cet arbuste, et l'humus profond des terres convient au « pivot » de la racine (4).

Une autre culture d'attente serait celle du tabac. Un colon de grande expérience qui a habité 14 ans les Indes néerlandaises (5), a trouvé, dans les environs du canal de Segond (Santo), des terrains qu'il déclare supérieurs aux meilleurs de Java et de Sumatra pour la culture du tabac.

---

(1) Le rendement à l'hectare est de 2 à 3 tonnes 1/2.

(2) Par suite de la faible production de la Nouvelle-Calédonie, le maïs néo-hébridais trouve actuellement des cours rémunérateurs sur le marché de Nouméa.

(3) Masson, p. 27.

(4) Le cacaoyer ne commence à produire qu'à l'âge de cinq ans et n'entre en plein rapport qu'à la huitième ou à la neuvième année. Le rendement est très variable. Il peut aller de 500 grammes à une moyenne de 3 kilogr. 1/2 par arbre. Dans l'île de Spiritu-Santo, cette culture, à laquelle s'adonnent déjà avec succès plusieurs colons, pourrait se faire sur une vaste échelle.

(5) M. Elin de Chatillon,

Spiritu-Santo offre aussi à la culture de la canne à sucre des plaines d'une étendue considérable et d'une fertilité incomparable.

De 1892 à 1898, les colons des Nouvelles-Hébrides avaient entrepris la culture de la banane, par suite de la faillite des bananeraies de Fidji qui fournissaient jusqu'à 70,000 régimes par mois à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande (1). L'*Australian Union Steam Navigation C<sup>o</sup>* avait organisé un service bi-mensuel pour l'importation de ces fruits sur les marchés de Sydney, d'Adélaïde et de Melbourne. Brusquement un parasite venait détruire la plus grande partie des bananiers fidjiens. Le moment parut propice aux colons des Nouvelles-Hébrides, d'avance assurés de l'écoulement de leurs produits, pour se livrer à cette culture. Peu favorisés, malheureusement, au point de vue des communications, ils voyaient, en outre, le plus clair de leurs bénéfices passer aux mains d'intermédiaires. Si ce double inconvénient venait à disparaître, il est certain que la culture de la banane deviendrait pour les Nouvelles-Hébrides une source de revenus considérable en raison de la demande croissante de l'Australie, de la proximité des débouchés et de la préférence accordée à la qualité néo-hébridaise sur les marchés voisins (2).

De cette rapide revue des productions agricoles des Nouvelles-Hébrides, il résulte qu'il n'est peut-être pas, dans toute la

---

(1) Bourge, p. 220.

(2) Une mercuriale du « Fruit Market » de Sydney cote :

|                                  |         |   |         |
|----------------------------------|---------|---|---------|
| Bananes de Queensland. . .       | 1 sh. 6 | à | 2 sh. 5 |
| — Fidji. . . . .                 | 2 sh. 6 | à | 3 sh.   |
| — N <sup>lles</sup> -Hébrides. . | 3 sh.   | à | 3 sh. 6 |

zone équatoriale, de colonie présentant des terres plus fertiles, d'un travail plus facile et si bien appropriées à toutes les cultures tropicales.

La mer, très poissonneuse, est riche en nacre et en biche de mer.

#### IV

Les indigènes des Nouvelles-Hébrides appartiennent à la race mélanésienne. Ils ont tous les caractères du nègre océanien : le front bas et fuyant, le nez aplati, les lèvres proéminentes, les pommettes larges, les cheveux crépus, la peau noirâtre (1).

Toutefois, la race autochtone a dû être travaillée fortement par des apports de sang polynésien d'un côté et de sang malais de l'autre. Dans les îles du Sud, les indigènes sont le plus souvent petits, vigoureux, musclés, mais de peau noire tirant sur le brun (2); et si les crânes d'Api, de Mallicolo, d'Erromango, présentent « l'expression la plus exagérée de la morphologie mélanésienne » (3), les affinités polynésiennes se retrouvent avec évidence, particulièrement dans les îles du Nord, à Aoba, à Malo, à Santo. La taille est alors plus élevée, élancée et le teint s'éclaircit (4). Souvent les représentants de ce type ont les cheveux teints couleur de safran, selon la mode

---

(1) Davillé, Masson, p. 35. Moncelon : *Les Canaques de la Nouvelle-Calédonie et des Nouvelles-Hébrides*, Paris 1886, br. in-8°.

(2) Bourge, p. 227.

(3) A. Bernard, p. 264.

(4) Reclus.

des îles polynésiennes (1). Il n'y a pas lieu, d'ailleurs, d'être surpris outre mesure de ces différences ethniques que l'on constate d'île à île et souvent de tribu à tribu, si l'on songe à la manière dont s'effectuent ces migrations, ces échanges de population d'un archipel à l'autre. Comme on l'a dit, il ne s'agit ici que de l'arrivée d'une pirogue (2)... C'est là une conséquence presque naturelle de l'« insularité » et aussi du caractère aventureux de ceux en qui Cook voyait les « Phéniciens du monde oriental ».

Comme les autres races océaniques, qui semblent subir une étrange fatalité, les Néo-Hébridais, devant la race blanche, disparaissent avec une rapidité effrayante. Les épidémies les déciment, la tuberculose exerce parmi eux ses ravages, et tandis que les pratiques de l'avortement font baisser la natalité, le recrutement vient chaque année drainer les hommes valides dont un très petit nombre est ramené à l'expiration de l'« engagement » (3). « Le gros de la population indigène est groupé par tribus sur le bord de la mer (4), toujours la plus sûre des nourrices de l'homme dénudé. Leurs villages sont pittoresques et presque toujours ombragés par l'arbre providentiel

---

(1) Bourge, p. 227.

(2) A. Bernard, p. 266.

(3) En octobre 1903 il y avait 835 Néo-Hébridais en Nouvelle-Calédonie, il n'y en a pas eu 40 de rapatriés dans le courant de l'année (Renseignement communiqué par M. Guieysse).

(4) Les recruteurs ont désigné sous le nom de *men salt water* les indigènes vivant près du rivage et de *men bush*, les indigènes qui vivent dans la brousse, aux flancs des montagnes où à peine quelques fumées révèlent leur présence. Ces hommes de l'intérieur sont beaucoup plus sauvages que ceux du littoral, et souvent se font la guerre de tribu à tribu.

des pays chauds — le cocotier. — La mer, le cocotier, il n'en faut pas plus aux peuplades de ces belles îles pour pourvoir à leur existence matérielle » (1). Sur la plage, les uns errent, oisifs et indolents, mais « le geste prêt à lancer le trait qui transpercera à coup sûr le poisson qui s'aventurera à sa portée » (2). D'autres, en mer, dans le jeu vif des lames, mènent leurs pirogues, pendant que les femmes préparent en commun le repas des hommes de la caste.

Chez les Néo-Hébridais, la tribu est tout. Chaque tribu, soumise à l'autorité de chefs hiérarchisés, se divise en castes. Chaque caste mange ses aliments cuits à un foyer spécial (3). Le paria, homme de la dernière classe, mange à tous les feux et accomplit les corvées publiques.

Comme dans toutes les organisations sociales primitives la volonté individuelle ne compte pas. L'indigène est un être qui ne peut disposer de lui-même. Sa personne et ses biens dépendent de la tribu qui exerce à leur égard un pouvoir absolu. « Lorsque les Australiens viennent recruter des travailleurs, ils s'adressent au chef qui désigne ceux des membres de la tribu qui devront partir et ceux-ci quitteront sans murmurer leurs femmes et leurs biens (4) ». D'autre part la propriété

---

(1) Bourge, p. 227.

(2) *Id.*, p. 236.

(3) *Id.*, p. 230.

(4) Masson, p. 37. M. Masson avait écrit ceux de « ses sujets ». En réalité, l'autorité personnelle, pas plus que la volonté individuelle, n'existe chez les Néo-Hébridais. Il s'agit bien de l'autorité collective, du pouvoir exercé par le chef pour le compte de la tribu, soit qu'il traite avec les recruteurs, soit qu'il aliène des terres.

n'est pas possédée individuellement par des familles indigènes, mais collectivement par les tribus. Et la *propriété collective* elle-même n'existe pas à proprement parler, en ce sens qu'aucune tribu n'a des droits à une partie définie de la terre.

La femme, dans la société néo-hébridaise, est tenue pour rien. C'est une chose que l'on possède et dont la valeur s'exprime en prenant pour étalon d'échange le cochon. Sa condition est misérable. L'homme, travaillant peu, transforme la femme en bête de somme. Toute la besogne pénible lui est réservée.

Naturellement indolent et souvent cruel, vindicatif, prêt à se venger de la plus légère injure par un meurtre sanglant (1), mais scrupuleusement honnête et d'une endurance peu commune, tel est l'« associé » de l'Européen dans l'œuvre de la colonisation aux Nouvelles-Hébrides (2).

---

(1) Miss Grimshaw, *Sydney Morning Herald*, février 1905. M. Lechartier dit que le néo-hébridais est implacable dans la vengeance et qu'il ne pardonne jamais à celui qui l'a frappé, mais qu'il est, au contraire, dévoué à celui qui ne l'a jamais trompé ou frappé. Cf. dans le même sens, Deschanel. M. Bord, commissaire-délégué de la France écrit énergiquement : « En réalité les indigènes ne sont pas méchants, et on ne peut guère citer des meurtres de blancs qui n'aient été la conséquence de mauvais tours que les « victimes » avaient joués aux noirs » (lettre communiquée par M. Guieysse).

(2) La pratique de l'anthropophagie, qui persiste encore dans certaines peuplades, semble avoir complètement disparu dans les îles où les Européens sont en contact constant avec les indigènes. On ne cite plus depuis longtemps, un « cas » de cannibalisme à Vaté, à Anatom, à Api.



## CHAPITRE II

### HISTORIQUE

L'histoire diplomatique des Nouvelles-Hébrides enveloppe l'histoire de la colonisation proprement dite de l'archipel : histoire des entreprises anglaises et françaises sur ces îles, des efforts accomplis de part et d'autre, du réseau des intérêts nationaux créés. Elle a pour ressort la vive lutte d'influence des groupements anglais et français dans le Pacifique, essayant parallèlement d'exercer une pression sur leurs Métropoles : l'Australie, au nom d'une sorte de doctrine de Monroë, par l'affirmation d'un droit de contrôle sur les îles de l'Australasie et de la Polynésie, la Nouvelle-Calédonie, par le sentiment de son rôle de sentinelle avancée de la France dans le Pacifique.

Cette histoire peut se diviser en trois périodes fermées chacune par un acte diplomatique : la première va de la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie jusqu'à la déclaration d'indépendance de 1878 ; la seconde va de cette date jusqu'à la convention de 1887 ; la troisième de la conclusion de cet accord provisoire à la convention de 1906 qui a établi aux Nouvelles-Hébrides la souveraineté indivise de la France et de l'Angleterre.

## I. Des origines à 1878

Depuis le jour où don Pedro Fernandez de Queiros crut avoir découvert le Continent Austral « dont il rêvait d'être le Christophe Colomb », lorsque voyant se dresser devant ses proues la plus vaste des terres de cette chaîne, il lui donna le nom de *Terra australis del Spiritu-Santo*, les Nouvelles-Hébrides furent successivement visitées par Bougainville, qui les nomma les *Grandes-Cyclades*, Cook, au cours de sa deuxième expédition, La Pérouse, avant qu'il n'allât se perdre sur les récifs de Vanikoro, d'Entrecasteaux (1793), Dumont-d'Urville qui les traversa dans son second voyage, en se rendant de la Nouvelle-Zélande au détroit de Torrès. Ces hardis voyages avaient préparé les voies de l'expansion de la France et de l'Angleterre dans les mers du Sud.

Dès 1825, le Gouvernement français s'était préoccupé de chercher un point favorable pour y établir avec une destination pénitentiaire, une colonie océanienne (1). On songea sérieusement à la Nouvelle-Zélande, mais l'on y fut devancé par l'Angleterre (2). On fut obligé de chercher ailleurs et, le 1<sup>er</sup> mai 1842, l'amiral Dupetit-Thouars occupait les Marquises; en septembre de la même année, il plaçait Tahiti et les îles de la Société sous le protectorat français, puis les Gambier, Wallis et Futuna. « Mais ce n'étaient là que des stations, en attendant de plus importantes colonies, que la France convoi-

---

(1) Bernard, p. 319.

(2) Bernard, p. 319. Politis, p. 8.

tait à l'ouest du Pacifique (1) ». Le 24 septembre 1853, avait lieu, préparée par la mission mariste, la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie. Le contre-amiral Febvrier-Despointes, commandant la station du Pacifique, y arborait le pavillon français. « Le procès-verbal de la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie comprenait les *dépendances de l'île*, mais sans les indiquer d'une manière précise » (2). De ce jour, la question des Nouvelles-Hébrides était née.

L'archipel était, en effet, dès cette époque considéré comme une « dépendance » naturelle de la grande île calédonienne. Ceux qui exploitaient alors les richesses de ces îles, capitaines marins, sandaliers australiens — dont la présence dans les deux archipels se constate vers 1840 — faisaient volontiers de Nouméa l'entrepôt des produits qu'ils en tiraient (3). D'autres dépôts existaient à Hienghiène et à l'île des Pins (4). Les cargaisons de bois précieux et de coprah étaient ensuite expédiées à Sydney ou en Chine. Une flotte nombreuse servait à ce trafic (5).

Avec les sandaliers, l'archipel n'était fréquenté à ce mo-

---

(1) Bernard, p. 319. Elle paraît avoir à cette époque songé soit à la Nouvelle-Guinée, soit à des groupes de l'archipel indien.

(2) Bernard, p. 328.

(3) Notamment le plus connu parmi les premiers « traders » des mers du Sud, le capitaine James Paddon. Cf. Higginson, Lettre à Sir Charles Dilke, reproduite par Deschanel. Cf. également Deschanel, p. 243.

(4) Bernard, p. 324. En 1849, le capitaine Erskine, avec le bateau de guerre anglais la *Havannah* — qui devait laisser son nom au port Nord de l'île Vaté — poursuivant une croisière de surveillance dans les archipels, à la suite de massacre de plusieurs équipages, trouvait à l'île des Pins deux « établissements sandaliers ».

(5) Deschanel, p. 245. Paddon à lui seul utilisait jusqu'à vingt navires.

ment que par des baleiniers, lesquels y relâchaient, comme nous l'avons dit, avant de pousser plus au sud, et déjà par les premiers recruteurs. Sandaliers et recruteurs avaient désolé ces parages et leur avaient mérité une réputation détestable. « Leur mauvaise foi, leur cruauté, des enlèvements d'indigènes » (1) avaient à plusieurs reprises entraîné le massacre des équipages. Aussi les premières tentatives des missionnaires, protestants ou catholiques, pour prendre pied dans les îles, soit à Anatom, soit à Erro-mango, soit à Tanna, furent-elles désastreuses. Les uns et les autres s'y heurtent à la même hostilité (2). Au moment de la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie, pas un colon n'est encore établi dans l'archipel.

Les recruteurs entrent en scène, surtout à partir de 1862. A ce moment, la demande croissante de main-d'œuvre canaque pour le Queensland, les Fidji, les Samoa, donne lieu à une véritable industrie de recrutement. Les recruteurs se signalent tout de suite par de tels excès, qui font revivre tout l'odieux de la traite, que l'attention du monde civilisé est attirée sur ces îles jusque-là ignorées. En 1863 un raid fut organisé en vue de pourvoir de travailleurs les mines du Pérou. « Un dé-

---

(1) Bernard, p. 323.

(2) Dès 1818 les premiers missionnaires presbytériens paraissent à Anatom, puis essaient de s'établir à Erromango où ils sont assassinés. Une nouvelle tentative, en 1839, aboutit au même désastre. En 1842, deux missionnaires envoyés à Tanna doivent s'enfuir devant l'hostilité des indigènes. En 1848 arrivent les Maristes qui cherchent à s'installer à Anatom, mais qui l'année suivante se voient contraints d'abandonner la place. La même année le Rév. John Geddie parvenait cependant à y installer des *teachers* du séminaire indigène de Samoa.

pôt fut établi à l'île de Pâques. Sept navires s'étant rassemblés sur ce point, leurs équipages armés jusqu'aux dents, descendirent à terre, capturèrent les naturels, s'emparèrent de toutes les provisions, et emmenèrent leur butin à bord après avoir détruit les villages par le feu (1) ». Ces faits de piraterie provoquèrent de vives réclamations dans la presse européenne et motivèrent l'intervention des autorités des colonies intéressées à la question de recrutement. Un arrêté du gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, pris à la date du 10 août 1865, réglementait le recrutement, prescrivant que l'emploi de tout immigrant des Nouvelles-Hébrides devait faire l'objet d'un contrat d'engagement passé devant le greffier du tribunal (2). Parallèlement, la législature du Queensland émettait en mars 1868, le *Polynesian labourers act*, ayant pour objet de « surveiller les engagements des travailleurs, leur entretien convenable et leur rapatriement à la fin du contrat » (3).

Cependant l'établissement de colons et de traitants débutait dans l'archipel en dépit de la légitime « exaspération des naturels » (4) contre les blancs. Ces croisières, qui avaient ému l'opinion par leurs excès, avaient abouti à ce résultat de révéler la valeur économique de l'archipel, ses ressources insoupçonnées. La proximité de la Nouvelle-Calédonie facilitait le ravitaillement de ces « enfants perdus » qui s'installaient

---

(1) Bourge, *op. cit.*, p. 28.

(2) *La main-d'œuvre aux colonies*. Documents officiels. Biblioth. col. internat., t. III, p. 265. Cf. Politis, p. 10.

(3) Deschanel, p. 247. Politis, p. 11.

(4) Lettre de l'évêque Paterson, citée par Bourge (1870). Il devait d'ailleurs lui-même en être la victime.

un peu partout dans les îles pour faire du coprah ou qui allaient pêcher la biche de mer ou la nacre jusqu'à Santa-Cruz. D'autre part, les progrès des missions anglaises, à force de persévérance, commençaient de se dessiner le long des côtes (1).

En 1871, il faut le dire, l'Angleterre était encore seule représentée par ses traitants australiens et ses missionnaires aux Nouvelles-Hébrides, et notamment dans les Banks, à Aoba et dans les îles du Sud. Mais il est non moins exact d'ajouter que le mouvement d'échanges qui, nous l'avons vu, s'était établi dès l'origine avec la Nouvelle-Calédonie, et qui se développait chaque jour, faisait de plus en plus se tourner vers la grande terre calédonienne, comme vers sa métropole naturelle, l'archipel tout entier, attribuant à celui-ci dans le Pacifique, par rapport à la première, le caractère et la situation d'une « annexe » commerciale et d'une « dépendance » au sens politique du mot. Et cela paraissait alors si peu contestable, qu'en février 1875 nous voyons les résidents anglais de Tanna, dans une adresse au gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, le solliciter « de prendre ladite île de Tanna sous la protection du pavillon français en l'annexant à la Nouvelle-Calédonie » (2).

---

(1) En 1857 le Rév. George N. Gordon s'établissait à Erromango avec sa femme. En 1858 les Rév. Copeland et Paton, ce dernier accompagné de Mrs. Paton, réussissaient à se fixer à Tanna. En 1864, les missions s'avancent au sud de Vaté, en 1870 à Nguna et à Spiritu Santo, en 1872 au nord de Vaté à Port-Havannah. Quant aux missions catholiques, ce n'est qu'en 1887 qu'elles reparurent dans l'archipel.

(2) Voir cette adresse dans Deschanel, p. 250. Elle est signée H. Ross Lewih — R. Sodeh — John Neale — W. Sedna — Marshal Slea — J. R. Lewy — Ges Phipps — A. M. Milleh — Frédérik Mack,

En 1876, ce sont les colons de Vaté qui s'unissaient, Anglais et Français, dans une semblable démarche (1). Et c'était aussi la mesure que préconisaient avec force, pour tout l'archipel, les Français de la Nouvelle-Calédonie. Dès 1871, un commerçant de Nouméa dont le nom va se trouver mêlé à toutes les phases de l'histoire de la colonisation des Nouvelles-Hébrides, John Higginson, multiplie ses instances auprès des gouverneurs successifs de la Nouvelle-Calédonie, M. de la Richerie, l'amiral de Pritzburg, en vue de prévenir, par une « prise de possession solennelle » de l'archipel, les difficultés que pouvait faire naître dans l'avenir l'imprécision du mot « dépendances » du procès verbal du 24 septembre 1853. N'avait-on pas, en 1864, accompli cette « formalité » pour les Loyalty ? (2). L'annexion par l'Angleterre des Fidji, en 1874, venait d'ailleurs de révéler le plan d'une politique de conquêtes britanniques dans le Pacifique. Jusqu'alors l'Angleterre avait semblé vouloir modérer à cet égard les jeunes impatiences de l'Australie, ambitieuse de préparer la domination impériale dans les mers du Sud. L'annexion des Fidji ne signifiait-elle pas avec une claire évidence que la métropole était entrée dans les vues de sa colonie (3) ? Il y avait là un danger prochain que notre inaction, aux Nouvelles-Hébrides, semblait devoir favoriser. L'amiral de Pritzburg le dénonça au Département. La déclaration d'annexion de l'archipel, se produisant au lendemain de la demande formelle de

---

(1) Cf. dans Deschanel, p. 251, la pétition des résidents de l'île Vaté, réclamant les « moyens réguliers pour se procurer la main-d'œuvre nécessaire à leurs entreprises et les privilèges de tout commerce intercolonial ».

(2) Cf. Bernard, p. 328.

(3) Cf. Deschanel, p. 297-8. Russier, *op. cit.*, p. 172.

protection des sujets britanniques eux-mêmes, et constituant d'ailleurs une réplique à celle des Fidji, ne pouvait soulever aucune difficulté diplomatique (1).

L'insuccès des démarches des colons auprès du gouvernement français, l'hésitation évidente de celui-ci — notre attitude passive — allaient être exploités contre nous. Le 19 septembre 1877 fut tenu à Melbourne, à l'occasion du départ du Rev. J. Paton, chef de l'église presbytérienne aux Nouvelles-Hébrides, un meeting où la France fut représentée comme voulant prendre possession, contre tout droit, de l'archipel et où fut réclamée l'annexion de celui-ci à l'Angleterre (2). Ce fut le point de départ d'une vive agitation, excitée par la *société wesleyenne méthodiste d'Australie* (*Australian weslyan methodist Society*) et entretenue par les moniteurs de la presse qui formulaient à cette occasion les principes de la doctrine impérialiste (3). Les véhémentes réclamations de l'Australie, l'incertitude où il était peut-être de l'accueil que leur réserverait le cabinet présidé par Lord Beaconsfield, inquiétèrent, semble-t-il,

---

(1) Dans le même sens : Higginson, Lettre à Sir Ch. Dilke. *Politis*, p. 43. Jean Carol, *Revue de Paris*, 1900, t. I, p. 247.

(2) Voir, pour détails, Deschanel, p. 299-300 et suiv.

(3) « Il est presque certain, dit le *Morning Herald*, que le progrès que nous avons fait dans le Pacifique (l'annexion des Fidji) entraînera la nécessité d'en faire d'autres... Si nous pouvons admettre, ou non, qu'un établissement comme celui de la Nouvelle-Calédonie empiète sur ces dépendances, c'est une question que le gouvernement métropolitain ne pourra pas renvoyer sans examen » (*Sydney Morning Herald*, 9 octobre 1877). Et l'*Argus* de Melbourne ajoutait, se couvrant de l'opinion de M. Berry, secrétaire en chef du gouvernement local de Victoria, qu'« il faudrait établir une sorte de doctrine de Monroe : à savoir que toutes les contrées de cette partie du monde devraient être occupées par la race anglo-saxonne ou lui appartenir » (*Argus*, 10 octobre 1877).

notre gouvernement (1), qui s'empessa de faire déclarer à Lord Derby par le marquis d'Harcourt que « sans attacher une très grande importance » à ce mouvement d'opinion, le Gouvernement français tenait à déclarer que pour ce qui le concernait, il n'avait pas « *le projet de porter atteinte à l'indépendance des Nouvelles-Hébrides* » et qu'il « *serait heureux de savoir que de son côté le Gouvernement de S. M. était également disposé à la respecter* » (note du 15 janvier 1878) (2). En réponse à cette note, Lord Derby faisait savoir à l'Ambassadeur français, à la date du 26 février suivant, qu'« *il n'était pas dans les intentions du Gouvernement de S. M. de proposer au Parlement des mesures qui seraient de nature à modifier la situation indépendante où se trouvent actuellement les Nouvelles-Hébrides* » (3).

Cet accord faisait entrer la question des Nouvelles-Hébrides dans la phase diplomatique. L'archipel se trouvait *séparé* de la Nouvelle-Calédonie. La France renonçait à faire valoir des *droits particuliers* sur les Nouvelles-Hébrides ; elle se trouvait désormais placée avec l'Angleterre sur un pied d'égalité (4).

---

(1) Encore que quelques semaines auparavant, à une question relative aux Samoa, le cabinet britannique eût déclaré que *le gouvernement anglais n'avait pas actuellement l'intention d'agrandir ses possessions dans les mers du Sud*.

(2) *Livre jaune* : affaires des Nouvelles-Hébrides, des Iles Sous-le-Vent et de Tahiti, n° 2.

(3) *Livre jaune* précité, n° 3.

(4) M. Deschanel a très justement comparé cette situation à celle qui résultait de la déclaration de 1847 par laquelle la France et l'Angleterre s'engageaient réciproquement à ne pas annexer les Iles Sous-le-Vent.

## II. De 1878 à 1887 : La compétition des intérêts

« Par la meilleure adaptation de leurs mœurs et de leurs institutions aux entreprises coloniales libres, les Anglais devaient profiter beaucoup plus que nous de la situation mal définie dans laquelle allaient demeurer des terres riches, ouvertes et dépourvues de toute législation propre » (1). La législation coloniale anglaise, par une distinction déjà ancienne, admet à côté des colonies proprement dites et des possessions de la couronne, un troisième mode de la domination britannique : les *settlements*. Ce sont les établissements anglais qui, situés sur des « territoires non cédés à l'Angleterre ni conquis par elle », ne se trouvent non plus actuellement « dans le ressort d'aucune des législatures coloniales existantes ». La reconnaissance de ces « settlements » entraînait un droit de protection et d'administration dont l'exercice

---

(1) Lavagne : *La question des Nouvelles-Hébrides* (Annales des Sciences politiques, XV, 1900, p. 711). — A ce moment la situation de la colonisation était, d'après Bourge, p. 37, la suivante : 1° dans l'île Vaté, Glisson, à Undine Bay; Young, à Rané; Ford, à Tukutuk; Mac-Leod, à Port-Vila — ce dernier, le plus important colon de l'archipel, avec un côtre, l'*Idaho*, faisant le trafic entre les îles. — Du côté des Français, quelques planteurs groupés autour de MM. Chevillard et Zæpfel : celui-ci avec son côtre, le *Port-Vila*, avait poussé jusqu'aux Banks et y créait des stations, pendant que son associé dessinait « ce qui devait être la magnifique plantation de Franceville ». C'était l'embryon de la colonisation actuelle. — 2° à Ambryn, à peu près à la même époque, François Rossi; à Aoba, Mathieu Ferray; à Malo, Fortuné Lachaize. La maison Rataboul et Puech avait planté des jalons à Tanna. Peu de temps après W. Morgan constituait à Nouméa la « Société de spéculation des Nouvelles-Hébrides » et devenait acquéreur de la goélette *Energy* pour trafiquer dans le groupe; Jim Wilbur créait la station de Dhuyn' Dhuyn à Aoba; G. Craig celle de Craig's Cove à l'ouest d'Ambryn, et H. Hutton celle de Lantas,

s'est, avec le temps, transformé en celui d'une souveraineté pleine et entière sur les territoires en question et leurs habitants (1).

Dès 1872, l'intention philanthropique de protéger spécialement les indigènes des archipels du Pacifique contre les exactions trop fréquentes des recruteurs, avait fait poser le principe d'une juridiction de l'Angleterre à l'égard de ses nationaux relative à cet objet (*Pacific Islanders Protection act 1872*). En 1875, ce droit de juridiction s'affirmait en termes explicites par le *Pacific Islanders protection act 1875*, qui établissait la juridiction générale de la Couronne sur ses sujets dans les îles ne relevant de la souveraineté d'aucune puissance civilisée et « dans les mêmes conditions que si ce pouvoir dérivait de la cession ou de la conquête » (2). Par application de ces deux lois, l'ordonnance en Conseil de 1877 instituait une Cour de justice ayant compétence en toutes matières et siégeant au Fidji. Au lendemain des Notes de 1878, deux nouvelles ordonnances vinrent créer la fonction de haut-commissaire de Sa Majesté pour le Pacifique Occidental (*H. B. M.'s High commissioner for the western Pacific*), prévue par l'act de 1875 (3), et réglementer les pouvoirs de ce haut fonctionnaire

---

(1) Masson, *op. cit.*, p. 176, d'après Biard, consul général à Sydney.

(2) *Art. 6* : « Il sera loisible à Sa Majesté d'exercer des droits de puissance et de juridiction sur ses sujets dans toutes les îles ou tous autres endroits situés dans l'Océan Pacifique et ne faisant pas partie des territoires de Sa Majesté, non soumis à la juridiction d'aucune puissance civilisée, dans une aussi large mesure que si ces droits de puissance ou de juridiction avaient été acquis par cession de territoires ou par conquête... ».

(3) « ... et il sera en outre loisible à Sa Majesté de créer et de constituer par un arrêté rendu en Conseil, la fonction du *High commissioner*, sur et pour ces îles et endroits... » (art. 6., al. 1).

à l'égard des sujets britanniques résidant ou trafiquant dans les îles susdites (1). Le titre de haut-commissaire était conféré au gouverneur des Fidji, sir Arthur Gordon. Celui-ci usait aussitôt de ses nouveaux pouvoirs pour inviter par circulaire (2) les colons anglais établis dans les îles encore indépendantes du Pacifique à faire enregistrer, en Australie ou aux Fidji, leurs titres de propriété, s'ils voulaient que ces titres fussent, par la suite, reconnus et respectés (3). Il les informait en outre qu'il était prêt à leur accorder des permissions spéciales pour le recrutement des travailleurs dans les îles (4).

A partir de ce moment, un navire de guerre anglais stationna dans les eaux de l'archipel pour rendre effective la protection organisée pour les actes précités en faveur des nationaux anglais et ressortissants (5).

Cette politique, dit Higginson, était claire. Acquérir des terres aux Nouvelles-Hébrides, y créer un réseau d'intérêts anglais, pour permettre éventuellement d'invoquer l'axiome fondamental de la politique coloniale britannique : « Là où sont les intérêts, là doit être la domination » (6). « Les Anglais ont montré par des faits qu'ils avaient su interpréter les intentions de leur gouvernement » (7).

En effet, voici quelle était, en 1882, quatre ans après

---

(1) Ce sont là les *Western Pacific orders in Council of 1877, 1878 and 80*.

(2) 1881.

(3) Higginson, Lettre au Ministre des Affaires étrangères, 8 juin 1883.

(4) *Ibid.* Cf. Deschanel, p. 252.

(5) Cf. Politis, p. 17.

(6) Sir Charles Dilke, cité par Higginson.

(7) Higginson, Lettre à Sir Ch. Dilke.

l'échange de Notes de 1878, la situation aux Nouvelles-Hébrides : Les Anglais possédaient plus de 300,000 hectares de terres (1), en vertu de titres régularisés par les commandants de navires de guerre anglais et enregistrés ensuite soit aux Fidji, soit en Australie ; leurs comptoirs étaient dispersés sur les îles principales ; le nombre des missionnaires anglicans s'était considérablement accru ; le stationnaire anglais assurait la police des îles, réglant les différends qui s'élevaient entre colons et indigènes, recevant les transactions qui intervenaient entre eux, donnant ainsi aux titres de propriété le caractère de régularité et d'authenticité qui leur manquait, « exerçant en un mot une sorte de protectorat qui, pour être déguisé, n'en était pas moins réel » (2). Le moment semblait prochain où les Nouvelles-Hébrides deviendraient fatalement « terre anglaise » puisque les nationaux britanniques en posséderaient exclusivement le sol.

C'est alors que les colons français de la Nouvelle-Calédonie, « instruits par la manœuvre si adroite du gouvernement britannique et s'en appropriant les méthodes », fondent à Nouméa, en 1882, sur l'initiative hardie de John Higginson (4), la *Compagnie calédonienne des Nouvelles-Hébrides*.

---

(1) Higginson, *ibid.* Consult. Renault-Weiss-Berthélemy, p. 5.

(2) Higginson, Lettre au Ministre des Affaires étrangères, précitée.

(3) Higginson, Lettre à Sir Charles Dilke.

(4) John Higginson, Australien d'origine irlandaise, arriva à Nouméa en 1859 à l'âge de 20 ans. Il reçut ses lettres de grande naturalisation en 1876 pour services rendus à la France. Esprit audacieux, doué d'une activité et d'un sens commercial vraiment remarquables, industriel, armateur, colon, associé à toutes les entreprises agricoles et minières en Nouvelle-Calédonie, il a joué dans le Pacifique austral un rôle de premier plan. Son nom demeurera étroit-

*des* (1). Son but était d'assurer la prépondérance de nos nationaux aux Nouvelles-Hébrides; c'était de préparer, par l'annexion économique, l'annexion politique. Acheter des terres, en particulier celles appartenant à des colons britanniques — et dans les mêmes formes qu'eux —; créer des comptoirs de commerce dans toutes les îles; établir des communications régulières avec la Nouvelle-Calédonie; encourager les Français à venir s'établir à côté des stations de la *Compagnie calédonienne*, déterminer un courant d'émigration coloniale; évincer les nombreuses goélettes qui ne cessaient de venir recruter pour l'Australie et les Fidji les travailleurs canaques et rétablir, si possible, avec la Nouvelle-Calédonie l'immigration à ce moment suspendue et dont elle avait besoin.

Ce programme, dit M. Deschanel, fut exécuté avec une rapidité remarquable. Quelques mois après sa constitution, la Société possédait 150,000 hectares de terres appartenant à des colons anglais suivant des titres régulièrement établis par les autorités britanniques; 200,000 hectares vendus par les chefs indigènes, transactions sanctionnées par les officiers des bâtiments de guerre français. Des colons avaient été envoyés par elle de Nouméa aux Nouvelles-Hébrides, des comptoirs établis, un navire acheté. Elle avait déjoué les manœuvres et les entre-

---

tement lié à l'histoire de la colonisation française aux Nouvelles-Hébrides. Quelques réserves que l'on doive apporter dans l'appréciation de certains contrats passés avec l'Etat, il n'en a pas moins signé cette émouvante page d'énergie française aux antipodes. Il est mort au mois d'octobre 1904.

(1) Au capital de 500,000 francs. Les statuts de cette Société sont signés de MM. Higginson, Dezarnaulds, Casadebaig, A. Pelletier, A. Rolland, Puech et Gratien Brun (Deschanel, p. 254).

prises concurrentes (1). Les agents de la *Compagnie calédonienne* installés dans ses stations avaient mission de continuer cette politique, c'est-à-dire d'acquérir, tant des chefs indigènes que des Anglais, toutes les terres disponibles. Pendant les cinq années qui suivirent sa création, la *Compagnie calédonienne* ne cessa de prospérer. A la date du 8 juin 1885, son fondateur, dressant le bilan des efforts tentés et des résultats obtenus, pouvait écrire :

« Notre société a acheté les sept huitièmes, au moins, des terres qui appartenaient aux colons britanniques (2) ; elle s'est rendue acquéreur de grandes quantités de terres et des meilleures que les indigènes lui ont cédées en présence des commandants de navires de guerre français ; elle a désintéressé le seul Allemand qui eût fondé un comptoir et possédât une propriété dans l'archipel ; elle a conclu des alliances avec les chefs canaques les plus importants ; plusieurs de ces chefs sont même venus à Nouméa pour passer des traités avec nous.

---

(1) A la fin d'octobre 1884, le Parlement de la Nouvelle-Zélande était saisi d'une demande de garantie d'intérêts en faveur d'une Compagnie anglo-australienne qui devait se fonder au capital de 25 millions, en vue de l'exploitation commerciale et dont le centre des opérations devait être l'île de Mallicolo. L'activité de la Compagnie française réussit à déjouer cette manœuvre dirigée contre elle.

Higginson s'embarqua aussitôt avec des négociants, des marins et un capitaine d'infanterie de marine, sur un vapeur le « Né-Oblie », affrété à la hâte, et arriva trente-six heures après à Port-Havannah (île Vaté), et le 9 novembre, après avoir pris à la remorque un vieux ponton, le « Chevert », à Port-Sandwich (île de Mallicolo). Le lendemain il fit signer aux chefs des tribus voisines de ce port une convention, aux termes de laquelle Mallicolo était placée « sous la protection des Français ». M. Charles Lemire, qui consacre depuis longtemps ses efforts à intéresser l'opinion à la question des Nouvelles-Hébrides, a fait le récit de cette « héroïque » équipée dans le « Bulletin de la Société de Géog. comm. », 1885-86, t. VIII.

(2) La plus grande partie de ces territoires avaient été transmis par le capitaine Donald Mac-Leod.

Il y a eu un moment, enfin, où le pavillon français a été le seul à flotter dans toute l'étendue du territoire des Nouvelles-Hébrides » (1). La *Compagnie calédonienne* possédait à ce moment 700,000 hectares, les principaux ports et mouillages, des fermes et plusieurs stations commerciales d'avenir ; elle avait créé d'admirables plantations, tracé des routes, établi, avec le concours de la *Société française de colonisation* de Paris, un certain nombre de colons français sur ses domaines (2). « On put croire, dit M. Bourge, que l'initiative privée allait rendre l'annexion à la France inévitable (3) ».

Les succès inattendus de la *Compagnie calédonienne*, son activité, les progrès de la colonisation française, avaient ému l'Australie et exaspéré l'intransigeance passionnée des missionnaires presbytériens. Ces sentiments allaient se traduire par des manifestations significatives.

Le 8 février 1883, à Londres, une délégation des sociétés religieuses se rendait auprès des ministres des affaires étrangères et des colonies pour réclamer « une *protection efficace* pour les habitants des Nouvelles-Hébrides et la suppression des abus produits par la traite ». En réalité, ce que sollicitaient les délégués, c'était l'annexion ou tout au moins le pro-

---

(1) Higginson, Lettre au Ministre des Affaires étrangères, précitée.

(2) Le gouvernement français ne se désintéressa pas de ce mouvement. Il sollicitait et obtenait des Chambres le vote pour l'exercice 1886 d'un crédit supplémentaire de 50,000 francs, destiné à favoriser l'émigration française vers nos colonies et les terres libres qui les avoisinent. En 1887, ce crédit spécial était porté à 75,000 fr. Des subsides étaient accordés sur ce chapitre à la *Société française de colonisation* en vue de l'installation de colons aux Nouvelles-Hébrides.

(3) Bourge, *op. cit.*, p. 43.

tectorat anglais sur ces îles ; les journaux anglais le firent remarquer (1) et les ministres ne s'y trompèrent point. Ils répondirent fort habilement que, *pour le moment*, il fallait écarter tout projet de protectorat britannique sur ces îles. Mais lord Derby ajoutait ces paroles qui laissaient place aux interprétations : « Je crois que nous pourrions entrer en pourparlers à ce sujet avec nos voisins, et je serais heureux, pour ma part, *si les Gouvernements anglais et français s'engageaient réciproquement à respecter l'indépendance de ces îles. Une proposition tendant à ce but avait déjà été examinée, il y a environ six ans*, et je ne vois pas pourquoi la question ne pourrait pas être soumise à un nouvel examen et résolue à la satisfaction des deux parties. *Bien entendu, aucune convention ne pourrait empêcher les colons français ou les sociétés de commerce françaises de s'établir dans ces îles.* Mais je ne crois pas que nous puissions y redouter l'action de la France, car nous devons nous rappeler que ce pays est peu disposé à coloniser ».

Il résultait des déclarations de Lord Derby que le Gouvernement britannique n'attachait pas la valeur d'un « accord », mais seulement le caractère de « pourparlers », à l'échange de notes de 1878 — qu'il ne se tenait pas pour lié par elles dans son action aux Nouvelles-Hébrides, mais jugeait seulement *inopportune* l'annexion de l'archipel. Les annexions, disait

---

(1) Le *Pall Mall Gazette* écrivait à ce sujet : « La députation ne peut être félicitée par le courage de ses opinions. Sans doute le mot annexion sonne mal et est très impopulaire en ce moment, mais c'est bien l'annexion que réclamaient les délégués » (Cf. Deschanel, p. 312).

Lord Derby, étaient, à ce moment, considérées avec peu de faveur en Angleterre et il y avait des raisons particulières d'éviter de froisser les susceptibilités françaises (1).

En Australie, il régnait une vive effervescence. La campagne annexionniste reprenait avec plus d'intensité, trouvant un élément et un prétexte dans la nouvelle que le Gouvernement français venait de désigner la Nouvelle-Calédonie comme lieu de relégation de ses récidivistes et dans la crainte qu'il ne se disposât à utiliser les Nouvelles-Hébrides pour recevoir l'excès de population pénale qui ne manquerait pas d'en résulter dans la colonie voisine (2).

Dans les derniers jours d'avril 1883, un des membres de l'Assemblée législative de Victoria, M. Campbell, interpella à ce sujet le Gouvernement de la colonie et réclama la prompte et énergique intervention des autorités locales pour prévenir une mesure « qui aurait des résultats aussi désastreux pour l'Australie que pour les Nouvelles-Hébrides elles-mêmes ».

---

(1) Cf. Deschanel, p. 311.

(2) Le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, M. Pallu de la Barrière, bientôt après, signalait, en effet, au Ministre de la marine, les graves inconvénients de la mesure proposée par le Gouvernement et adoptée par la Chambre — qui allait grossir le chiffre *déjà surabondant de l'élément pénal dans la colonie* : Il concluait que, *tant en Nouvelle-Calédonie qu'aux Loyalty, il n'y avait de terres suffisantes pour donner satisfaction au vœu du législateur.*

On comprend la susceptibilité particulière de l'opinion australienne dans cette question de proximité d'établissements pénitentiaires, si l'on se rappelle les origines de l'Australie et qu'elle dut « faire une longue et dure guerre pour débarrasser ces mers des condamnés de la Grande-Bretagne » (*Sydney Morning Herald*, 9 oct. 1877) « pour éliminer d'elle-même l'élément convict » (Lavagne, p. 714).

Le secrétaire d'Etat pour la justice, M. Anderson, répondit que le Gouvernement de la colonie, en présence du danger qui menaçait les colonies australiennes, allait demander à la Métropole l'établissement de son protectorat sur les îles, afin d'éviter les conséquences fâcheuses d'une occupation française (1).

Pendant les vacances parlementaires, les journaux de Melbourne et les « wesleyens » entretenirent l'agitation. Une nombreuse députation de commerçants, de membres du Parlement, de pasteurs, se rendait auprès de M. James Service, premier ministre de la colonie, pour le prier de déterminer ses collègues et les gouvernements des colonies voisines à une démarche collective auprès du Gouvernement de la Métropole en vue de la réunion à la Couronne des Nouvelles-Hébrides et « des autres archipels encore indépendants du Pacifique » (2). Tous les gouvernements coloniaux (Nouvelle-Galles du Sud, Nouvelle-Zélande, Queensland) se montrèrent disposés à seconder cette initiative et s'associèrent au vœu proposé par la colonie de Victoria. En même temps, leurs agents généraux à Londres, en réponse à une dépêche de M. Murray Smith, agent de Victoria, étaient autorisés à donner à la Métropole l'assurance que les colonies australiennes étaient disposés à contribuer aux dépenses de souveraineté qu'entraînerait l'occupation des îles (3).

---

(1) Cf. Deschanel, p. 315.

(2) Voir les détails de ce mouvement d'opinion : Deschanel, p. 315-6-7-8.

(3) L'annexion des Fidji, sous la pression de l'opinion australienne, avait créé des embarras sérieux à la métropole et entraîné l'établissement d'un gouvernement dispendieux. Les colonies avaient refusé jusqu'alors de contribuer à ces dépenses. L'opinion anglaise était unanime à exiger la participation des colonies australiennes aux frais d'une politique impériale.

Ces démarches se produisant au lendemain des déclarations de Lord Derby, parurent d'une nature assez inquiétante au Gouvernement français pour le déterminer à demander au Cabinet de Londres certaines explications nécessaires. Au cours de l'entretien qu'il eut à ce sujet avec le secrétaire d'Etat, à la fin de juin, le représentant de la France, M. Tissot, obtenait de Lord Granville une réponse des plus réservées sur les intentions de son Gouvernement à l'égard des Nouvelles-Hébrides, et tout à fait évasive sur la question des « déclarations » de 1878 (1). Et à la Chambre des Communes, M. Ashley eut l'air d'indiquer que le Gouvernement britannique « se laisserait guider en cette circonstance par les exigences de l'opinion » (2).

Le Gouvernement français se résolut à demander à Londres des assurances formelles sur le maintien de « l'accord de vues » de 1878. Le 10 juillet 1883, notre chargé d'affaires, le comte d'Aunay, remettait à Lord Granville une note dans laquelle il était dit que « le Gouvernement de la République avait le devoir de s'assurer si les déclarations de 1878 avaient, pour le Gouvernement de la Reine, comme pour lui, conservé toute leur valeur, et d'insister, s'il y avait lieu, pour le maintien de l'état de choses actuel ». La note française

---

(1) « Cependant, dans le récent entretien dont la démarche des colonies australiennes a fait le sujet, le principal secrétaire d'Etat s'est borné à dire que le Gouvernement anglais « n'avait encore pris aucune décision relativement à la réponse qui leur serait faite » (Note du 10 juillet 1883). Cette note, citée par Deschanel, p. 320, ne figure pas dans le *Livre jaune* des Nouvelles-Hébrides.

(2) Deschanel, p. 314.

coloniaux « sur les inconvénients que présenterait de la part constatait qu'aucun incident n'était survenu qui parût de nature à modifier la situation ; et, rappelant que le développement pris par les relations entre la Nouvelle-Calédonie et les Nouvelles-Hébrides s'était fortifié depuis cette époque, il légitimait par là son souci de ne voir apporter aucun changement à la condition politique de l'archipel. Le Gouvernement français « tenait à être fixé à bref délai sur la manière dont la question était envisagée par le Gouvernement britannique ».

Cette note, qui constituait une mise en demeure adroite et énergique, provoqua de la part du Gouvernement anglais la déclaration très nette que l'Angleterre se considérait comme engagée à respecter l'indépendance de l'archipel néo-hébridais (1).

Dans sa réponse à la lettre remise au nom des Gouvernements coloniaux par leurs agents, le 21 juillet 1883, au Bureau des Colonies (2), Lord Derby examinant la situation des Samoa, des Tonga et des Nouvelles-Hébrides, concluait que « les droits et les intérêts des puissances étrangères constituaient un très sérieux empêchement à ce que l'Angleterre s'attribuât, dès maintenant, une juridiction complète sur les îles du Pacifique occidental ». Lord Derby ajoutait qu'il avait pris en sérieuse considération les observations des agents

---

(1) Deschanel, p. 321. La réponse anglaise ne figure pas au *Livre jaune*.

(2) La démarche officielle des agents coloniaux près de Lord Derby avait été différée pour attendre la réponse des colonies à la question relative aux dépenses d'annexion. V. *supra*, p. 37. Mais le secrétaire d'Etat avait été saisi auparavant par Lord Normanby, gouverneur de Victoria, du vœu émis par les colonies.

de la France un développement continu des établissements pénitentiaires en Nouvelle-Calédonie et dans les îles adjacentes » et qu'il échangeait à cet égard des vues avec le Foreign Office (1). Le Gouvernement de Londres « calmait le zèle annexionniste » (2) des colonies en appelant leur attention sur les « responsabilités » que devait entraîner la réunion à l'Empire d'autres îles (Salomon, Santa-Cruz, etc...) (3), et en subordonnant l'annexion de la Nouvelle-Guinée à « des garanties effectives à fournir par les colonies intéressées pour les dépenses qui pourraient résulter de cette mesure » (4).

Voyant ainsi leurs vœux écartés ou ajournés, les colonies se firent plus agressives et plus menaçantes. Le 6 novembre 1883, le Gouverneur de la colonie de Victoria prononçait un discours où il s'élevait en termes violents contre la colonisation pénale de la France venant infester ces régions du Pa-

---

(1) Voir l'analyse de cette note dans Deschanel, p. 324-5.

(2) Deschanel, p. 325.

(3) « Il n'a été fourni jusqu'à ce jour au Gouvernement britannique aucune preuve que les Gouvernements des colonies australiennes aient apporté une attention suffisante au degré de responsabilité qu'entraînerait une annexion ou un protectorat de ces îles ».

(4) Les visées de l'Allemagne sur la Nouvelle-Guinée avaient déterminé le Queensland, d'accord avec les autres colonies australiennes, à envoyer dans cette île des agents chargés d'en prendre possession au nom de la Grande-Bretagne. A Londres, le *Colonial Office* trouva cet acte tout à fait inopportun et refusa de sanctionner l'annexion (Russier, p. 173). En 1885 des négociations entre les cabinets de Londres et de Berlin devaient amener la délimitation des « zones d'intérêts » respectives de l'Angleterre et de l'Allemagne. L'Angleterre se réservait d'occuper les archipels Gilbert et Ellis. L'Allemagne prenait le nord de la Nouvelle-Guinée, la Nouvelle-Irlande, le Nouveau-Hanovre, la Nouvelle-Bretagne, l'île Anderson. Le 8 juin 1888, la portion de territoire réservée à l'Angleterre devenait colonie de la Couronne.

cifique. Il y voyait un « affront » pour l'Australie et indiquait comme seule mesure efficace contre une pareille « calamité », l'« annexion des îles du Pacifique austral » (4).

Le 5 décembre 1883, se réunissait à Sydney le Congrès des colonies australiennes, en vue des dispositions communes à prendre relativement à l'annexion de la Nouvelle-Guinée et au « contrôle des autres îles du Pacifique ». Ce Congrès devait formuler les principes de la politique impérialiste et jeter les premières bases de la Fédération des Etats australiens. Les résolutions suivantes y furent adoptées :

*« Le Congrès proteste contre toute annexion future, de la part d'une puissance étrangère, dans les régions méridionales et équatoriales du Pacifique. »*

*« Les représentants des Gouvernements coloniaux s'engagent à demander à leurs assemblées législatives le vote des sommes nécessaires pour l'annexion de la Nouvelle-Guinée et des autres îles du Pacifique ».*

En ce qui concerne spécialement les Nouvelles-Hébrides, le Congrès adoptait le vœu suivant :

*« Il est à désirer qu'on substitue à l'entente de 1878 un arrangement d'un caractère définitif qui empêche ces îles de tomber sous une domination étrangère. »*

*« Le Congrès espère que le gouvernement de la Reine saisira la première occasion pour négocier avec la France en vue d'obtenir le contrôle de ces îles ».*

Enfin, le Congrès « protestait énergiquement contre le pro-

---

(4) Cf. Deschanel, p. 326.

jet avoué par la France de transporter dans ses possessions du Pacifique un grand nombre de récidivistes », et il exprimait l'espoir « qu'aucun établissement destiné à recevoir des criminels européens ne continuera à exister dans le Pacifique ». Il invitait en conséquence le gouvernement de la Reine à « faire à ce sujet de très sérieuses représentations au gouvernement français » (1).

Comme on le voit, les Australiens faisaient entrer la question des récidivistes dans un vaste programme d'ambitions et de défense communes.

L'Angleterre fut loin d'accueillir avec faveur cette première tentative d'union des colonies australiennes. Elle y voyait avec raison un premier pas vers l'indépendance. Cependant, en présence de manifestations et de meetings (2) où se traduisait une irritation croissante contre la Métropole, le gouvernement se décida à entamer de nouveaux pourparlers avec la France sur l'un des points de ce programme : la question des récidivistes, pendant qu'elle entrait en négociations avec l'Allemagne au sujet de la Nouvelle-Guinée (3).

Le 18 mars 1885, saisissant l'occasion de « l'affluence dans les colonies anglaises de l'Océanie de criminels évadés des pénitenciers français », le Cabinet de Londres invitait le

---

(1) V. Deschanel, p. 327.

(2) Tenus à Melbourne et à Ballaarat à la fin de 1884. — « Les esprits étaient très montés. On allait jusqu'à dire que si la métropole persistait à méconnaître le vœu de l'Australie, il pouvait s'en suivre un ressentiment semblable à celui qui sépare encore l'Irlande de la Grande-Bretagne ». Lavagne, *op. cit.*, Annal. des Sc. pol., p. 714, XV.

(3) Voir *supra*, note, p. 40.

gouvernement français à conclure avec lui un accord tendant à ce que, « aussi bien dans l'intérêt des colonies australiennes que pour assurer le maintien de la paix et de l'ordre dans le Pacifique, la Nouvelle-Calédonie ne fût pas choisie comme lieu de relégation, en vertu de la loi sur les récidivistes » (1). La diplomatie française se montra disposée à entrer dans ces vues si, comme compensation, l'Angleterre nous laissait notre liberté d'action aux Nouvelles-Hébrides. Le Cabinet de Londres nous fit la contre-proposition de lui « céder en toute souveraineté l'île de Rapa, au Sud-Est de Tahiti, contre l'engagement, de sa part, de donner son assentiment à notre prise de possession des Nouvelles-Hébrides » (2). Le Conseil d'Amirauté, consulté, émit un avis défavorable à la combinaison offerte (3). Un nouveau terrain d'entente fut cherché du côté de Terre-Neuve, objet depuis longtemps de difficultés diplomatiques et de négociations à ce moment pendantes. Le 7 juillet 1885, notre Ministre des Affaires Etrangères indiquait ainsi les bases de cet accord éventuel : 1° Laisser toute liberté d'action à la France dans les Iles Sous-le-Vent (4),

---

(1) *Livre jaune* précité, n° 13, note remise par Lord Lyons à M. de Freycinet.

(2) « *Le Livre jaune* ne fait pas mention de ces négociations, mais leur existence est établie par la délibération du Conseil d'amirauté de France » (Politis, p. 23).

(3) Voir le texte de cette délibération dans Deschanel, p. 337 : « Considérant, dit le Conseil, que l'occupation de Rapa par une puissance étrangère aurait pour nos possessions de l'archipel de la Société les inconvénients que cette même occupation présenterait, aux Nouvelles-Hébrides, pour la Nouvelle-Calédonie... etc... ».

(4) On sait qu'une convention de 1847, stipulant l'indépendance des Iles Sous-le-Vent, s'opposait à l'annexion de ces îles par la France.

contre des concessions à Terre-Neuve ; 2° lui laisser également pleine liberté dans les Nouvelles-Hébrides, contre l'engagement de n'expédier à l'avenir aux Nouvelles-Hébrides, en Nouvelle-Calédonie, ni sur tout autre point du Pacifique, des condamnés, soit forçats, soit récidivistes (1).

Sur le premier point, un accord provisoire (non ratifié par suite de l'opposition du Parlement de Terre-Neuve) aboutit assez rapidement ; les négociations relatives aux Nouvelles-Hébrides ne furent pas poussées plus loin (2). Lorsqu'elles furent reprises en janvier 1886, le Cabinet conservateur n'était plus au pouvoir et Lord Rosebery avait succédé à Lord Salisbury au Foreign-Office. Entre temps, la France s'était, à toute éventualité, assuré le désintéressement de l'Allemagne ; aux termes d'un protocole du 24 décembre 1885, cette puissance s'engageait « à ne rien entreprendre qui pût entraver une prise de possession éventuelle par la France des îles et îlots formant le groupe dit des Îles Sous-le-Vent et l'archipel des Nouvelles-Hébrides » (3), le gouvernement français s'engageant de son côté à « respecter les droits acquis des sujets allemands dans ces régions, notamment en ce qui concerne le recrutement des travailleurs indigènes » (4).

---

(1) *Livre jaune*, n° 44. Dépêche de M. de Freycinet à M. Waddington, ambassadeur de la République à Londres. En rapprocher la pièce n° 45 où la déclaration est expresse en ce qui concerne les Loyalty.

(2) Politis, *op. cit.*, p. 24.

(3) Protocole du 24 décembre 1885 (art. 4). Politis, p. 25 ; de Martens, *Nouveau Recueil général de traités*, 2<sup>e</sup> série, t. XI, p. 497.

(4) *Ibid.*, Politis, p. 24, et de Martens, p. 497. — Quelques mois auparavant, la *Société allemande des Samoa* (ancienne maison Godefroy), qui avait joué

Le renouvellement des propositions françaises à Londres reçut de la part de Lord Rosebery « un accueil des plus réservés » (1). Le chef du Foreign-Office se retrancha derrière l'engagement qu'aurait pris quelques années auparavant Lord Derby de ne pas modifier le *statu quo* en Océanie sans consulter les colonies australiennes (2). C'était, sous une forme courtoise, nous opposer une fin de non-recevoir. Le résultat de la consultation pouvait être prévu d'avance. La question de la transportation pénale n'avait jamais été pour l'Australie qu'un prétexte; son opposition procédait de raisons plus profondes. Elle se confondait, nous l'avons dit, avec ses ambitions d'un Dominion austral (3).

Le 30 avril 1886, par une communication verbale, confirmée officiellement le 7 juillet, Lord Rosebery faisait savoir à notre gou-

---

un rôle politique considérable dans cet archipel, et qui jouissait de la protection spéciale de Bismark, s'était établie aux Nouvelles-Hébrides (Higginson, Lettre au ministre des Affaires étrangères, 8 juin 1883). Peu après d'ailleurs la *Société Calédonienne* rachetait ses intérêts.

(1) Politis, p. 25.

(2) Télégramme de M. Waddington à M. de Freycinet, *Livre Jaune*, pièce n° 17.

(3) Sauf la Nouvelle-Zélande et la Nouvelle-Galles du Sud, les colonies consultées se prononcèrent contre l'annexion par la France. On trouvera dans une brochure : « *Quelques documents officiels et articles de journaux australiens sur la question des Nouvelles-Hébrides* » (Paris, Imprimerie Schiller 1887), la correspondance échangée par le premier ministre de Victoria, M. Gillies, avec l'agent général de Victoria à Londres, d'une part, et les gouvernements des autres colonies, au sujet de la proposition française. On y trouvera également les comptes rendus des meetings de protestations tenus à Charlton, à Sydney le 1<sup>er</sup> avril, dans l'église Saint-Etienne, sous la présidence du Rév. James Cosh, assisté par le Rév. J. G. Paton, à Melbourne, etc. On peut dire que la question des Nouvelles Hébrides aura aidé puissamment les colonies de l'Australie, sous l'impulsion éloquentة et vigoureuse de certains de ses hommes politiques, en particulier de Sir Henry Parkes, à prendre conscience de leur unité et des « grandes possibilités impériales ».

vernement que la consultation des colonies ayant été négative, il n'y avait plus à songer à une entente sur les bases proposées (1).

Les *Débats* soulignant l'attitude, en cette circonstance, du Cabinet britannique écrivait non sans logique :

« On ne peut s'empêcher de remarquer que le gouvernement anglais témoigne à ses colonies une déférence un peu excessive, d'autant plus frappante qu'elle a parfois ses intermittences. Lorsqu'il s'est agi de déterminer quels seraient, sur une terre cent fois plus étendue que les Nouvelles-Hébrides, sur une terre tout à fait voisine de l'Australie, sur la Nouvelle-Guinée, les droits respectifs de l'Allemagne et de l'Angleterre, le cabinet de Londres n'a pas pris le moindre souci des vœux, des préférences, et même des violentes protestations de ses colonies australiennes. Il a passé outre à leurs pétitions et à leurs doléances. Il a déchiré purement et simplement un acte d'annexion que l'une d'elles avait déjà consommé... Comment ne point constater que leur opposition devient pour l'Angleterre, suivant les cas, une circonstance négligeable ou un de ces obstacles que l'on ne surmonte point » (2).

L'échec des négociations laissait les Nouvelles-Hébrides sous l'empire de la déclaration d'indépendance de 1878, imposant une « égale abstention aux deux pays ». En l'absence de toute autorité locale régulière, on a vu comment l'Angleterre avait résolu la question de sécurité de ses nationaux et de leurs

---

(1) *Livre jaune*, n° 18.

(2) *Journal des Débats*, 6 mai 1886.

établissements commerciaux. Du côté français, il n'existait rien de tel. Cependant par suite du développement des affaires de la *Compagnie Calédonienne*, des rapports de plus en plus constants s'établissaient entre colons et indigènes amenant des conflits de plus en plus fréquents ; la sécurité des personnes et des biens devenait de plus en plus précaire. Le *Livre Jaune* donne une liste de plus de vingt personnes assassinées par des indigènes dans les années 1882 à 1886 ; mais crimes et délits restaient impunis. Des troubles graves ayant éclaté à la fin de 1884, il était urgent d'aviser et de prendre des mesures pour rétablir l'ordre. La station calédonienne de Port-Stanley avait été pillée et ses agents massacrés. Le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie donna l'ordre au « Ducchaffault » et au transport « Le Cher » de se rendre aux Nouvelles-Hébrides pour châtier les coupables (1). De nouveaux attentats commis par les indigènes contre des Français en avril 1886, à la suite de certaines excitations, décidèrent notre gouvernement à intervenir plus vigoureusement. Des troupes furent débarquées et des postes militaires établis à Port-Vila (île Vaté), Port-Havannah (île Vaté) et Port-Sandwich (Mallicolo) (2).

---

(1) Quelques mois après, à la suite du massacre par les indigènes de deux employés de la Société allemande, à l'île Toby, l'*Albatros*, stationnaire de la division navale de la Nouvelle-Guinée, incendiait deux villages et tuait quinze naturels.

(2) Un premier détachement, sous les ordres du lieutenant de vaisseau Legrand, quitta Nouméa le 30 mai, sur la *Dives*, se rendant à Port-Havannah ; un deuxième détachement partit le 31 mai avec le *Magellan* pour Port-Sandwich. Fort de 200 hommes d'infanterie de marine et de 60 artilleurs, il était commandé par le capitaine Polliart (Voir Catat, *L'occupation française aux Nouvelles-Hébrides*, Bull. de Soc. de géog. comm., t. IX, p. 77).

Cette occupation ne souleva aucun conflit en Europe ; sur les lieux mêmes, nos officiers eurent les meilleures relations avec les équipages mouillés dans les eaux de l'archipel (1). Mais une protestation virulente fut adressée au Gouvernement de Victoria par le Rév. Paton, tandis qu'en Nouvelle-Calédonie, le Conseil général, réuni en session extraordinaire, adressait une dépêche au Ministre de la marine pour demander au Gouvernement « l'annexion sans conditions » de l'archipel (2). Les deux démonstrations étaient également inconsidérées, le Gouvernement français ne pouvant songer, au lendemain de la confirmation formelle de l'entente de 1878, à prendre possession des Nouvelles-Hébrides. M. de Freycinet s'empressait d'ailleurs d'en donner l'assurance, le 9 juin 1886, au cabinet de Londres (3). De son côté, le ministre de la marine, le vice-amiral Aube, câbla au gouverneur de la Nouvelle-Calédonie qu'« il convenait d'éviter toutes les manifestations pouvant faire croire à une prise de possession des Nouvelles-Hébrides ou à l'établissement d'un protectorat » (4).

Mais dès les premières nouvelles, les Australiens s'étaient émus et avaient accueilli les interprétations tendancieuses des missionnaires presbytériens, dont la passion, en cette affaire, allait jusqu'à représenter l'œuvre française aux Nouvelles-Hébrides comme une « exploitation dirigée par d'anciens

---

(1) Deschanel, p. 344.

(2) *Id.*, p. 345.

(3) Dépêche de M. de Freycinet à M. Waddington, à la date du 9 juin 1886, *Livre jaune* n° 19.

(4) Dépêche du 13 juin 1886, *Livre jaune* n° 20.

convicts » (1). L'agitation se maintint, pendant toute l'occupation française, « à un degré aigu » (2). Dans les premiers jours de juillet 1886, le Cabinet de Londres ayant manifesté à notre ambassadeur à Londres quelque étonnement au sujet du maintien des postes militaires dans l'archipel, le Gouvernement français se déclarait prêt à retirer ses troupes d'occupation, à la condition « qu'on établît, par une entente commune, un système de surveillance ou de police pouvant garantir la sécurité de tous les Européens fixés dans les Nouvelles-Hébrides » (3). Entrant dans ces vues, le cabinet Salisbury, qui venait d'arriver à ce moment au pouvoir, suggéra de nommer une Commission navale mixte destinée à préparer le *modus vivendi* demandé (4). A la question des Nouvelles-Hébrides fut jointe la question encore pendante des Iles Sous-le-Vent (5).

(1) Paul Lavagne, *op. cit.*, p. 717.

(2) *Idem*, p. 717.

(3) Dépêche de M. de Freycinet à M. Waddington, à la date du 15 juillet 1886. *Livre jaune* n° 25.

(4) Politis, p. 28. *Livre jaune* nos 28, 34 et 35.

(5) On a vu plus haut que des négociations avaient été suivies l'année précédente en vue de l'abrogation de la stipulation d'« indépendance » de 1847 (pour les Iles Sous-le-Vent), parallèlement au règlement de la question de Terre-Neuve. — Cette stipulation d'« indépendance » n'avait plus, en fait, aucune raison d'être, puisque dès 1880 un accord provisoire était intervenu, permettant à la France d'occuper « pour une période strictement limitée » la plus importante des Iles Sous-le-Vent, Raiatea — accord qui fut depuis renouvelé tous les six mois. — On a vu que les négociations de 1885 aboutirent à une convention (celle du 10 novembre 1885) dont l'exécution restait subordonnée à l'agrément de la législature de Terre-Neuve : elle la refusa. Du même coup les dispositions relatives aux Iles Sous-le-Vent — et qui rendaient possible la prise de possession définitive par la France de ces îles — tombaient. Mais le Gouvernement anglais reconnaissait qu'il était impossible de faire revivre les déclarations de 1847, le protectorat de la France durant depuis sept ans. Il s'agissait simplement désormais de régulariser la situation (Cf. à cet égard Politis, p. 29).

La France maintiendrait son occupation militaire dans l'archipel jusqu'à l'établissement du régime nouveau (1).

C'est sur ces bases que furent poursuivies les négociations qui devaient aboutir à la convention du 16 novembre 1887 (2). Elle établissait le régime d'une *Commission navale mixte*, composée de deux officiers de marine français et de deux offi-

---

(1) Lettre de M. de Freycinet au comte d'Aubigny, chargé d'affaires à Londres, à la date du 12 septembre 1886. *Livre jaune* n° 36.

(2) **Convention relative aux Nouvelles-Hébrides  
et aux Iles Sous-le-Vent de Tahiti**

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant abroger la déclaration du 19 juin 1847, relative aux Iles Sous-le-Vent de Tahiti, et assurer, en même temps, pour l'avenir, la protection des personnes et des biens aux Nouvelles-Hébrides, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — Le Gouvernement de Sa Majesté britannique consent à procéder à l'abrogation de la déclaration de 1847, relative au groupe des Iles Sous-le-Vent de Tahiti, aussitôt qu'aura été mis à exécution l'accord ci-après formulé pour la protection, à l'avenir, des personnes et des biens aux Nouvelles-Hébrides, au moyen d'une Commission mixte.

ART. 2. — Une Commission navale mixte, composée d'officiers de marine appartenant aux stations française et anglaise du Pacifique, sera immédiatement constituée ; elle sera chargée de maintenir l'ordre et de protéger les personnes et les biens des citoyens français et des sujets britanniques dans les Nouvelles-Hébrides.

ART. 3. — Une déclaration à cet effet sera signée par les deux Gouvernements.

ART. 4. — Les règlements destinés à guider la Commission seront élaborés par les deux Gouvernements, approuvés par eux et transmis aux Commandants français et anglais des bâtiments de la station navale du Pacifique, dans un délai qui n'excédera pas quatre mois à partir de la signature de la présente Convention, s'il n'est pas possible de le faire plus tôt.

ART. 5. — Dès que ces règlements auront été approuvés par les deux Gouvernements et que les postes militaires français auront pu, par suite, être retirés des Nouvelles-Hébrides, le Gouvernement de Sa Majesté britannique procédera à l'abrogation de la déclaration de 1847. Il est entendu que les assurances, relatives au commerce et aux condamnés, qui sont contenues dans la

ciers de marine anglais appartenant aux stations française et anglaise du Pacifique, et présidée alternativement par les commandants des forces navales de l'une et l'autre nation. Cette Commission était chargée de « *maintenir l'ordre et de*

---

Note verbale du 24 octobre 1885, communiquée par M. de Freycinet à Lord Lyons, demeureront en pleine vigueur.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, à Paris, le 16 novembre 1887.

*Signé* : FLOURENS.

EGERTON.

**Déclaration signée à Paris, le 26 janvier 1888, entre le Gouvernement français et le Gouvernement britannique, conformément à l'article 3 de la Convention du 16 novembre 1887, relative aux Nouvelles-Hébrides.**

1. — Une Commission navale mixte, composée d'officiers de marine appartenant aux stations française et anglaise du Pacifique, sera immédiatement constituée. Elle sera chargée de maintenir l'ordre et de protéger les biens et les personnes des citoyens français et des sujets britanniques dans les Nouvelles-Hébrides.

2. — La dite Commission sera composée d'un président, de deux officiers de marine français et de deux officiers de marine anglais; les dits officiers de marine seront nommés par toute personne ayant reçu mandat à cet effet du Gouvernement français et du Gouvernement britannique respectivement. A partir de la date de la nomination de la première Commission, la présidence de la Commission appartiendra alternativement, pour un mois, à l'officier commandant les forces navales britanniques et à l'officier commandant les forces navales françaises présentes dans le groupe. Il sera décidé par la voie du sort lequel de ces deux officiers remplira le premier les fonctions de président. La Commission se réunira à la requête de l'un ou l'autre des deux officiers commandant. En l'absence de l'officier commandant, président pour la période courante, l'autre officier commandant présidera, et la Commission aura pouvoir d'agir si deux autres de ses membres, l'un français, l'autre anglais, sont présents.

3. — La Commission remplira son mandat en se conformant aux règlements qui sont annexés à cette déclaration, et aux autres règlements ultérieurs qui pourront être successivement admis d'un commun accord par les deux Gouvernements.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gou-

*protéger les personnes et les biens des ressortissants des deux pays sur les dites îles » (1).*

vernements respectifs, ont signé la présente déclaration et ont apposé ci-dessous le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, en double expédition, le vingt-sixième jour du mois de janvier 1888.

FLOURENS.

LYTTON.

#### ANNEXE

#### Règlements pour servir d'instructions à la Commission navale mixte

1. — Dans le cas où la tranquillité et le bon ordre seraient troublés en un point quelconque des Nouvelles-Hébrides où seraient établis des citoyens français ou des sujets britanniques; ou encore dans le cas où un danger menacerait les biens ou les personnes, la Commission se réunira sur-le-champ et prendra telles mesures qu'elle jugera préférables eu égard aux circonstances pour la répression des troubles ou la protection des intérêts en péril.

2. — Aucun commandant de bâtiment, soit français, soit anglais, ne pourra engager une action indépendante ou isolée, excepté dans les conditions mentionnées ci-après :

3. — On n'aura recours à l'emploi de la force militaire que si la Commission juge cet emploi indispensable.

4. — En cas de débarquement de forces militaires ou navales, ces forces ne resteront pas plus longtemps qu'il sera jugé nécessaire par la Commission.

5. — Dans le cas où les circonstances ne comporteraient aucun retard, et où il y aurait urgence à agir immédiatement sans attendre la réunion de la Commission, les Commandants français et anglais, qui se trouveront le plus rapprochés du théâtre des événements, prendront les mesures nécessaires pour la protection des intérêts en péril, de concert si cela est possible, ou séparément s'il y a des empêchements à ce qu'ils se concertent. Ils adresseront aussitôt à leurs commandants de station respectifs un rapport sur les mesures prises, et ils attendront les ordres ultérieurs de la Commission. Les commandants de station se communiqueront l'un à l'autre ce rapport, dès qu'ils le recevront.

6. — La Commission n'aura pas de pouvoirs ni autres ni plus étendus que ceux qui lui sont expressément délégués par ces règlements. Elle n'interviendra pas dans les différends relatifs à la propriété des terres et ne dépossédera de ses terres aucune personne quelle qu'elle soit, indigène ou étrangère.

Fait à Paris, en double expédition, le vingt-sixième jour du mois de janvier 1888.

Signé : FLOURENS.

LYTTON.

(1) En ce qui concerne les Îles Sous-le-Vent, l'abrogation de la stipulation de 1847 devait suivre le retrait des troupes d'occupation françaises.

La question des Nouvelles-Hébrides allait entrer dans une phase nouvelle ; toutefois il *n'était porté aucune atteinte au principe de « l'indépendance »* des Nouvelles-Hébrides affirmée en 1878 : il ne s'agissait donc pas, comme on l'a dit par un véritable abus de mots, d'un « condominium », mais tout au plus d'un double « contrôle » ; d'autre part, la Commission mixte n'avait aucun pouvoir *d'administration commune*, mais une compétence limitée à la *répression commune* des crimes et délits commis par les indigènes. Nous verrons quels résultats a donnés, dans la pratique, l'instrument international institué par la convention du 16 novembre 1887. Nous dirons ses inconvénients et ses lacunes.

### III. Le régime de la Commission navale mixte et les organisations unilatérales

Ce caractère négatif domine la Convention du 16 novembre 1887. D'une part, aménagée en vue de la protection des colons contre les attentats indigènes, elle ne pourvoit pas à la répression des crimes ou des délits commis par les colons tant à l'égard des indigènes que des colons d'une autre nationalité (1). D'autre part, la Commission aux termes du der-

---

(1) Cette situation, dit Politis, *op. cit.*, p. 35, résulte de l'ensemble des dispositions du Règlement du 26 janvier 1888, qui suppose que la Commission n'intervient que pour protéger les colons contre les indigènes et ajoute que « la Commission n'aura pas de pouvoirs, ni autres, ni plus étendus, que ceux qui lui sont *expressément* délégués ». M. Picanon a, d'autre part, mis en évidence à la Commission de Londres que, même à l'égard des indigènes, la Commission navale mixte se trouvait désarmée ; elle ne pouvait, en effet, agir que

nier paragraphe des instructions du 26 janvier 1888 « n'intervient pas dans les différends relatifs à la propriété des terres et ne peut déposséder de ses terres aucune personne, quelle qu'elle soit, indigène ou étrangère ».

En l'absence de toute autorité locale, de toute législation territoriale, quelle sera donc, en matière de crimes ou de délits commis par des colons, l'autorité chargée de poursuivre les coupables? et, en matière civile, le tribunal compétent pour trancher les contestations? La Convention de 1887 ne prévoyait rien de ce genre. On a assez heureusement comparé la situation des colons des Nouvelles-Hébrides sous le régime de la Commission mixte à celle des colons établis dans les territoires contestés entre le Brésil et la France (1). Cependant, l'état de ces derniers était encore préférable à celui des planteurs des Nouvelles-Hébrides, pourtant beaucoup plus intéressants, en général, que les aventuriers et chercheurs d'or du Contesté : tout d'abord il s'y était installé des municipalités brésiliennes, irrégulières il est vrai, mais reconnues par leur Gouvernement, et, d'autre part, la Convention du 8 juin 1862 conclue entre la France et le Brésil donnait une compétence aux tribunaux des deux nations pour la répression des crimes et des délits sur le territoire contesté (2).

---

contre les indigènes *collectivement*, mais n'avait pas compétence pour juger les indigènes *individuellement*. Son action, dans ces conditions, était très limitée. Elle se bornait, lorsqu'à la suite d'un attentat indigène, on voulait punir le village coupable, à « bombarder quelques massifs de cocotiers » suivant le mot de M. Davillé.

(1) Masson, *op. cit.*, p. 153.

(2) Masson, p. 153.

Nous allons assister aux efforts faits par chacun des Etats concurrents aux Nouvelles-Hébrides, et, à leur défaut, par les individus eux-mêmes, pour suppléer par leurs propres moyens à l'absence d'une organisation judiciaire et sociale.

De bonne heure, nous l'avons vu, l'Angleterre avait affirmé le principe de l'extension de la juridiction de la Couronne, dans sa plénitude, à ses sujets établis dans les îles du Pacifique « non soumises déjà à la juridiction d'une Puissance civilisée » (1). Les ordonnances en Conseil de 1877-79 et 80 (*Western Pacific orders in Council*) avaient créé la fonction de « Haut-Commissaire de S. M. pour le Pacifique occidental », prévue par l'act de 1875 et établi une Cour de justice ayant compétence en toute matière et siégeant aux Fidji. Cependant cette organisation n'avait pas été complétée par des mesures d'application particulières — sauf, nous le rappelons, en ce qui touche les acquisitions de terres (2).

L'insuffisance, tout de suite manifeste, de la protection organisée par la Convention de 1887, décidait le Gouvernement britannique à procéder, dans le courant de 1888, à la nomination dans le groupe néo-hébridais de deux agents britanniques, avec le titre l'un de consul (à Port-Vila) et l'autre de vice-consul (à Port-Sandwich) : MM. Romilly et Howard-Walker. Cette nomination souleva des objections de la part de la France. En Nouvelle-Calédonie, on l'interpréta comme l'indication du dessein de l'Angleterre, de s'assurer une action in-

---

(1) Voir *supra*.

(2) Cf. *supra*.

dépendante dans l'archipel (1). M. Politis croit cependant que le fait, par l'une des deux puissances contractantes, d'installer aux Nouvelles-Hébrides une autorité ayant une compétence restreinte à ses propres nationaux, n'avait rien de contraire aux principes généraux du droit international et aux arrangements diplomatiques (2). Ce même droit, dit-il, appartiendrait à tous les Etats sur leurs ressortissants dans les pays où n'existe aucune souveraineté locale. Mais l'Angleterre, en créant à côté de la Commission navale mixte, un autre organe dont les attributions n'étaient pas prévues et réglées par la Convention, n'introduisait-elle pas un élément de conflit dans son fonctionnement ? Les lignes suivantes du *Colon*, de Nouméa, nous semblent donner leur sens et leur portée à la réclamation française : « Nous espérons, écrivait ce journal, que le commandant de la *Saône* n'hésitera pas à protester contre l'ingérence de M. Romilly dans les affaires de la Commission mixte. La *Saône* et la *Calliope* sont sur le point de se rencontrer dans les eaux de l'archipel. Nous croyons que la Commission mixte aura à résoudre plusieurs questions importantes : notre avis est que le commandant de la *Saône* devra refuser de siéger au sein de la Commission, si M. Romilly est présent, ou s'opposer à toute délibération à laquelle ce dernier pourrait assister » (3). Quoi qu'il en soit, le *Temps* annonça à la date du 20 février 1890, que l'Angleterre avait consenti à retirer son consul et qu'elle supprimait le poste. En même

---

(1) Le *Colon*, cité dans le rapport L. Brunet, p. 7.

(2) Politis, *op. cit.*, p. 37.

(3) Le *Colon*, art. cit.

temps, lord Salisbury faisait connaître que le Gouvernement britannique était disposé à nommer un consul à Nouméa, M. Coëtlogon, avec le titre de consul d'Angleterre en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides (1).

D'ailleurs une loi nouvelle allait conférer au Gouvernement britannique, pour la protection de ses nationaux, des pouvoirs plus précis et plus étendus ; ce fut l'objet du « *Foreign Jurisdiction Act* » de 1890, qui vint généraliser les dispositions des « Acts » antérieurs, complété par le *Pacific order in Council*, 1893.

L'Act de 1890 reconnaît en termes très larges au Gouvernement le droit d'exercer sa juridiction actuelle — ou éventuelle — en tout pays étranger où Sa Majesté *possède — ou possédera ultérieurement sa juridiction* — [ « par traités, capitulations, concessions, usage, tolérance, et autres moyens légaux » ] de *la même manière et dans les mêmes conditions que si Sa Majesté avait acquis ce droit de juridiction en vertu d'une cession ou d'une conquête du territoire* (2). En second lieu, il décide que la juridiction de la Couronne s'exercera, *dans les mêmes conditions de plénitude à l'égard de ses nationaux, en tout pays étranger qui ne serait pas soumis à un Gouvernement régulier* (3). C'est en exécution de ces dispositions que

---

(1) Masson, *op. cit.*, p. 175.

(2) Article 1<sup>er</sup>.

(3) Art. 2. — « Where a foreign country is not subject to any Government from whom His Majesty the Queen might obtain jurisdiction in the manner recited by this Act ». M. Politis traduit : « ...qui ne posséderait pas un Gouvernement capable d'assurer entièrement la charge de la justice ». Le texte dit : « un Gouvernement de qui Sa Majesté la Reine puisse obtenir ce droit de

fut rendu le *Pacific Order in Council* du 15 mars 1893 qui déterminait les conditions du fonctionnement de l'Act de 1890, qui en comblait les lacunes, qui en était « la sanction en même temps que le développement (1) ». Cette ordonnance, ample dans sa conception, et minutieuse dans sa réglementation, qui étend la protection de la souveraineté britannique sur ses nationaux les plus éloignés, et qui l'organise, préparant la domination impériale, vient achever le système dont nous avons indiqué le dessin et marqué la progression.

M. Politis a donné une analyse très complète de ce document qui ne comporte pas moins de 146 articles, répartis en 19 titres, et de 113 règles de procédure civile et criminelle accompagnées de formules et de modèles d'actes — et qui est, comme il l'a dit, « un véritable code administratif et de procédure pour les autorités anglaises dans l'océan Pacifique ». Nous ne pouvons, pour notre part, qu'en indiquer les grandes lignes, puisqu'aussi bien il n'aura plus, au point de vue des Nouvelles-Hébrides, lorsque la convention de 1906 sera entrée en application, qu'un intérêt restreint :

Un *Haut-Commissaire pour le Pacifique occidental* (nommé sous le sceau de la Reine, qui est, on l'a vu, le gou-

---

juridiction dans les conditions déterminées par la présente loi ». En sorte que le droit de juridiction a pour fondement la présomption que le Gouvernement britannique l'*eût obtenu* d'une souveraineté régulière. Le lien national suffit à légitimer l'autorité exclusive de la loi personnelle sur ses ressortissants, du moment qu'aucune loi territoriale n'élève de prétentions contradictoires.

(1) Rapport de M. Briard, consul de France à Sydney, donné intégralement par Masson, p. 175-182. Ce rapport est rendu confus par certaines interprétations de texte douteuses.

verneur des Fidji) (1), lequel centralise l'administration civile et judiciaire, pourvoit à l'organisation du service de l'état civil (2), est armé du pouvoir de faire des règlements en vue de maintenir « l'ordre et la paix (3) » et d'assurer le « bon gouvernement » de ses ressortissants;

Des *commissaires délégués* (deputies commissioners) nommés par le Haut-Commissaire qui peut ainsi déléguer une partie de ses pouvoirs dans l'étendue de la circonscription de l'ordonnance (art. VII, § 6) (4);

Des *juges-commissaires* (judicial commissioners) : Le Chief Justice et les magistrats de la Cour suprême des Fidji ont de plein droit la qualité de juges-commissaires. Mais le Haut-Commissaire peut désigner sous son sceau, pour des besoins et

---

(1) Et en cas d'absence ou d'empêchement le *Chief justice*.

(2) Le Haut-Commissaire doit tenir des registres spéciaux pour l'inscription des naissances, mariages et décès des sujets britanniques survenus dans l'étendue d'application de l'ordonnance. Il nomme les officiers de l'état civil à qui il délègue à cet égard ses attributions. Il publie périodiquement la liste des ministres du culte investis du droit de célébrer les mariages suivant les formes déterminées par l'ordonnance.

(3) L'art. 108 de l'ordonnance reconnaît un droit d'intervention du Haut-Commissaire pour « assurer l'observation des lois et coutumes indigènes », et « réprimer les actes tendant à troubler la paix entre les chefs, les tribus et les populations indigènes ». Ces pouvoirs dépassent singulièrement, on le voit, ceux de la Commission navale mixte et auraient pour conséquence une intervention directe de l'Angleterre dans le gouvernement intérieur des tribus. Une pareille intervention eût été de nature à amener des difficultés diplomatiques. Aussi se bornait-elle en fait à la répression des abus dont les nationaux britanniques pourraient se rendre coupables dans leurs rapports avec les indigènes.

(4) Le nombre en est laissé à la discrétion du Haut-Commissaire (art. XI, § 1). Un *commissaire spécial* peut être nommé par la Reine pour un point déterminé du Pacifique, sans pour cela nuire aux attributions générales du Haut-Commissaire.

pour une durée déterminée, un commissaire judiciaire spécial ;

Une *Cour d'enregistrement et de justice*, la *Cour du Haut-Commissaire*, siégeant aux Fidji, à qui est dévolue « toute la juridiction judiciaire appartenant à la Reine » dans la sphère d'application de l'ordonnance. C'est à cette Cour que doivent être déposés les testaments des sujets anglais et que sont enregistrées leurs acquisitions immobilières, conformément aux indications de la circulaire de 1881 (1). C'est elle, enfin, qui pourvoit à l'administration de leurs biens en cas de décès. — Le Haut-Commissaire possède lui-même, d'autre part, une compétence générale qui s'étend à toute la circonscription de l'ordonnance et qui peut être exercée soit dans les îles, soit aux Fidji ;

Des *cours de district*, constituées par les commissaires délégués qui représentent la Cour dans les districts pour lesquels ils sont nommés et peuvent y exercer les droits dont elle est investie (art. XIV) ;

Cette compétence n'exclut d'ailleurs pas celle de la *Cour suprême* qui peut évoquer, en première instance, toute cause civile ou criminelle « ayant pris naissance dans les limites d'application de l'arrêté » et qui joue le rôle de Cour d'appel vis-à-vis des jugements tant de la Cour du Haut-Commissaire que des commissaires délégués.

Telle est cette organisation très complète de l'ordonnance de 1893 qui crée aux nationaux anglais, dans toute la partie

---

(1) Voir *supra*,

du Pacifique comprise entre le détroit de Torrès et Tahiti (1), un système légal d'institutions et de garanties se substituant à l'état d'anarchie où l'absence d'autorités régulières plaçait les colons européens dans certaines îles du Pacifique, particulièrement aux Nouvelles-Hébrides.

Mais l'ordonnance de 1893 ne régit pas les seuls « sujets britanniques », elle s'étend à tous ceux — étrangers ou indigènes — « qui pourraient être tenus d'un *devoir de fidélité* vis-à-vis de Sa Majesté Britannique, à raison de leur présence actuelle ou de leur séjour passé à bord d'un navire anglais, *ou autrement* » (art. 5) (2). En second lieu, elle admet au bénéfice de cette législation les étrangers qui acceptent la juridiction britannique (3), leur offrant ainsi la faculté de sortir de l'anarchie.

La question d'application de l'Ordonnance était pratiquement résolue par la disposition de l'art. 18 conférant aux commandants des navires de guerre anglais, et aux officiers de marine dûment autorisés par eux, les pouvoirs de police et d'instruction d'un commissaire délégué pour la poursuite des

---

(1) L'ordonnance de 1893 s'applique aux îles et groupes d'îles, mers et place, compris entre le 140° méridien Est et le 149° Ouest, entre le 12° parallèle Nord et le 30° parallèle Sud (art. VI).

(2) La disposition est remarquable. M. Politis, se référant à l'opinion de M. Westlake, professeur à l'Université de Cambridge, indique que le seul fait par des indigènes d'être employés chez un colon britannique crée ce lien particulier qui légitime leur soumission aux autorités anglaises. C'est aussi l'une des prétentions des missionnaires presbytériens aux Nouvelles-Hébrides, de vouloir faire considérer les indigènes formant la « clientèle » de leurs missions comme placés sous la protection et la juridiction des autorités britanniques de la même façon qu'en pays musulman un grand nombre d'indigènes se trouvent placés sous la protection des consuls de nations étrangères.

(3) Sous certaines conditions énumérées par l'art. 129.

crimes et délits commis dans les îles. L'article 18 leur confère en outre un droit de juridiction, tant au civil qu'au criminel, à condition, toutefois, que les intéressés y consentent. De telle façon que les officiers anglais, membres de la Commission mixte, se trouvent ainsi investis de deux rôles qui se superposent ; d'une part, en qualité de membres de la Commission, ils prennent avec leurs collègues français, des résolutions pour la répression des troubles qui peuvent naître sur un point déterminé de l'archipel ; et, d'autre part, en qualité de « Deputies commissioners », ils sont en mesure de « procurer à leurs compatriotes, ainsi qu'aux étrangers qui veulent avoir recours à leurs bons offices, tous les services requis d'ordinaire des fonctionnaires d'un gouvernement civilisé » (1).

Pendant que l'Angleterre organisait de cette manière souple et hardie la protection de ses colons, leur maintenant ainsi les avantages de la nationalité, quelle était la situation faite aux colons français dans l'archipel néo-hébridais ? Jusqu'à ces dernières années ils ont été, on peut bien le dire, abandonnés à eux-mêmes, vivant en dehors de toute règle légale qui assure la constitution régulière de la famille, la sécurité des contrats, la réparation des dommages, la répression des délits et des crimes qui viennent troubler l'ordre d'une société.

Pas d'état civil : les unions que pouvaient contracter dans ces conditions les colons étaient forcément illégitimes (2), et

---

(1) Masson, *op. cit.*, p. 180.

(2) Pour se marier valablement, les colons étaient obligés de se transporter

les enfants nés de ces unions se trouvaient dans cette situation singulière que leur filiation ne pouvait être ni établie par un acte de reconnaissance, impossible à rédiger, ni prouvée par témoins vis-à-vis du père puisque la recherche de la paternité, d'après le Code civil, est interdit (1).

Pas de tribunaux : sous le régime de la Commission navale mixte, le Français lésé n'a de recours d'aucune sorte : les contrats, dépourvus des éléments de forme qui en assurent la validité au regard des tiers, et, au surplus, de toute sanction, sont par là même tout à fait précaires ; les actes délictueux commis par un Français ne peuvent faire l'objet d'aucune poursuite (2).

On voit dans quelles conditions d'infériorité se trouvaient en réalité les colons français aux Nouvelles-Hébrides, par rap-

---

en Nouvelle-Calédonie, ce qui était toujours coûteux, gênant, par là même souvent impraticable.

(1) Politis, p. 51. — Au point de vue des successions notamment, les inconvénients les plus graves en pouvaient résulter.

(2) Les abus auxquels donnaient lieu trop souvent le recrutement : indigènes enlevés, villages brûlés, — l'opération même du recrutement, illicite en soi (à certaines périodes), — étaient impossibles à réprimer. M. Masson cite à cet égard (p. 162-163) plusieurs faits caractéristiques, déplorables pour notre influence. Voici l'un d'eux, par exemple : En 1889, alors que le Gouvernement français avait interdit le recrutement des indigènes aux Nouvelles-Hébrides, le nommé Villedieu, de Nouméa, commandant la goëlette la *Marie*, exerce ce recrutement d'une façon clandestine. A la suite d'une discussion avec les naturels, et après avoir échangé avec eux quelques coups de fusil, il brûle un village de l'île de Santa-Cruz. Il dénonce lui-même cet acte au commandant du navire de guerre français, représentant la Commission mixte, en prétendant qu'il avait été attaqué par les Canaques. Au retour de la *Marie* à Nouméa, le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, M. Noël Pardon, retira son commandement au sieur Villedieu et le remit aux mains du procureur de la République ; mais il fut reconnu impossible d'exercer contre lui une poursuite criminelle, les Nouvelles-Hébrides échappant à notre juridiction.

port aux colons anglais établis à côté d'eux — et il n'est pas besoin d'insister sur les entraves apportées par un pareil état de choses au développement de notre influence.

Cette absence de toute protection et de toutes garanties pour des Français qui vont au loin fonder des établissements coloniaux, encouragés à le faire par le Gouvernement, est d'ailleurs unique dans notre histoire coloniale et contraste singulièrement avec tout cet ensemble de mesures spéciales dont les grands édits du xvii<sup>e</sup> siècle avaient entouré l'émigration française et qui forment encore la base de notre droit public colonial (1).

Les colons français des Nouvelles-Hébrides ont fait tous leurs efforts pour sortir de la situation où ils étaient laissés par la Métropole. L'île Vaté étant, dans l'ensemble de l'archipel, celle où se sont dès le début, groupés le plus de colons français, il s'y est bientôt formé, sous la pression des besoins d'ordre inhérents à tout groupe d'hommes civilisés, une organisation spontanée dont les agents étaient investis de tous les pouvoirs administratifs et judiciaires nécessaires pour l'existence d'une collectivité (2).

---

(1) On sait que ces édits maintenaient les Français émigrants et leurs descendants « en tous leurs droits de naturalité », les réputant « capables de toutes charges, honneurs, successions, donations, ainsi que les originaires et regnicoles » (Edit de 1625 portant rétablissement de la C<sup>ie</sup> des Iles d'Amérique). « ... Et pour favoriser d'autant plus les habitants des dits pays et porter nos sujets à s'y habituer, nous voulons que ceux qui passeront dans les dits pays jouissent des mêmes libertés et franchises que s'ils étaient demeurants en ce Royaume » (Edit des 28 mai, 11 et 31 juillet 1664 portant établissement de la C<sup>ie</sup> des Indes orientales).

(2) Politis, *op. cit.*, p. 52.

La municipalité de « Franceville » fut créée; elle entra en fonctions le 9 août 1889; deux délégués du conseil municipal de Nouméa étaient venus installer le premier maire, M. Chevillard, l'un des plus anciens colons de l'île Vaté, et lui remettre le sceau de la nouvelle commune (1).

Cette municipalité eut d'ailleurs une existence éphémère. L'Angleterre y vit une institution politique contraire à la convention de 1887. Quelques mois après sa constitution, elle recevait du commandant Bigaud, représentant de la France dans la Commission navale mixte, l'ordre de se dissoudre. Elle avait créé des registres d'état civil, voté des fonds pour les premiers travaux publics, tracé le plan de la ville. « Il ne subsiste comme preuve de la bonne volonté des premiers conseillers municipaux qu'une route en bon état suivant le bord de la mer sur une longueur de quatre kilomètres » (2).

Cette organisation constituait-elle vraiment, comme on l'a cru, une violation de l'accord diplomatique de 1887? On peut en douter. « L'organisation d'un groupement territorial, dit Politis, était inconciliable avec l'indépendance des Nouvelles-Hébrides, qui s'oppose à toute occupation de la part, soit de l'un des contractants, soit d'un tiers, en vue de conquérir la souveraineté » (3). Mais, d'une part, le lien politique de nationalité ne s'affirmait nullement dans un pareil groupement se constituant, au contraire, d'une manière toute indépendante de

---

(1) Davillé, *op. cit.*, p. 100.

(2) Davillé, *op. cit.*, p. 101.

(3) Politis, p. 52 et 53.

l'autorité de la Métropole, en *dehors de ses lois* (1); et, d'autre part, nous ne saurions voir une assimilation possible entre le cas de la communauté de Franceville, exerçant à l'égard de ses ressortissants une autorité toute *personnelle*, et celui d'une association coloniale privée revendiquant avec la propriété du sol, la souveraineté *territoriale* (2).

Après l'échec de la combinaison municipale de 1889, les colons firent une nouvelle tentative pour remédier en quelque manière à leur situation précaire. Ils constituèrent, en 1895, afin de juger leurs différends, un tribunal d'arbitrage désigné sous le nom de *Juridiction spéciale de l'Union des colons*. Les colons anglais y étaient représentés en même temps que les colons français (3). Ce tribunal n'avait, bien entendu, qu'une autorité morale, ses décisions n'emportant pas force exécutoire. « En acceptant sa juridiction, les colons ne faisaient qu'exercer un droit reconnu à tous, celui de compromettre, d'accepter d'avance la compétence d'un tiers pour juger leurs différends » (4). La clause compromissoire est, on le sait, toujours licite, sauf dans quelques cas nettement déterminés par le Code civil. Cette organisation ne put cependant

---

(1) Puisqu'il s'agissait justement de suppléer à l'absence de toute autorité nationale.

(2) Par exemple l'association anti-esclavagiste de Washington achetant des terres sur la côte occidentale d'Afrique, fondant la ville de Monrovia et finissant par former l'Etat de Libéria (1847) — ou l'association internationale du Congo, acquérant des territoires, se formant en communauté autonome et finissant par former l'Etat indépendant du Congo (1885).

(3) M. Politis dit inexactement : « pour juger les différends s'élevant entre Français » (p. 54).

(4) Masson, p. 168.

fonctionner, la Commission mixte y ayant opposé son veto. La Commission remettait, en effet, à MM. Chevillard, juge français, et Tanner, juge anglais, une note leur interdisant « d'intervenir sous prétexte de juridiction, dans quelque différend que ce soit, au sujet des personnes ou des propriétés, sous peine d'être poursuivis conformément à la loi » (1). Cette sanction était d'ailleurs illusoire : au nom de *quelle loi* et devant *quelle juridiction* le juge français allait-il être poursuivi ? La « juridiction spéciale » fut néanmoins amenée à se dissoudre (2).

En dépit de leurs réclamations et de leurs doléances, en dépit de leurs efforts pour mettre fin à une situation d'exception vraiment pénible et préjudiciable à leurs intérêts, les colons se voyaient forcés de demeurer hors du droit commun ou « de chercher refuge auprès des institutions d'une autre nation » (3). Ils devaient attendre la loi du 30 juillet 1900 et les décrets qui l'ont suivie, pour jouir d'un statut légal et d'institutions de civilisation.

La loi du 30 juillet 1900 (4), inspirée par le *Pacific Orders*

---

(1) Cf. Masson, p. 168.

(2) Cependant les colons continuent à se réunir de temps à autre en assemblées générales, où sont discutées les diverses questions, intéressant soit la communauté des habitants, soit les particuliers. Les difficultés entre Canaques engagés et engagistes, les différends des colons entre eux, sont soumis à l'assemblée qui décide les mesures à prendre ; il y a peu d'exemples de planteurs ne se conformant pas à la décision prise (Masson, p. 170).

D'autre part, pour suppléer à l'absence d'officiers de l'état civil, on a vu les colons réunis en « comités de notoriété » prononcer des mariages « au nom de la morale publique » (Voir dans Davilé, p. 117, le curieux procès-verbal d'un mariage de cette nature. — Aussi Masson, p. 173).

(3) Exposé des motifs de la loi du 30 juillet 1900.

(4) Adoptée par la Chambre après déclaration d'urgence le 19 juin, —

*in Council*, autorisait dans son article premier le Président de la République « à prendre, par voie de décret, les mesures d'ordre administratif et judiciaire nécessaires pour assurer la protection et garantir l'état et les droits des citoyens français établis dans les îles et terres de l'Océan Pacifique ne faisant pas partie du domaine colonial de la France et non soumises à la juridiction d'une puissance civilisée » ; dans son article 2, elle autorisait le Chef de l'Etat à établir par décrets, rendus dans la forme de règlements d'administration publique, le régime douanier applicable aux produits originaires de ces terres et îles, à leur entrée en France ou dans les colonies françaises (1).

En exécution de cette loi, un décret du 28 février 1901 (2) a réglementé, au point de vue administratif et judiciaire et de l'état des personnes, la situation des colons français des Nouvelles-Hébrides.

Le gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et dépendances reçut le titre de *Commissaire général de la République dans l'Océan Pacifique*. Il est chargé, en cette qualité, de protéger les citoyens français qui résident ou trafiquent dans les îles visées par le décret (art. 1<sup>er</sup>). Le Commissaire général est armé à cet égard de pouvoirs réglementaires. Il a le droit de

---

adoptée par le Sénat le 9 juillet, — rendue exécutoire par la signature du Président de la République le 30 juillet, — et publiée à l'*Officiel* le 3 août 1900.

(1) M. Feillet, gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, avait adressé au département un rapport et des propositions dans ce sens sous la date du 13 mai 1896.

(2) Promulgué au *Journal Officiel* de la République Française le 25 mars 1901 et au *Journal Officiel* de la Nouvelle-Calédonie et dépendances le 28 mai 1901.

prendre des arrêtés de police applicables aux Français (art. 6). — Le Commissaire général est autorisé à désigner pour chaque île ou groupe d'îles un *Commissaire spécial à qui il délègue tout ou partie de ses pouvoirs* (art. 3) (1). — En l'absence sur les lieux du commissaire délégué *et en cas d'urgence, tout officier commandant un navire de l'Etat exerce les pouvoirs conférés audit délégué* (art. 4).

Au point de vue judiciaire, le décret du 28 février 1901 stipule que le Commissaire général peut déléguer au commissaire prévu par l'article 3 « des pouvoirs qui n'excèdent pas ceux d'un juge de paix à compétence étendue » (art. 5). En cas d'absence du délégué, les fonctions judiciaires sont dévolues, s'il a y urgence, aux officiers de marine (art. 8). — En matière civile, le commissaire délégué connaît de *toutes* les contestations entre Français seulement. Les appels formés contre les jugements en premier ressort sont portés devant la Cour de Nouméa (art. 5). En matière répressive, le commissaire délégué intervient, toujours à l'égard des seuls Français, soit comme magistrat de jugement, soit comme juge d'instruction. Il statue en premier et dernier ressort au sujet des contraventions aux arrêtés de police pris par le commissaire général. Il connaît en premier ressort de tous les délits correctionnels commis par des Français, quelles que soient les personnes lésées, sauf appel devant la Cour de Nouméa

---

(1) Par application du décret du 28 février 1901, un arrêté du 28 août du gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, commissaire général de la République, nommait M. le docteur Faraut, médecin des troupes coloniales, commissaire délégué pour le groupe des Nouvelles-Hébrides,

(art. 6). Enfin il procède à l'instruction des crimes commis par des Français, lesquels sont jugés par la Cour d'assises de Nouméa (art. 7). Des arrêtés du commissaire général règlent tout ce qui est relatif à la tenue des audiences, aux formes de la procédure et à l'exécution des jugements (1).

Le décret de 1901 organisait l'état civil des Français établis aux Nouvelles-Hébrides. Le Commissaire général désigne les personnes qui rempliront les fonctions de l'état civil dans les îles et qui devront se conformer pour l'établissement des actes et pour la célébration des mariages aux dispositions de la loi française en vigueur en Nouvelle-Calédonie (art. 10 et 11) (2).

---

(1) L'organisation judiciaire que prévoit le titre 2 du décret du 28 février 1901, n'a pu être encore pratiquement réalisée. Un arrêté du 20 octobre 1902 a bien tracé dans ses lignes essentielles le cadre de cette organisation, mais si simples qu'elles puissent paraître en apparence, les dispositions de cet acte sont, dans l'état actuel des choses, d'une telle difficulté d'application qu'il n'a pas été jusqu'à présent possible de rendre la justice dans les Nouvelles-Hébrides. D'après les indications du *Temps* du 3 mars 1906, la question est toujours à l'étude. Toutefois un local a été construit et un secrétaire-comptable, qui doit également remplir les fonctions de greffier et d'huissier, a été nommé le 29 août 1903.

(2) L'arrêté du 28 août 1901 nommant le commissaire délégué, le chargeait des fonctions d'officier de l'état civil à Port-Vila; mais en présence de moyens réguliers de communication entre les îles, cet arrêté était inapplicable dans la plus grande partie de l'archipel. En conséquence, un arrêté du 12 novembre portait nomination de cinq officiers de l'état civil dans les cinq principaux centres de colonisation, savoir :

MM. le Dr Faraut, à Franceville (Ile Vaté).

Boniquet, colon, à Mercetville (Ile d'Api).

Le Père Chapelle, missionnaire, à Port-Sandwich.

Briault, colon, à l'île d'Avré.

Butteri, colon, à l'île d'Ambrym.

De nombreuses difficultés se présentent dans la pratique pour l'application des prescriptions légales relatives aux actes de l'état civil. L'observation des délais est, en particulier, rendue impossible par suite des distances considé-

Enfin il était pourvu à l'administration des biens des Français décédés sans laisser d'héritiers connus ou présents, jusqu'au jour où ces biens peuvent être remis aux ayants droit (art. 12).

Telle est l'organisation française, analogue, dans ses lignes générales, à l'organisation anglaise établie par les *Pacific Orders in Council*, mais sans point de contact entre elles, fonctionnant d'une manière indépendante, *parallèlement*.

#### IV. La question des litiges immobiliers et les négociations préliminaires de la Convention de 1906

Les deux systèmes — français et anglais — créaient des juridictions nationales, ayant une compétence limitée à leurs ressortissants respectifs, mais n'organisaient pas de tribunaux mixtes permettant de trancher les différends relatifs à l'appropriation des terres soit entre colons des deux nations, soit entre Européens et indigènes. De ce chef, de nombreux conflits sont à l'état latent, et cette incertitude de la propriété, qui donne lieu à des incidents fréquents (1), constitue une

---

rables qui séparent la plupart des colons de l'officier de l'état civil et de l'absence de moyens de communication. Un certain nombre d'actes de naissance enregistrés après l'expiration du délai se trouvent, de ce fait, entachés d'une irrégularité grave et devront être l'objet de jugements tendant à les régulariser.

(1) Le *Journal des Nouvelles-Hébrides* rapporte à la date du 26 septembre 1903 l'incident suivant, d'une certaine gravité diplomatique :

« Un nouvel incident vient de se produire entre MM. Kerr frères, négociants anglais de Vila, et M. le Commissaire français, à propos des terrains mêmes sur lesquels sont édifiés les bâtiments de la résidence de France. La S. F. N. H. (*Société française des Nouvelles-Hébrides*) s'était rendue acquéreur il y a de

entrave sérieuse au développement de la colonisation dans l'archipel.

Nous avons vu que par une circulaire de 1881, le Haut-Commissaire de S. M. Britannique pour l'Ouest du Pacifique invitait les sujets britanniques établis aux Nouvelles-Hébrides et dans les autres îles de l'Océanie à faire enregistrer leurs titres de propriété en Australie et aux Fidji « s'ils voulaient que ces titres fussent par la suite reconnus et respectés » (1). En quoi cependant de telles mentions pouvaient-elles suffire à justifier la régularité des acquisitions opérées ? Si les acquisitions provenaient *de contrats passés avec les indigènes*, ne peut-on se demander si ces accords n'étaient pas entachés de fraude ou de violence ? « Quels singuliers échanges, observe

---

nombreuses années d'un terrain qui lui a été vendu par un Anglais aujourd'hui décédé, M. Mac Leod : c'est sur ce terrain qu'a été édifiée la résidence de M. le commissaire délégué. Ce terrain est limité par un lot qui, à la suite d'un héritage, est devenu la propriété de MM. Kerr frères. Les limites de la portion appartenant à la S. F. N. H. sont fort bien indiquées dans l'acte de vente ; celles du terrain de MM. Kerr frères sont assez vagues et ceux-ci en déduisent qu'ils ont des droits sur une partie du lot voisin. Cette prétention a donné lieu à de nombreuses discussions, à des contestations de part et d'autre, et aucune entente n'a pu intervenir. MM. Kerr frères, se rendant compte qu'il n'y aura pas de la part de M. le Commissaire délégué français protestation à main armée, en profitent pour construire une maison sur la partie contestée. M. Bord (le commissaire actuel, qui a succédé au D<sup>r</sup> Faraut) a saisi son collègue anglais, M. le commissaire Rason, de ce différend qu'il a porté, d'autre part, devant M. le Haut-Commissaire français à Nouméa ; de son côté le commandant Rason s'est rendu aux Fidji auprès du Haut-Commissaire britannique qui aura à examiner cet incident. Que résultera-t-il de ces examens ? Il est malaisé de le dire, car la question est fort délicate et se complique d'une question de compétence.

En attendant, MM. Kerr Br.'s continuent à construire sur un terrain qu'ils savent pertinemment ne pas leur appartenir, mais d'où personne n'a, au sens légal, le droit de les expulser ».

(1) *Supra*.

M. Berthélemy, durent être faits entre les Canaques et les envahisseurs pendant la longue période d'anarchie qui s'étend des premiers jours de l'occupation aux premiers accords franco-anglais tendant au condominium ! » (1). Si, d'autre part, la possession résultait du seul fait de *l'occupation*, peut-on voir dans ce mode d'acquisition le fondement d'un droit certain ? « Le fait en pays sauvage crée-t-il à lui seul le droit ? » (2).

Nous avons vu, d'un autre côté, que la *Compagnie calédonienne* avait acquis entre 1882 et 1886 des anciens occupants anglais, en vertu de contrats enregistrés conformément aux instructions tracées à ses ressortissants par le Haut-Commissaire britannique, 300,000 hectares de terres environ (3). Si les titres des sujets britanniques étaient tenus par leur Gouvernement pour réguliers et valables, il paraît incontestable que la *Compagnie calédonienne*, en succédant aux droits de ses vendeurs suivant des actes *réguliers* et *de bonne foi*, devenait légitime propriétaire, au regard de la loi anglaise, des territoires acquis par elle dans ces conditions (4). — En ce qui concerne les acquisitions provenant de contrats inter-

(1) H. Berthélemy, *Revue politique et parlementaire*, t. LI, n° 152, p. 281.

(2) H. Berthélemy, art. cit., p. 282.

(3) *Supra*. Cf. la *Consultation pour la Société française des Nouvelles-Hébrides*, par MM. Louis Renault, André Weiss et Henry Berthélemy (Paris, imprimerie Chaix, 1906).

(4) « Ces contrats constituent pour elles de justes titres de propriété » (Consultat. préc.). D'ailleurs, « à supposer que les acquisitions ainsi réalisées ne se suffisent pas à elles-mêmes, il est clair que la Société est en situation d'invoquer le secours de la prescription — institution commune à la loi anglaise, loi personnelle de la plupart des vendeurs, et à la loi française, loi personnelle de l'acquéreur (*Ibid.*, p. 5),

venus directement entre la Compagnie et les chefs indigènes (et qui embrassent 600,000 hectares environ) la question de validité des titres dont se prévaut la Compagnie — ou la *Société française des Nouvelles-Hébrides* qui s'est substituée à elle en 1894 (1) — est plus délicate à résoudre. A quelle loi appartient-il de fixer les conditions de validité des titres invoqués ? A quelle loi empruntent-ils leur force probante et leur efficacité ? (2). En l'absence de la *lex rei sitæ* — prépondérante, on le sait, en matière immobilière, dans le droit international privé, il est certain que c'est la loi nationale des acquéreurs qui déterminera la forme des actes et qui continuera de régler les modes de preuve. Et de même que les actes faits par des sujets britanniques, dans les conditions de régularité et de publicité rappelés par la circulaire de 1881, seront opposables aux tiers, de même il suffit « pour que la propriété transmise à des Français par des indigènes dans l'archipel néo-hébridais soit à l'abri de toute contestation, d'où qu'elle vienne, que la preuve en soit rapportée conformément à la loi française » (3). Un acte notarié, régulièrement dressé, ferait intontestablement preuve d'une telle acquisition réalisée en France ; également, « *des actes sous seing privé, faits devant témoins, déposés après leur rédaction entre les mains d'un notaire de la colonie la plus voisine et enregistrés dans les registres publics, feront foi de leur date, sinon de leur contenu. Ils ne peuvent être infirmés que par la production*

---

(1) Voir *infra*.

(2) Consultat. précit., p. 7 et suiv.

(3) Consultat. précit., p. 11.

*de preuves écrites antérieures et préférables, et il n'appartiendrait à aucune juridiction nationale ou internationale de leur refuser le crédit qu'ils obtiendraient en France » (1).*

Toutefois une question reste en suspens, qui touche au principe même de l'appropriation foncière aux Nouvelles-Hébrides, et qui se pose dans les mêmes termes à l'encontre des détenteurs de terres tant Anglais que Français : Est-il possible à des Européens de devenir propriétaires fonciers dans les îles de l'archipel ? (2). Mais l'accord international de 1887 n'avait-il pas résolu implicitement la question, en instituant la Commission navale mixte en vue de protéger les personnes et les biens des citoyens français et des sujets britanniques dans les Nouvelles-Hébrides ? Le Gouvernement anglais avait lui-même, dès 1881, affirmé hardiment le principe de l'appropriation européenne ; et à son tour, le Gouvernement français, dans le contrat conclu avec M. Higginson à la date du 30 mars 1894 — et qui ne reçut d'ailleurs aucune publicité (3) — était amené à la sanctionner : « *Le Gouvernement reconnaît la validité des titres de propriété de la Compagnie calédonienne tels qu'ils résultent des actes de dépôt reçus sous forme authentique par M<sup>e</sup> Chanvalon, notaire à Nouméa* » (4).

---

(1) *Ibid.*, p. 11. Cf. *infra*.

(2) « Les sauvages qui ont troqué les terres contre les verroteries ou marchandises offertes par les trafiquants [européens] étaient-ils juridiquement les maîtres du sol et pouvaient-ils aliéner ? » (Berthélemy, *Rev. pol. et parl.*, p. 282).

(3) Berthélemy, p. 282.

(4) Article 5 du Contrat de 1894.

C'est en se plaçant sur un terrain de droit ainsi délimité, qu'il importait de rechercher les bases d'une entente en vue du règlement international des litiges immobiliers aux Nouvelles-Hébrides. Des pourparlers s'étant engagés à ce sujet entre les Gouvernements français et anglais, notre ministère des affaires étrangères proposait, en 1901, sur la suggestion du commandant de la *Meurthe*, membre français de la Commission navale mixte, de confier l'examen de ces litiges à la Commission navale, assistée de deux légistes choisis l'un par le Gouvernement français et l'autre par le Gouvernement anglais. Ce projet ne fut pas accueilli par Londres, qui invoqua l'incapacité juridique des officiers anglais et proposa, le 26 octobre 1901, dans un projet de Convention remis à notre Ambassadeur, M. Cambon, l'établissement d'une Commission composée exclusivement de « trois personnes impartiales et compétentes », dont l'une eût été nommée par la France, une autre par l'Angleterre et la troisième eût été désignée par une puissance neutre. Cette Commission aurait reçu mandat de procéder à une revision générale des titres de propriété pour le groupe entier des îles et à l'institution d'un régime définitif de la propriété dans l'archipel. Une proposition aussi générale n'eût tendu à rien moins qu'à soumettre à l'enquête tous les contrats d'acquisitions de la *Société française des Nouvelles-Hébrides* dont le Gouvernement français avait garanti la juste possession. C'était, au fond, ce que réclamait depuis longtemps l'Australie qui se résignait mal à « admettre comme valable la mainmise sur les deux tiers des territoires néo-hébridais par les trois cent cinquante pionniers de la Com-

pagnie française » (1). La proposition anglaise fut déclinée.

Mais en 1904, au cours des négociations qui précédèrent la conclusion des accords par lesquels la France et l'Angleterre mettaient fin à la plupart des différends qui les divisaient séculairement dans le monde, la question des Nouvelles-Hébrides fit de nouveau l'objet d'actives négociations. On avait, semble-t-il, cherché un moment une solution dans un partage de l'archipel qui ne put aboutir. Aux termes d'une proposition de notre ministère des Affaires étrangères concertée avec le ministère des Colonies et remise par M. Cambon, ambassadeur de France à Londres au *Foreign Office*, à la date du 22 mars 1904, le règlement des litiges fonciers était laissé au soin des commissaires des deux pays à l'île Vaté. En cas de désaccord, les questions seraient tranchées soit par la voie diplomatique, soit par un tiers-arbitre à déterminer, la validité des titres enregistrés aux Fidji et à Nouméa étant mis hors de conteste (2). Dans le projet de l'*Accord*, on revenait à une Commission judiciaire de trois membres. En fin de compte, la déclaration définitive du 8 avril 1904, rédigée en termes plus vagues, renvoyait la question à un arrangement ultérieur. Elle prévoyait seulement la nomination « d'une Commission pour le règlement des différends fonciers » aux Nouvelles-Hébrides

---

(1) Berthélemy, art. cit., p. 283.

(2) M. Cambon était autorisé, « s'il reconnaissait la possibilité de négocier un arrangement sur ces bases, à déclarer au Foreign Office, qu'afin d'arriver plus aisément à un accord, le Gouvernement français était disposé à adhérer aux propositions britanniques concernant l'interdiction de la vente des armes et des spiritueux aux indigènes du Pacifique occidental ».

sans préjuger de l'adoption d'aucune des propositions présentées alternativement par les deux gouvernements de 1901 à 1904.

Voici comment s'exprimait à cet égard la déclaration du 8 avril :

III. NOUVELLES-HÉBRIDES. — « Les deux Gouvernements conviennent de préparer de concert un Arrangement qui, *sans impliquer aucune modification dans le statu quo politique*, mette fin aux difficultés résultant de l'absence de juridiction sur les indigènes des Nouvelles-Hébrides.

« Ils conviennent de nommer *une Commission pour le règlement des différends fonciers de leurs ressortissants respectifs dans lesdites îles. La compétence de cette Commission et les règles de sa procédure feront l'objet d'un accord préliminaire entre les deux Gouvernements* ».

C'est en exécution de cette déclaration que se réunissait à Londres, le 1<sup>er</sup> février 1906, la Commission qui devait élaborer l'acte diplomatique du 20 octobre 1906 (1).

---

(1) Cette Commission était composée de MM. Marcel Saint-Germain, sénateur, président du Conseil d'administration de l'Office colonial au Ministère des Colonies ; Edouard Picanon, inspecteur de 1<sup>re</sup> classe des colonies, gouverneur de la Guyane française, et Weber, sous-chef du cabinet du Ministre des Colonies, pour la France ; et pour l'Angleterre, de MM. Eldon Gorst, sous-secrétaire d'Etat adjoint des Affaires étrangères, et Hugh Bertram Cox, sous-secrétaire d'Etat adjoint des Colonies. La délégation française comprenait en outre MM. Gournay, attaché au Cabinet de M. Clémentel, ministre des colonies, et de Manneville. La délégation anglaise comprenait, en dehors de sir Eldon Gorst et de M. Bertram Cox, MM. Hurst, Dale et Grégory, ce dernier secrétaire de la Commission.

---

## CHAPITRE III

### LES INTÉRÊTS FRANÇAIS ET ANGLO-AUSTRALIENS EN 1906

Nous avons montré les efforts faits de part et d'autre, par les Australiens et par les colons français du Pacifique, en vue de créer le plus possible d'intérêts nationaux dans l'Archipel.

La lutte a continué, aussi vive, aussi passionnée qu'aux premiers jours. Subventions du Gouvernement français à la *Société française des Nouvelles-Hébrides* (1), détaxes accordées

---

(1) LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES NOUVELLES-HÉBRIDES. — La *Compagnie calédonienne* disparaissait, nous l'avons dit, en 1894 pour faire place à la *Société française des Nouvelles-Hébrides*. La première assemblée constitutive de la Société fut tenue à Paris le 18 avril 1894. Aux termes de l'art. 6 des statuts, établis suivant acte reçu par M<sup>e</sup> Portefin, notaire à Paris, la *Compagnie calédonienne* faisait apport à la nouvelle Société de toutes ses propriétés : terres achetées à des Européens ou aux indigènes, propriétés mises en valeur, maisons d'habitation, stores (comptoirs), installations, machinerie, animaux de ferme, matériel et outillage d'exploitation ; et, en outre, du bénéfice de ses « conventions avec des tiers », à charge par la Société de solder le passif de la *Compagnie calédonienne* s'élevant à cette date à 1,050,000 fr. Par un contrat passé le 30 mars 1894 entre le Ministre des Colonies et M. Higginson, l'Etat s'était engagé à verser à la Société à constituer une subvention non remboursable de quinze annuités, montant chacune à 360,000 fr., la première annuité devant être payée sur l'exercice 1894. Les statuts de la Société devaient être approuvés par le Ministre des Colonies, les membres de son Conseil d'administration devaient être Français et leur nomination soumise à l'agrément du Ministre. La Société assumait en outre les obligations suivantes : 1<sup>o</sup> mettre à la disposition du Gouvernement français gratuitement et en pleine propriété, l'emplacement nécessaire à l'installation de dépôts de charbon pour les bâtiments de la station navale du Pacifique, plus 20,000 hectares de terre de culture à l'usage d'émigrés.

aux produits des colons français, facilités concédées aux émigrants, subvention à une ligne maritime postale ; — du côté australien : garantie d'intérêts accordée par la Nouvelle-Galles

---

grants français, pour être distribués sur les indications du Gouvernement français ; 2° pendant la durée du service de la subvention, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1909, entretenir constamment un approvisionnement de 500 tonnes de charbon, jusqu'à concurrence de 4,000 tonnes par an au maximum, qui seront mises à la disposition des navires de guerre français au prix de revient sur les lieux ; assurer le service postal entre Nouméa, les Loyalty et les Nouvelles-Hébrides, et le transport gratuit des émigrants mis en possession des 20,000 hectares ci-dessus. Un commissaire du Gouvernement, nommé par le Ministre des Colonies, était institué auprès de la Société. La *Société française des Nouvelles-Hébrides* était définitivement constituée le 26 avril 1894, et les statuts, approuvés par le Ministre des Colonies, M. Delcassé, ont été déposés au greffe du tribunal de la Seine le 5 mai 1894 (on trouvera ces statuts dans la *Gazette des Tribunaux* du 6 mai 1894). Les administrateurs de la Société étaient : MM. Emile Mercet, administrateur du Comptoir d'Escompte de Paris ; Paul du Buit, industriel ; Paul Chalvet, administrateur du Comptoir d'Escompte ; Gabriel Cudenet, délégué de la Nouvelle-Calédonie au Conseil supérieur des Colonies ; Ed. Imhaus, propriétaire ; René Berge, ingénieur civil des Mines.

Les affaires de la Société ne furent pas très brillantes. Cependant une combinaison financière avait permis à la S. F. N. H. de liquider d'un coup son passif, par suite de l'escompte consenti par le Crédit foncier, le 22 avril 1896, des treize annuités qu'elle avait à recevoir de l'Etat de 1896 à 1908. Cette opération, qui avait produit la somme nette de 3,350,640 fr., lui avait permis en outre d'acquérir deux steamers dont l'un devait être affecté à un service de tour de côtes, de favoriser le mouvement d'émigration qui s'était dessiné depuis 1887 avec le concours de la *Société française de Colonisation* (v. *supra*, p. 34), de créer de nouveaux stores. Mais les pertes annuelles s'accumulaient, par suite, semble-t-il, d'une mauvaise gestion locale, mais surtout des tarifs qui, jusqu'en 1901, ont pesé d'une manière désastreuse sur les transactions des Français des Nouvelles-Hébrides avec la Métropole (v. *infra*). En 1902, lors de son voyage aux Nouvelles-Hébrides, M. Picanon trouvait certaines stations et certaines propriétés de la S. F. N. H. dans le plus triste état d'abandon. A Port-Sandwich (île de Mallicolo), au canal du Segond (Santo), les magnifiques plantations commencées par la *Compagnie calédonienne* ou par la S. F. N. H. elle-même, envahies par les lianes et par la brousse, étaient retournées à l'état de nature, les branches de caféiers pendant, chargées de graines qu'on ne devait pas recueillir, et « on peut se rendre compte de la puissance

du Sud à la *Compagnie néo-hébraïde*, subvention à la grande firme Burns Philp's pour assurer un service régulier de steamers dans les îles, tentatives de colonisation officielle. Il s'agissait, dit très justement le *Temps* (1), de part et d'autre, de se constituer le plus de titres pour le jour d'un partage. En fait, quelle était la situation en 1906, au moment où s'ouvraient les négociations de Londres. Quels étaient les « titres » que pouvait faire valoir la France et quels étaient ceux que pouvait lui opposer l'Australie.

## I

Les droits historiques de la France, la supériorité de ses intérêts, l'effort de ses colons, ont été admirablement exposés

---

de la végétation en voyant au milieu de la brousse les cacaoyers et les caféiers arborescents, les orangers et les citronniers touffus comme des chênes » (Bourge, *op. cit.*). Mise en état de liquidation judiciaire, la S. F. N. H. a été reconstituée en vertu d'un concordat voté par les créanciers le 22 mars 1904 et homologué par le tribunal de commerce le 5 avril suivant. Ce résultat a été obtenu grâce au concours de la Banque de l'Indo-Chine qui a consenti à faire à la Société l'avance d'une somme de 450,000 fr. destinés à désintéresser les créanciers. La *Société française des Nouvelles-Hébrides* continue à fonctionner en se conformant aux dispositions de la Convention du 30 mars 1894 et aux statuts du 1<sup>er</sup> avril de la même année. Cependant le Gouvernement l'a exonéré des obligations qui lui incombaient en ce qui touche l'exécution du service postal et l'entretien d'un dépôt de charbon. L'organisation d'un service maritime postal régulier a été négocié directement par le Ministère des Colonies avec la Compagnie des *Messageries maritimes*, à la suite du voyage d'essai de son paquebot « Pacifique » qui a donné les meilleurs résultats. (Cf. Deschanel, *Rapport sur le Budget des Affaires étrangères*, 1907, p. 65). Avec un dévouement et un courage dont tous les Français lui sont reconnaissants, M. Mercet a assumé la tâche de reprendre et de conduire les destinées de la Société dont les intérêts sont, il faut bien le dire, étroitement liés à ceux de la colonisation française et de notre influence politique aux Nouvelles-Hébrides, de lui rendre son rôle actif dans les îles.

(1) 10 avril 1906.

dans la pétition adressée à la Chambre des députés en 1903 par les résidents français aux Nouvelles-Hébrides (1), pour réclamer le protectorat de la Métropole sur ces îles et le justifier. Nouvelle-Calédonie et Nouvelles-Hébrides s'y présentaient, « unies dans leurs doléances et leurs revendications », comme elles l'étaient par les conditions géographiques et par l'histoire (2).

« Nous sommes actuellement, disaient les signataires de la pétition, près de trois cents Français de toutes conditions, propriétaires, planteurs ou commerçants, répartis dans tout l'archipel, contre une centaine d'Anglo-Australiens (3), pour la plupart ministres presbytériens. Ces missionnaires constituent l'élément le plus important de la politique britannique.

« Outre l'avantage du nombre, nous avons celui de la possession du sol, de la propriété foncière. Sur 1,500,000 hectares de terres cultivables, plus de 700,000 appartiennent aux Français, dans les îles principales ; les Anglais n'en ont pas tout à fait 50,000 hectares. Toutes les terres françaises ont été acquises à titre onéreux, en vertu de contrats réguliers. La « Société française des Nouvelles-Hébrides » possède la majeure partie de ces titres.

---

(1) Cette pétition figure sous le n° 743 au rôle général des pétitions (1903). Elle a donné lieu à un rapport de M. Louis Brunet, adopté à l'unanimité par la Commission des Affaires Extérieures et Coloniales (Cf. Documents parlementaires, n° 1114, session de 1903).

(2) Cf. *supra*. « Nos deux colonies australes vous présentent donc, étroitement unies, leurs doléances et leurs revendications, car il existe entre elles une intime solidarité, fortifiée encore par la communauté du péril imminent ».

(3) Ces chiffres qui se réfèrent à la situation de 1902 veulent être modifiés, voir *infra*.

« Pour le commerce intérieur et extérieur, la France tient encore la première place dans les îles. Mais il ne faut pas se dissimuler que la concurrence étrangère travaille activement à la supplanter et y parviendra si un effort énergique n'est pas fait pour maintenir notre avance laborieusement conquise ».

Et la pétition des Français de l'archipel montrait la colonie, fondée sur les efforts et les sacrifices de tous, s'organisant librement par la volonté, l'initiative, l'énergie de ses membres, leur esprit d'entreprise et leur esprit de solidarité (1) :

« Tout ce que l'initiative individuelle et privée peut entreprendre et réaliser pour tirer parti des richesses naturelles et améliorer les conditions d'existence dans un pays neuf, nous l'avons fait par nos propres ressources : plantations variées, pleines de promesses grâce à l'admirable fertilité du sol, élevage de bétail, factoreries alimentées de marchandises presque exclusivement françaises, magasins et wharfs facilitant les opérations de chargement et de déchargement dans nos excellents ports naturels, chemins d'exploitation et routes publiques, ponts sur les cours d'eau et les lagunes, hôpital,

---

(1) M. le Dr Davillé, qui a longtemps vécu dans les îles, au milieu des colons, a noté ce côté remarquable de la colonisation néo-hébridaise : « C'est peut-être ce qu'il y a de plus frappant, écrit-il, que ce désir manifesté par tous de voir épargner aux futurs colons qui pourraient venir se joindre à leurs groupes, toutes les difficultés que les premiers arrivés ont eu à vaincre... Puisque les premiers colons ont eu à souffrir des mauvais résultats des tentatives du début, puisque certaines cultures, supposées tout d'abord rémunératrices, n'ont donné que des mécomptes, puisqu'en un mot il y a eu des écoles faites, qu'au moins l'expérience si durement acquise profite aux nouveaux venus. J'ai vécu de la vie intime des colons, j'ai été comme médecin et comme ami le confident de beaucoup d'espérances et de beaucoup de désillusions. Mais j'ai toujours vu subsister ce sentiment très généreux, très français : Que nos premiers échecs soient un enseignement pour ceux qui viendront ».

travaux d'assainissement grâce auxquels la salubrité est à peu près complète dans les colonies débroussées, écoles gratuites où les enfants indigènes viennent apprendre notre langue, enfin, maisons municipales où dans nos bourgades bien françaises de Franceville, de Faureville, de Mercetville, etc., l'état civil est tenu et les intérêts de la collectivité sont gérés comme dans les communes de la Métropole ».

Nous allons à notre tour apporter à ce tableau la précision des statistiques :

Un rapport du Haut-Commissaire britannique publié au *Livre Bleu* (1), détermine de la manière suivante, au 9 mars 1905, l'état comparatif de la population française et anglaise dans l'archipel : Français, 401 ; Anglais, 228. La supériorité numérique de nos compatriotes est encore plus marquée, si l'on considère que les missions protestantes anglaises figurent dans ce total pour un chiffre de 76 personnes et les missions catholiques françaises pour un nombre de 33 religieux ou religieuses, ce qui laisse, pour les colons proprement dits, une population de 368 Français au regard de 152 Anglais seulement (2). — D'autre part, après un recensement du mois de septembre-octobre 1905, le commissaire-délégué français arrivait aux chiffres suivants : Français, 420 (dont 45 religieux ou religieuses), soit *375 colons français* ; Anglais, 217 (dont 76 personnes appartenant aux missions (missionnaires et leurs familles), soit *141 colons anglais* (3).

---

(1) *Blue-Book* ; Correspondence relating... (Annexe).

(2) Ce sont les chiffres adoptés par M. Deschanel dans son Rapport sur le budget des Affaires étrangères, p. 64.

(3) Chiffres communiqués par M. Guieysse, d'après une lettre de M. Bord, commissaire-délégué de la France.

Au point de vue de la propriété territoriale, M. Weber a donné à la Commission internationale de Londres des chiffres décisifs. La seule *Société française des Nouvelles-Hébrides*, sur une superficie totale de 1,467,310 hectares, en possède 780,600 se répartissant ainsi : Spiritu-Santo : 363,600 hect. ; Mallicolo et dépendances : 193,200 ; Pentecôte : 33,000 ; Aurore : 19,000 ; Aoba : 14,100 ; Ambrym : 13,000 ; Api : 52,700 ; Mai et Deux-Monts : 2,000 ; Vaté et dépendances : 94,600 ; Tanna : 5,000 (1).

Done, supériorité numérique et territoriale incontestable.

Notre commerce, suivant les indications du rapport du captain Rason, commissaire anglais à Vila (1905), analysé par M. C.-L. Jaray (2), d'après l'*Economiste français*, était en 1904 un peu inférieur au commerce anglais aux importations, mais bien supérieur aux exportations. Nous importions pour 25,000 livres sterling (3), les Anglais pour 29,000 ; en revanche, tandis que l'exportation à Nouméa se montait à 26,000 livres sterling (4), l'exportation à Sydney n'était que de

(1) Protocole.

(2) C.-L. Jaray, *art. cit*, p. 431.

(3) Exactement pour 647,475 francs.

(4) Se décomposant comme suit :

|                                          |             |
|------------------------------------------|-------------|
| Maïs (763.012 kil.) . . . . .            | 127.106 fr. |
| Café (80.783 kil.) . . . . .             | 119.357     |
| Coprah (2.316 tonnes) . . . . .          | 388.924     |
| Fruits (bananes, ananas, etc.) . . . . . | 6.380       |
| Coquillages de nacre. . . . .            | 12.836      |
| Divers. . . . .                          | 5.675       |
| Total. . . . .                           | 660.458     |

(Statistiques officielles recueillies par la douane de la Nouvelle-Calédonie en 1904).

17,000 livres. Mais depuis 1904 une modification tout à fait importante s'est produite dans la vie de l'archipel. Par suite du contrat passé avec les Messageries Maritimes (1), le paquebot « *Pacifique* » accomplit désormais pendant onze mois de l'année (le douzième mois demeurant réservé pour la mise en réparation du navire) alternativement l'un ou l'autre des itinéraires suivants : Nouméa, Port-Vila, Ringdove (Api), Port-Sandwich, Luganville, Spiritu-Santo, Port-Vila, Nouméa, ou Nouméa, Port-Vila, Port-Havannah, Nouméa, et met les colons jusque-là rattachés presque exclusivement à Sydney (1,200 milles de Port-Vila), à 360 milles de l'important marché de la Nouvelle-Calédonie. Le steamer des Messageries Maritimes est de beaucoup le mieux aménagé et le plus rapide des bateaux qui circulent dans l'archipel (2). Le rôle qu'il est appelé à y jouer est considérable et le sentiment qu'a d'ailleurs de ce rôle le commandant de ce bâtiment est conforme aux traditions d'une Compagnie dont le pavillon a été souvent d'un appui si précieux pour les pionniers de nos entreprises coloniales (3).

---

(1) Cf. *supra*.

(2) Jusqu'à l'arrivée du *Pacifique* dans les îles, le service postal, qui avait été assuré par la *Compagnie Calédonienne* d'abord, en vertu d'un contrat intervenu le 18 novembre 1886 entre M. Higginson et le Département des Colonies, puis par la S. F. N. H., conformément au cahier des charges du 30 mars 1904, avait donné lieu à des réclamations nombreuses des colons et de la Chambre de commerce de Nouméa. Il ne fonctionnait plus régulièrement depuis longtemps quand la Société a été mise en liquidation.

(3) C'est ainsi que le *Pacifique* ajoute à son itinéraire certaines escales non prévues au contrat : Rannou (Ambrym), Baie Homo (Pentecôte), Aoré, Diamond-Bay (Api), Mélé (Vaté). — La navigation interinsulaire française ne possède encore, en dehors du petit steamer de la maison Ballande, qui fait à

D'autre part, le Gouvernement français prenait en 1901 en faveur de ses colons néo-hébridais une mesure parfaitement juste, mais en outre particulièrement habile en ce qu'elle contraste avec l'intransigeance douanière du Commonwealth : la détaxe des produits provenant des exploitations françaises des Nouvelles-Hébrides à leur entrée en France ou dans les colonies françaises. De 1892 jusqu'en 1901, les colons français avaient été traités à ce point de vue avec une rigueur invraisemblable « et grossièrement nuisible à nos intérêts » (1). Le régime douanier français, tel qu'il résulte de la loi du 11 janvier 1892, prévoit pour les marchandises des pays n'ayant pas de traité avec la France l'application du tarif maximum. Les Nouvelles-Hébrides étant considérées comme pays étranger au point de vue international, et ne possédant pas d'autre part un Gouvernement régulier susceptible de traiter avec la France, se voyaient appliquer les droits pleins du tarif de 1892 : le kilo de café par exemple payait 1 fr. 56. Les produits des colons français se trouvaient de la sorte trop fortement handicapés à leur arrivée sur le marché métropolitain. La chute de la première S. F. N. H. tient en grande partie à cette cause (2). La Société, qui s'était chargée de vendre les produits

---

ses risques et périls le cabotage dans l'archipel, se présentant quelquefois chez les colons, avec ses approvisionnements, un mois après la date annoncée, que quelques côtres non pontés, allant recueillir le coprah de place en place. Un colon calédonien, M. Hagen, vient de faire l'acquisition d'un ketch de 150 tonneaux. Ce ketch visitera les îles non desservies par les Messageries Maritimes. D'autre part, la S. F. N. H., qui se reconstitue tout à fait, vient de commander une petite goélette à pétrole.

(1) G.-L. Jaray, art. cit., p. 452.

(2) Cf. *supra*.

de nos colons sur le marché métropolitain, ne pouvait écouler qu'à perte son stock de cafés. Le Brésil, moins distant de la France que les Nouvelles-Hébrides et jouissant du tarif de faveur, lui imposait fatalement son prix de vente (1). Le commerce néo-hébridais se détournait dans ces conditions de Nouméa pour se diriger vers Sydney. Il devenait de jour en jour plus évident que les colons ne pouvant plus espérer de rémunération suffisante de leurs peines, seraient contraints d'abandonner leurs mises de fonds et désertar les îles, laissant les Australiens maîtres de la situation. Ainsi, par une interprétation trop rigoureuse de texte, par un souci exagéré de la situation internationale des Nouvelles-Hébrides, la France allait provoquer elle-même la ruine de ses colons et de leur établissement. Cette situation est heureusement modifiée aujourd'hui. La chute de la S. F. N. H. avait dessillé tous les yeux. Les colons, refusant d'admettre qu'une fiction diplomatique pût les priver d'un droit reconnu à tous les Français d'outre-mer, l'admission sous le régime de la détaxe des produits coloniaux, réclamaient avec ardeur l'égalité de traitement. Les décrets du 12 novembre 1901, du 24 juillet 1902 et du 16 avril 1904, rendus en vertu de la loi du 30 juillet 1900, et qui sont venus organiser le régime commercial des Nou-

---

(1) D'autre part, le jeu de ces tarifs prohibitifs arrivait à créer entre colons des Nouvelles-Hébrides eux-mêmes une infériorité pour le colon français. La loi du 11 janvier 1892 laissait, en effet, subsister le droit de 40,0 *ad valorem*. Il en résultait que le café, la vanille, le cacao se trouvaient plus rigoureusement atteints que les autres produits : coprah, bananes, etc. C'était par conséquent favoriser le coprahmaker au détriment du vrai colon, du sédentaire, de celui qui tient au sol.

velles-Hébrides, ont étendu aux colons français de l'archipel le régime de faveur prévu pour les colonies françaises (1). C'est dans cette détaxe que se trouve la raison décisive de l'actuelle prospérité de la colonisation française aux Nouvelles-Hébrides. Et par un curieux phénomène, on peut même dire que la situation s'est retournée : c'est le colon anglais qui est placé aujourd'hui à l'égard du colon français, son concurrent, dans une situation d'infériorité, en raison des nouveaux tarifs protectionnistes que le Commonwealth a mis en vigueur (2).

## II

La situation commerciale des Anglo-Australiens a été longtemps bien meilleure que la nôtre. La firme Burns, Philp and Co « qui est à l'Australie ce que la *Norddeutscher Lloyd* de Brême est à l'Allemagne » (3), la maison Kerr Brothers and Bell, ont fait durant de longues années la loi dans les îles. Dans l'intérêt même de son exploitation, le colon français se voyait obligé de s'adresser à ces grosses compagnies australiennes et d'abandonner ses relations avec les maisons de Nouméa que leurs frais généraux, hors de proportion avec leur chiffre d'affaires, contraignaient à des exigences exorbitantes vis-à-vis des colons. La politique de l'Australie a justement consisté, depuis 1884, à opposer la force commerciale et l'influence des capi-

---

(1) Cf. *supra*.

(2) Cf. *infra*.

(3) Bourge, *op. cit.*

taux australiens à notre prépondérance territoriale. Le but manifestement poursuivi a été l'exclusion du commerce français de l'archipel. Et il faut rendre cette justice au gouvernement fédéral qu'il n'a rien négligé pour l'atteindre. L'institution de la « Compagnie néo-hébridaise » au capital de 10,000 livres sterling avec une garantie d'intérêts souscrite par la Nouvelle-Galles du Sud avait été la réplique australienne à notre « Compagnie calédonienne ». Lorsqu'à la suite de difficultés financières, la Compagnie australienne se reconstituait sous les auspices de la puissante Maison Burns Philp's, en 1897, le même Etat lui accordait une subvention pour les services de bateaux allant aux îles tous les deux mois. En 1900, cette subvention a été portée à 3,600 livres sterling (90,000 fr.) pour un service mensuel. Puis le Commonwealth, pour une subvention totale de 6,000 livres sterling par an, s'assurait un service supplémentaire (1). Ce service n'étant pas encore suffisant, le budget fédéral de 1905 a porté la subvention à 10,000 livres sterling (250,000 fr.).

Mais en même temps, par une contradiction qu'il est à peine besoin de souligner, les législateurs du Commonwealth, sous la pression de certaines nécessités de politique intérieure, — dans le but de mettre la main-d'œuvre continentale et blanche à l'abri de la concurrence directe ou indirecte de la main-d'œuvre de couleur, — étaient conduits à prendre des mesures protectionnistes excessives qui viennent paralyser les

---

(1) La Compagnie Burns Philp and Co prenait en outre l'engagement de mettre à la disposition des colons australiens toutes les terres possédées par elle dans l'archipel au prix de location obligatoire de 1 fr. 25 les 50 ares.

efforts considérables consentis par le pays entier. C'est là le thème constant des admonestations de la presse impérialiste à l'opinion australienne et l'objet des doléances et des objurgations des colons (1). Mais il sera difficile, de longtemps, à l'Australie, de résoudre cette antinomie (2).

Par suite de ces circonstances, par suite aussi des mesures adroites que nous avons indiquées plus haut, la sérieuse avance commerciale qu'avaient prise nos concurrents australiens grâce à l'organisation de services réguliers et actifs dans l'archipel, se trouvait en 1905 regagnée. La concurrence

---

(1) Un colon anglais de Santo, M. Maurice M. Witts, écrit, le 20 février 1905, au *Sydney Daily Telegraph* :

« La prépondérance des Français peut être attribuée au meilleur traitement de leur Gouvernement qui les encourage en leur octroyant des tarifs de faveur. En retour, le malheureux colon anglais est proscrit, ruiné par l'iniquité des taxes imposées sur ses produits par le Gouvernement du Commonwealth qui, avec une sagesse douteuse, persiste à traiter tous les colons des Nouvelles-Hébrides en étrangers, d'où il résulte que les Anglais, pour vivre, envoient leurs produits en Nouvelle-Calédonie, tandis que les bateaux français s'assurent la totalité du commerce et la France elle-même se vante de sa suprématie commerciale.

« Politiciens d'Australie, oubliez pour une fois vos vains préjugés. Eveillez-vous à un sens plus juste de vos responsabilités. Aidez vos colons et aidez l'Empire, car tandis que vous sommeillez, un des plus beaux archipels du Pacifique glisse lentement, mais sûrement de vos mains, — peut-être pour toujours ».

De son côté, l'*Evening News* de Sydney écrit, à la date du 21 mars 1905 : « Pendant toute l'année dernière, les colons français ont vendu leur maïs 8 sh. 6 (10 fr. 60) par sac de 4 boisseaux, pendant que les malheureux Australiens, écartés du marché de leur propre pays par un impôt de 3 sh. 4 (4 fr. 18), ne peuvent que regarder en contraste les situations respectives ».

(2) Ce sentiment protectionniste est si susceptible, il va si loin que la B. P's (Burns Philp's) a reçu une subvention spéciale de 400 livres sterling pour que l'équipage de son navire fût uniquement composé de blancs. On sait d'autre part que l'immigration néo-hébridaise est maintenant interdite sur tout le territoire du Dominion.

australienne n'en reste pas moins toujours menaçante. Car tandis que la production des colons français est des 8/10 de la production totale des îles, le commerce français s'accusait seulement en 1905 pour une valeur de 52,000 livres sterling contre 46,000 pour nos concurrents britanniques : c'est qu'actuellement encore beaucoup de produits français (tous ceux des coprahmakers et une partie de ceux des îles au nord d'Api) ne trouvent à s'écouler que par les bateaux anglais. Le *Pacifique*, dont le rôle commercial dans l'archipel grandit chaque jour, ne peut malheureusement se rendre dans toutes les îles. Un service interinsulaire s'impose dans ces conditions qui pourrait être assuré par une goélette d'une centaine de tonneaux.

### III

#### Etat de la colonisation

Le principal effort de la colonisation s'est porté sur les grandes îles de Vaté, Api, Mallicolo et Santo, extrêmement fertiles, bien arrosées, pourvues de lieux de débarquement d'un facile accès et même d'excellents ports naturels.

Vaté, après avoir été le premier objectif des colons, demeure leur principal établissement. Elle compte 100,400 hectares (1) et est en importance la troisième île de l'archipel. D'une hauteur modérée au centre, les terres de cette île splendide descendent vers la mer par assises caractéristiques. Une admirable inden-

---

(1) Chiffre donné par Bourge, d'après Giraud, géomètre de la S. F. N. H.

tation au sud entre la pointe Pango et la pointe Devi : c'est la baie de Mélé, au fond de laquelle se trouve Port-Vila. Sur la côte ouest, s'ouvre « une mer intérieure », Port-Havannah.

L'île comporte quatre centres de colonisation : Port-Vila ou Franceville, Mélé ou Faureville, Tagabé et Courbet. C'est à Vaté que se trouve le principal établissement des Français. L'ancienne *Compagnie calédonienne* y a fait des travaux de défrichement considérables et fondé de superbes plantations de caféiers et de cocotiers.

De toutes les créations de la *Compagnie calédonienne*, le domaine de Port-Vila a été de la part des agents de la Société l'objet des soins les plus assidus; il représente à l'heure actuelle la plus grande valeur et donne le meilleur rendement. A côté de la *Compagnie calédonienne*, à son ombre, beaucoup avec son concours, de nombreux colons français ont réussi à constituer à Port-Vila des plantations remarquables.

Les 9/10 du terrain en bordure sur la baie où se développe Franceville sont la propriété de la S. F. N. H. et du doyen des colons français, M. Chevillard. La S. F. N. H a fait construire dans l'arc du port une petite jetée en pierre munie d'un chemin de fer Decauville pour faciliter la manutention des marchandises. Elle possède sur ce point des immeubles importants : stores, magasin, usine à décortiquer le café, hangars, maisons d'habitation (1). Franceville, avec ses magasins, ses maisons coloniales, son hôpital, les immeubles de

---

(1) Bourge.

l'administrateur délégué en façade sur la mer, a l'aspect bien français. Miss Grimshaw, correspondant du *Sydney Morning Herald*, dans des notes vives et colorées, *Life in New-Hebrides*, présente ainsi l'aspect de la ville : « On ne peut pas faire un pas à Vila sans constater combien la cité est en train de devenir complètement française. Il y a à peine quelques années, ce *settlement* qui paraît vraisemblablement destiné à devenir un des centres commerciaux les plus importants du Pacifique, était plein d'Anglais et d'Australiens. En 1878, il n'y avait pas un Français dans les îles. Maintenant, on n'entend guère parler que français dans les rues. Les planteurs et les commerçants, minces et bruns, avec de fortes moustaches, et leurs femmes et leurs filles pâles, mais élégamment habillées, sont indubitablement français. Dans la boulangerie, le pain démesurément long est français ; les grandes bouteilles de Bordeaux léger plantées sur la table ainsi que l'encadrement des fenêtres n'ont aucune parenté avec la pinte de bière et les châssis anglais.

« Seuls, les magasins offrent quelques signes visibles de rivalité. La toujours verte « B. P. S. » (Burns, Philp and Co) avec son magasin, ses bureaux et son débarcadère indépendant, est tout aussi remarquable que l'établissement français et semble lui envoyer un sourire de défi du sein de ses solides bâtiments » (1).

La population française de l'île Vaté était en 1902 de 143 personnes dont 30 femmes et 40 enfants. Elle en compte

---

(1) Life in the New Hebrides (by ones special commissioner, Miss Beatrice Grimshaw) *Sydney Morning Herald*, 25 nov. 1905.

aujourd'hui 210, parmi lesquels 41 ouvriers, 12 commerçants et 50 planteurs. Nos colons (femmes et enfants compris) sont 82 à Franceville avec 655 hectares, 8 à Courbet avec 475 hectares, 7 à Port-Havannah avec 60 hectares, 7 à Tagobé avec 3,589 hectares, 90 à Faureville avec 4,334 hectares. Les autres sont disséminés hors des centres.

En présence d'eux, les Anglais sont 19 commerçants, charpentiers de marine, employés de commerce, 2 tracteres dans les petites îles, 4 ménages à Undène Bay (nord de Vaté) avec 6 enfants, 2 célibataires : en tout 37 colons.

Ainsi, à Vaté, la prépondérance française est absolue.

Vaté voit tous les jours s'accroître le chiffre de sa population et de ses opérations. Pendant la campagne 1905-1906, l'île a produit à elle seule beaucoup plus que le reste de l'archipel ; les planteurs français qui bénéficient de la détaxe se sont inscrits pour 194,565 kil. de café, 757,050 kil. de maïs destiné à la Nouvelle-Calédonie, 4,990 kil. de cacao et 107 kil. de vanille.

La colonisation de Vaté est d'au moins dix ans en avance sur Api et de vingt ans sur le reste de l'archipel. Petit à petit les colons se sont éloignés quand les terres sont devenues trop rares ou trop chères ; mais autant que possible ils sont restés à proximité du centre primitivement créé ; à l'heure actuelle ils ont pris possession de presque toutes les terres d'Api qui est ainsi devenue un second centre très sérieux mais qui en est encore aux cultures d'attente : seul, le maïs donne à ces vaillants colons une ressource qui est amoindrie par les 2 fr. dont chaque sac est grevé à son entrée en Nouvelle-Calé-

donie. Pourtant, les plus entreprenants des colons ont commencé à planter des caféiers (1).

Cette île est moins grande que Vaté (63,700 hectares). Les exploitations des colons s'étendent entre la baie Diamant et la petite île de la Mence. Il se forme en ce moment à Api une véritable colonie de peuplement. Un de nos compatriotes, M. Naturel, y élève une famille de 6 enfants nés aux îles et qui reçoivent une véritable éducation de colons. Tous les jours arrivent de nouveaux colons énergiques, entreprenants, qui défrichent, plantent des cocotiers, sèment le maïs dont la récolte séchée est embarquée sur le bateau des Messageries maritimes qui fait sa tournée mensuelle dans les îles de l'archipel.

La très étendue Mallicolo (253,900 hectares), plus tard venue à la colonisation, possède déjà quelques belles plantations, mais les défrichements des missions et des colons ne font qu'une tache, souvent imperceptible, sous la masse écrasante de la forêt vierge (2).

Le seul centre de colonisation est Port-Sandwich. La S. F. N. II. y possède 800,000 caféiers.

Spiritu-Santo est une belle et grande île. Elle est certainement celle des terres de l'archipel qui autorisent le mieux les vastes pensées.

« Deux points sont indiqués pour la colonisation : la baie de St-Philippe au Nord, le canal du Segond au Sud-Est. La baie de St-Philippe, remarquable par la beauté du site et la

---

(1) La production d'Api a été en 1905-06 de 2,188 kil. de café et 618.500 kil. de maïs.

(2) Bourge, p. 124-125.

luxuriance de la végétation, pourrait recevoir des centaines de colons. En raison de l'humidité du climat, le cacaoyer paraîtrait devoir y réussir mieux que dans les autres îles. La Société Française possède des terrains au fond de la baie et des magasins qui sont à peu près vides. Enfin, une mission française, composée de deux maristes, est pauvrement installée à Tolomaco » (1).

Le canal du Segond, « magnifique boulevard marin où la végétation s'avance en encorbellement au-dessus des eaux, sépare les petites îles Aoré et Malo de la grande terre de Santo.

D'après un colon, M. E. de Chatillon, le plateau du canal du Segond est d'une richesse que nulle terre au monde ne surpasse. « Les plantations commencées par la S. F. N. H. y sont retournées à l'état de nature, et on peut se rendre compte de la puissance de la végétation en voyant au milieu de la brousse les cacaoyers et les caféiers arborescents, les orangers et les citronniers touffus comme des chênes (2) ».

Quelques colons y ont tenté un établissement. Les Anglais ont même dirigé sur Tongoa une véritable expédition, dans le genre de celles qui s'organisaient sous Colbert pour nos colonies. Cette opération, subventionnée par le Commonwealth, a été organisée par les soins de la maison Burns Philp and Co de Sydney. Les seize colons australiens furent installés à peu de distance de l'entrée occidentale du canal du Segond. Cette

---

(1) Louis Brunet, rapport cité.

(2) Bourge, p. 153.

tentative n'a pas réussi. Le choix du colon n'avait pas été suffisamment judicieux. Les immigrants, vite découragés, quittèrent, l'un après l'autre, leurs concessions. Lorsque, au commencement de 1904, M. Bourge arriva avec le *Pacifique* dans les îles, « la fameuse colonie d'Annandah avait fondu et les rives de la côte S.-O. de Santo, vues de la mer, avaient repris leur aspect splendidement virginal ».

Les échecs de la colonisation collective n'empêcheront pas le colon de venir individuellement s'établir à Santo, et cette île très riche n'échappera pas à la civilisation. Deux colons, MM. de Messimey et Michellat, sont arrivés dans l'île avec des moyens très sérieux. D'autre part, quelques intéressantes plantations et une route a été entreprise entre le canal du Segond et la baie Saint-Philippe.

Quant aux autres îles de l'archipel néo-hébridais, la colonisation ne les a pas encore touchées : on n'y trouve que des missions et des stations de coprah.

A Api elle est bien près de l'être ; à Ambrym et à Mallicolo les Anglais sont tout à fait en minorité. Mais dans les îles du Nord, Santo, Malo, Aoré, Pentecôte, Maïvo, Aoba, il y a partage d'intérêts au moins apparent ; il y a aussi égalité de nombre entre les établissements français et anglais (1). Mais

---

(1) Api : 16 Français dont 8 mariés, avec 19 enfants ; 8 Anglais dont 3 mariés et 4 enfants.

Mallicolo : 20 Français dont 7 mariés et 3 enfants ; 5 Anglais et 3 femmes.

Ambrym : 11 Français dont 4 mariés et 5 enfants ; 3 Anglais.

Aoba : 3 Français, 1 Anglais.

Pentecôte : 2 Français, 3 femmes, 3 enfants ; 1 Anglais.

Maïvo . Un jeune ménage français.

on doit tenir compte que tous les établissements anglais sont faits sur des terres appartenant à la S. F. N. H., et les colons anglais qui sont établis dans le Nord sont presque tous des nomades, des coprahmakers écumant plus ou moins le pays, plantant plus loin leur tente quand ils estiment avoir lassé la patience des indigènes et qu'il n'y a plus de sécurité pour eux. Ce serait une erreur de mettre ces aventuriers en parallèle avec nos colons qui ont presque tous des exploitations agricoles, c'est-à-dire essentiellement fixes, qui, la plupart, ont amené leur famille ou en ont fondé une.

Ainsi l'influence et la puissance des colons français s'affirme de jour en jour davantage dans l'archipel. Possédant dès à présent une grande supériorité au point de vue des intérêts fonciers, ils sont sur le point d'enlever aux Anglais la supériorité commerciale.

---

A Aoré se trouve la belle plantation de notre compatriote le capitaine Bri-cout ; 5 Français avec leurs familles ; aucun Anglais.

Malo : 2 Français et 1 enfant, contre 5 Anglais.

Santo : 15 Français dont 2 avec leur femme et 6 enfants ; 10 Anglais dont 4 mariés et 13 enfants.

Dans les îles du Sud rien que des Anglais.

---



## CHAPITRE IV

### LA CONVENTION DE 1906

L'accord du 8 avril 1904 avait prévu qu'il serait fait un arrangement spécial ayant pour but 1° de remédier « aux difficultés résultant de l'absence de juridiction sur les indigènes des Nouvelles-Hébrides », — ce qui impliquait une modification du caractère et des bases de la Convention de 1887 — et 2° de créer un organisme pour le règlement des litiges immobiliers dans l'archipel. A la date du 21 janvier 1905, le Cabinet de Londres faisait remettre au Gouvernement de la République un memorandum relatif à ce deuxième objet. C'était la suite des pourparlers de 1901-1904 où une divergence s'était manifestée, on s'en souvient, entre les deux Gouvernements au sujet de la revision des titres, et des moyens de preuve qui pourraient être invoqués de part et d'autre (1). En réponse au memorandum britannique, le Gouvernement français donnait à entendre à Lord Landsdowne, par les soins de notre chargé d'Affaires à Londres, M. Geoffray, « qu'il y aurait avantage à ce qu'au lieu de procéder à un nouvel échange de lettres, des négociations verbales — d'un caractère purement officieux — pussent être engagées entre un fonctionnaire par-

---

(1) Cf. *supra*. Les objections du Gouvernement anglais à la note de M. Cambon de mars 1904, étaient présentées dans le memorandum du 21 janvier 1905.

ticulièrement compétent du ministère des Colonies et un fonctionnaire désigné par l'administration britannique » (1).

La proposition en fut agréée à Londres (2) le 28 septembre, et le nombre des membres de la délégation se trouvait peu après augmenté d'un commun accord. D'autre part, à la date du 29 novembre, notre ambassadeur, M. Paul Cambon, faisait connaître au Foreign Office qu'il paraissait désirable à notre Gouvernement d'élargir le rôle de la Commission ainsi instituée et de lui confier le soin d'examiner, en outre de la question des litiges fonciers, les mesures propres « à mettre fin aux difficultés résultant de l'absence de juridiction sur les indigènes », selon les termes de la déclaration du 8 avril 1904. La Commission préparerait par conséquent les bases de l'arrangement prévu par l'accord franco-anglais. Le Cabinet de Londres se montra d'autant plus disposé à entrer dans ces vues, que, parallèlement, le premier ministre du Commonwealth, M. Deakin, dans une dépêche transmise par le gouverneur général de l'Australie, venait de traduire l'état de « découragement » créé en Australie par les « incertitudes de la situation présente » et qui l'amenait à envisager la solution du « protectorat conjoint » (3). Le gouvernement de la Nouvelle-

---

(1) Note du 13 septembre 1905 : *Blue Book, Correspondence relating to the Convention with France respectif the New-Hebrides*, pièce n° 1. — La note ajoutait que « le Gouvernement de la République serait heureux de voir le Gouvernement de S. M. accueillir favorablement une suggestion inspirée par le sincère désir d'arriver le plus rapidement possible à la solution des difficultés qui paralysent depuis si longtemps, aux Nouvelles-Hébrides, l'action des deux Puissances ».

(2) Réponse de Lord Landsdowne après consultation du Colonial Office. *Ibid.*, pièce n° 4.

(3) *Correspondence relating...*

Zélande, consulté le 4 novembre sur l'éventualité d'un protectorat mixte sur l'archipel, n'y faisait de son côté aucune objection, lui préférant toutefois la solution du partage (1).

C'est dans ces conditions que s'ouvrirent le 1<sup>er</sup> février 1906 à Londres sous la présidence de sir E. Gorst les travaux de la Commission « nommée après échange de notes entre les Gouvernements français et anglais, afin de considérer les moyens de mettre fin aux difficultés résultant de l'absence de juridiction sur les indigènes des Nouvelles-Hébrides, et de régler les différends fonciers des colons français et anglais dans lesdites îles (2) ». Nous avons dit que la délégation française était composée de M. Marcel Saint-Germain, sénateur, président du Conseil d'administration de l' « Office Colonial », qui venait à quatre reprises d'assurer la tâche de rapporter le budget des colonies devant le Sénat ; de M. Picanon, inspecteur général des colonies, qui avait rempli récemment les fonctions de Haut-Commissaire de la République dans le Pacifique et qui en cette qualité avait deux ans auparavant accompli un voyage aux Nouvelles-Hébrides à bord du croiseur le *Protet* (3) ; de

---

(1) *Ibid.* M. Seddon faisait d'ailleurs une déclaration dans ce sens au Parlement de Wellington.

(2) *Minutes of the proceedings of the New-Hebrides Commission*. Protocole n° 1.

(3) A la suite de ce voyage, M. Picanon a adressé au ministre des colonies un remarquable *Rapport* sur l'état de la colonisation des îles en 1902. La présence de M. Picanon dans la délégation française donnait à celle-ci l'avantage de la documentation directe ; M. Picanon parlait de choses qu'il avait vues ou dont il avait pu juger sur les lieux. Ceci a été souligné par la presse autrichienne et M. Lyttleton, ancien chef du *Colonial office*, dans sa lettre au *Standard*, en a fait un de ses principaux griefs au gouvernement de sir H. Campbell-Bannermann.

M. Weber, chef adjoint du Cabinet du ministre des colonies, fonctionnaire de l'administration centrale chargé spécialement des questions du Pacifique (1).

### I. Les litiges immobiliers

Le point de vue anglais s'affirma tout de suite dans la proposition faite par sir E. Gorst (2) de prendre comme base de la discussion le projet de convention communiqué à M. Cambon le 26 octobre 1901 et qui se réduisait essentiellement à ces deux points :

1. Nomination d'une *commission spéciale mixte* composée de trois membres, deux d'entre eux respectivement choisis par les Gouvernements français et anglais, le troisième devant être désigné d'un commun accord ou, à défaut d'accord, par une tierce puissance.

2. Cette commission aurait les pouvoirs de soumettre à une *enquête générale tous les titres qu'ils fussent « dérivés des indigènes ou d'étrangers »* (3), la preuve étant à la charge des Français ou Anglais se prévalant d'un contrat d'acquisition.

De leur côté, les délégués français firent valoir que la commission qui serait instituée en vue du règlement de litiges fon-

---

(1) Nous devons à l'obligeance de M. Weber un certain nombre des renseignements que nous avons utilisés pour cette étude. Nous lui en exprimons ici toute notre gratitude.

(2) *Minutes of proceedings*... Protoc. n° 1.

(3) Au sujet de ce projet, cf. *supra*. On se souvient que le Gouvernement français y avait déjà opposé des contre-propositions.

ciers ne pourrait — dans l'état politique de l'archipel tel qu'il résultait de la Convention de 1887 — s'occuper des litiges *entre indigènes et colons, mais seulement de ceux qui pouvaient exister entre ressortissants des deux pays*. La Convention de 1887 ne permettait, en effet, à l'organisme international existant (la Commission navale mixte) d'agir que contre les indigènes « collectivement ». Elle ne lui donnait pas compétence à l'égard des indigènes pris individuellement. Le système de la proposition anglaise impliquait justement une pareille compétence : l'établissement de la juridiction européenne sur les indigènes ne pouvait résulter que d'une modification du statut politique des îles. La contre-proposition française se ramenait à cette alternative :

1. Nomination d'une Commission chargée de décider des contestations immobilières actuellement pendantes *entre les seuls Européens*.

2. Etablissement d'un *tribunal mixte permanent, compétent pour régler tous les litiges actuels ou éventuels* — au fur et à mesure qu'ils pourraient se présenter, — *mais en rattachant cette question à un examen relatif au statut politique de l'archipel* (1).

Acceptant cette dernière suggestion, sir E. Gorst proposait que « *la Commission cherchât à élaborer une forme d'administration qui aurait les effets d'un Condominium ou d'un Protectorat mixte sans en avoir le nom* » (2).

Le programme des négociations se trouvait ainsi élargi et

---

(1) Picanon. *Minutes of proceedings*... Protoc. n° 1.

(2) *Minutes of proceedings*... Protoc. n° 1.

un nouveau projet d'arrangement, préparé sur ces bases par la délégation anglaise, était substitué au projet primitif (1).

Le projet d'arrangement comportait, mais d'une façon indirecte, la déclaration d'une « autorité » commune des deux Puissances sur l'archipel (2); — il conférait à deux commissaires-résidents le pouvoir exécutif et des pouvoirs réglementaires; — il établissait un tribunal mixte dont la juridiction, sans appel, s'appliquait à tous les litiges immobiliers dans l'archipel; à tous les litiges en matière civile s'élevant entre étrangers ou entre indigènes et étrangers; à tous les crimes et délits commis par des étrangers, ou par des indigènes contre des étrangers; — une force de police, placée sous l'autorité conjointe des deux résidents, assurait l'exécution tant des règlements locaux édictés par ces derniers que des décisions de la Cour; — la Commission navale continuait d'exister mais ne pouvait agir que sur réquisition conjointe des deux résidents; — un double mode d'impôt était prévu — *impôt foncier*, à l'égard des non-indigènes, levé sur toutes les terres occupées par eux, et *taxe sur les cases*, à l'égard des indigènes. En ce qui concerne la procédure relative aux litiges immobiliers — qui restait le point où l'accord semblait

---

(1) Communiqué par les Délégués anglais le 2 février 1906. — Voir le texte du projet in *Minutes of the Proceedings* (Annexe au Protoc. n° 2).

(2) « Déclaration que les Nouvelles-Hébrides sont un *territoire neutre* sur lequel les sujets et citoyens des Puissances signataires ont *des droits égaux* de résidence, de commerce et de protection personnelle, *ni l'une ni l'autre des deux Puissances ne devant exercer une autorité séparée sur l'archipel* » (art. 1<sup>er</sup>). Dans le texte définitif on a remplacé les mots « territoire neutre » par ceux de : « territoire d'influence commune ».

le plus difficile à réaliser, voici comment s'exprimait l'art. 15 du projet :

« Lorsqu'il sera saisi de litiges concernant les terres, le tribunal *ne reconnaîtra les droits des non-indigènes* sur les terres en question contre des indigènes, ou contre toute autre personne tenant ses droits des indigènes :

« 1) A moins que le contrat par lequel la terre a été cédée n'ait été dressé par écrit et dûment signé par le cédant ou par quelque personne dûment autorisée par lui;

« 2) A moins qu'il ne soit établi devant le tribunal que les personnes compétentes ont été parties au contrat d'acquisition de la terre et qu'on n'ait de bonnes raisons de croire qu'elles en ont compris la nature et les termes ;

« 3) Si le droit est fondé sur une simple promesse ou s'il a été obtenu par fraude, violence ou autres moyens illégitimes ;

« 4) Dans le cas où le contrat de vente ne contenait pas, au moment où il a été signé, une description de la terre vendue assez exacte pour permettre au tribunal d'en déterminer les limites.

« 5) Dans le cas où le prix ou compensation donnée à l'acquéreur n'a pas été suffisante eu égard aux circonstances existant à l'époque du contrat.

« 6) A moins que toutes les clauses et conditions de l'acte translatif de propriété n'aient été exécutées.

« Le tribunal, quand les circonstances le justifieront, s'efforcera d'amener la conclusion d'un compromis juste et équitable de toutes les questions en litige »,

Donc présomption générale en faveur des indigènes — présomption que les détenteurs ou réclamants non-indigènes devront faire tomber par un ensemble de preuves destinées à établir que les contrats dont ils se prévalent n'ont pas été obtenus par surprise, fraude ou violence et qu'un prix équitable a été payé.

La discussion relative à cet article qui s'institua tout de suite à la demande de M. Saint-Germain, fut longue et laborieuse : elle n'occupa pas moins de huit séances, les délégués anglais invoquant avec force et habileté l'intérêt des indigènes. « L'opinion publique en Angleterre, disait M. Eld. Gorst est particulièrement impressionnable en ce qui touche la manière de traiter les indigènes. Elle exige qu'ils soient traités non seulement avec justice, mais avec des ménagements allant peut-être au delà des limites de la stricte justice, telle qu'elle s'applique entre Européens. Elle estime, en effet, que les nations civilisées ne doivent pas permettre à leurs nationaux de tirer avantage, même sous le couvert d'une transaction strictement légale, de la faiblesse et de l'ignorance des races sauvages » (1).

MM. Saint-Germain, Picanon et Weber répondaient en invoquant le bénéfice de la prescription pour les acquisitions faites de bonne foi, constatées par des titres réguliers, et qui se verraient soumises aux incertitudes de la preuve testimoniale après dix ou vingt ans, alors que les témoins ayant signé aux actes seraient peut-être depuis longtemps morts ou dis-

---

(1) *Minutes of the proceedings*, protoc. n° 5.

persés ! Les conditions locales rendaient impossible toute enquête sérieuse. Afin d'éviter que « sous le couvert de textes imprécis, des hommes d'affaires peu scrupuleux ne pussent tirer parti de l'inconscience — ou de la vénalité — des indigènes pour réduire à néant des intérêts respectables » (1), il convenait de poser des règles fixes qui seraient des limites au droit de réclamation dans le passé. Pour les délégués français, il y avait lieu de retenir, en premier lieu, comme preuve de la possession, l'occupation — entendue largement, c'est-à-dire attestée par des faits matériels d'appréhension : mise en valeur même partielle, opérations de bornage, etc... — appuyée sur un titre régulier. Les délégués français faisaient remarquer « combien il serait délicat d'opposer à des témoignages mentionnés sur le contrat d'acquisition, concomitants à l'acte et attestés par la présence de personnes capables, des témoignages nouveaux fondés sur le souvenir fuyant et incertain de sauvages dépourvus de toute culture » (2).

A la suite de ces observations, les délégués anglais modifiaient l'article 15 de leur proposition en établissant les distinctions suivantes :

Les droits des non-indigènes devaient être prouvés par l'occupation ou par des titres.

L'occupation prouvée par des signes *évidents* et *matériels*, tels que constructions, plantations, etc., — l'occupation *effective*, par opposition à celle définie par le mémoire des

---

(1) Mémoire des délégués français (annexe au protoc. n° 6).

(2) *Ibid.*

délégués français (1) — constitue à elle seule un titre suffisant, si elle a été continuée pendant trois ans. — A l'égard des titres établissant vente ou cession, et régulièrement enregistrés à Nouméa ou aux Fidji, il y avait lieu de distinguer entre ceux qui portent une date certaine antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1896 et ceux qui sont postérieurs à cette date. Dans le premier cas, la contestation n'est possible que si le contrat ne porte pas avec lui son témoignage ou s'il a été obtenu par fraude ou violence, *la preuve étant alors à la charge des contestants* ; dans le second cas, la porte reste largement ouverte aux revendications, le tribunal pouvant juger en équité et apprécier par exemple si le vendeur avait compris la portée du contrat.

La proposition anglaise, ainsi modifiée, indiquait un très réel effort d'entente auquel la délégation française aurait eu mauvaise grâce à ne pas rendre hommage ; elle procédait en même temps d'un sentiment très équitable, du souci évident d'accorder les intérêts et les droits. Toutefois la délégation française y apportait quelques précisions nouvelles qui rendaient plus étroit l'accord des deux points de vue. Le texte relatif aux litiges immobiliers, définitivement adopté le 13 fé-

---

(1) Cf. discussion relative à l'occupation, procès verbal de la séance du 5 février. « Sir E. Gorst considère qu'en reconnaissant tous les droits sur les terres qui n'ont pas été suivies d'occupation [effective], on préparera des insurrections pour le moment où les possesseurs de ces droits voudraient faire acte de propriété. *Les terres effectivement occupées sont en général sur la côte, mais nombre de celles qui sont réclamées mais non occupées sont dans l'intérieur* (Minutes of the proceedings, protoc. n° 3).

vrier (1), marquait un grand pas vers le but final de la conférence : dès ce moment, on pouvait dire qu'elle avait abouti.

---

(1) Voici ce texte :

ARTICLE XV

1. Les droits des non-indigènes seront prouvés soit par l'occupation, soit par des titres établissant vente ou cession.

2. L'occupation, lorsqu'elle sera seule invoquée comme base de la propriété, devra être rendue manifeste par des signes évidents et matériels, tels que : constructions, plantations, cultures diverses, élevage de bétail, travaux d'aménagement ou d'amélioration, défrichement, clôtures. Elle devra être de bonne foi et avoir été continuée pendant une période de trois années au moins.

3. *Lorsque seront invoqués à la fois, pour la revendication d'une terre, un titre et l'occupation, le Tribunal recherchera si le détenteur du titre a réellement affirmé sa possession par des faits matériels d'appréhension, tels que : mise en valeur, même partielle, sous une forme quelconque ; construction de routes, de ponts ou de sentiers ; levés de plans ; opérations de bornage, pose de poteaux indicateurs de limites ; usage régulier des produits naturels ; actes divers attestant publiquement l'usage du droit de propriété.* Le Tribunal appréciera dans quelle mesure l'importance de ces faits peut être considérée comme correspondant à l'étendue de l'immeuble contesté, et, suivant le cas, confirmera la propriété pour tout ou partie de l'immeuble.

4. Lorsque la revendication d'une terre ne sera fondée que sur un titre et que ce titre ou bien aura été déposé soit dans une étude de notaire, soit enregistré à la Nouvelle-Calédonie, aux îles Fidji ou aux Nouvelles-Hébrides à une date postérieure au 31 décembre 1895, ou bien n'aura été ni déposé dans une étude de notaire ni enregistré, ce titre ne pourra être infirmé que s'il est prouvé :

a) Que le contrat de vente ou de cession n'a pas été signé par le vendeur ou le cédant, ou par quelque personne valablement autorisée par lui, ou que, le vendeur ou le cédant n'ayant pas pu ou n'ayant pas su signer, le contrat ne porte pas, soit la signature de deux témoins, soit toute autre attestation pouvant faire foi d'après la législation française ou anglaise ;

b) Que le vendeur ou le cédant n'a pas compris la portée du contrat ;

c) Que le contrat a été obtenu par fraude, par violence ou par d'autres moyens illégitimes ;

d) Que les clauses et conditions du contrat n'ont pas été exécutées ;

e) Que l'immeuble cédé ou vendu n'appartenait pas au vendeur ou cédant ou à sa tribu.

Si le tribunal juge que les droits du vendeur ou cédant ou de sa tribu ne

La Commission devait encore examiner la question du recrutement, — celle de la police de la navigation dans les eaux de l'archipel, — celle de la vente de l'alcool et des armes aux

---

s'étendaient qu'à une partie de l'immeuble contesté, il reconnaîtra la vente ou cession pour cette partie, et il en fixera les limites.

5. Lorsque le titre établissant la vente ou la cession de l'immeuble contesté aura été soit déposé dans une étude de notaire, soit enregistré à la Nouvelle-Calédonie, aux îles Fidji ou aux Nouvelles-Hébrides, à une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1896.

A. La réclamation ne pourra être admise :

a) *Si le tribunal estime prouvé qu'antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1896 l'immeuble a été l'objet d'obligations conventionnelles, impliquant que le titre s'appliquait à un bien possédé légitimement et de bonne foi ; notamment s'il a été régulièrement et de bonne foi transmis à titre onéreux entre non-indigènes d'après les règles et suivant les formes prévues par la législation des peuples civilisés.* — Si le tribunal considère, néanmoins, comme lésés, dans un tel cas, les droits du réclamant indigène ou de sa tribu, il pourra, tout en confirmant le titre, ordonner le paiement à la partie indigène lésée d'une équitable indemnité ou attribuer à cette partie une réserve de terrains, ainsi qu'il est énoncé en règle générale à la section 3 ci-après.

b) Si le réclamant ne fait pas la preuve, suivant qu'il agit en son propre nom et pour son compte personnel ou comme chef de sa tribu et pour le compte de celle-ci qu'il possède ou que sa tribu possède sur l'immeuble objet du litige un droit effectif de jouissance et d'usage, et que ce droit se trouve lésé. Si ce droit ne s'applique qu'à une partie du domaine contesté, le tribunal n'examinera la réclamation que pour cette partie et, au besoin, la délimitera.

B. Lorsque l'affaire sera jugée au fond, le titre ne pourra être infirmé que s'il est prouvé :

a) Que le contrat n'a pas été signé par le vendeur ou le cédant, ou par quelque personne valablement autorisée par lui, ou que, le vendeur ou le cédant n'ayant pu ou n'ayant pas su signer, le contrat ne porte pas soit la signature des deux témoins, soit toute autre attestation pouvant faire foi d'après la législation anglaise ou française ;

b) Que le contrat a été obtenu par fraude, par violence ou par d'autres moyens illégitimes ;

c) Que l'immeuble cédé ou vendu n'appartenait pas au vendeur ou cédant ou à sa tribu. Si le tribunal juge que les droits du vendeur ou cédant ou de sa tribu ne s'étendaient qu'à une partie de l'immeuble contesté, il reconnaîtra la vente ou cession pour cette partie, et il en fixera les limites. Dans tous les cas où la mauvaise foi de l'acquéreur ne sera pas démontrée, le tribunal pourra

indigènes, — déterminer enfin les conditions de fonctionnement du régime commun et les règles d'organisation et de procédure applicables au Tribunal mixte.

## II. Le condominium franco-anglais

Le protocole signé à Londres le 27 février 1906, et qui est devenu, par la confirmation des deux Gouvernements, la convention du 20 octobre 1906 (1), établit la souveraineté com-

---

valider le titre pour tout ou partie de l'immeuble, en réservant, s'il y a lieu, aux réclamants indigènes, une étendue de terre suffisante pour leurs besoins, et en déterminant les servitudes de livrer passage ou autres à leur assurer sur l'ensemble de l'immeuble ».

Au fond de la controverse relative aux litiges immobiliers, sous les formules, on a bien compris que c'était la question des territoires immenses sur lesquels la *Société française des Nouvelles-Hébrides*, substituée à la *Compagnie calédonienne*, fonde ses prétentions qui se trouvaient en discussion. Il résulte d'un inventaire de la S. F. N. H. datant du 27 mars 1905 et communiqué par M. Weber à la commission de Londres que la surface acquise par elle en vertu de contrats comprend 776.843 hectares, les 2/3 presque de l'archipel ! Il s'agissait donc de savoir si les titres de la Société allaient être confirmés, si la situation de fait serait transformée en situation de droit, solution contre laquelle n'avaient cessé de s'élever les Australiens et les missionnaires. Il résulte du texte ci-dessus que les titres de la S. F. N. H. se trouvent en droit très fermement consolidés : d'une part, s'il s'agit de titres transmis par des Européens, et qui ont fait l'objet de contrats réguliers enregistrés soit aux Fidji soit à Nouméa antérieurement à 1896, la Société est fondée à invoquer l'alinéa 5 A) qui rend la réclamation certainement irrecevable : solution d'ailleurs conforme « à toutes les lois du droit international et du droit civil des nations civilisées » (consultation Renault-Weiss-Berthélemy, p. 45). D'autre part, s'il s'agit de titres provenant de cessions faites par des indigènes, l'alinéa 3, introduit dans le texte de la proposition anglaise par la délégation française, crée à la Société une situation extrêmement favorable. L'alinéa 2 était au contraire « sans application, dit M. Berthélemy, pour une large partie de ses domaines » (Rev. pol. et parl., p. 286).

(1) Nous rappelons qu'en principe le protocole élaboré par la Commission « officieuse » de Londres n'avait que la valeur d'un « projet ». Il résulte de la

mune et indivise de la France et de l'Angleterre sur l'archipel des Nouvelles-Hébrides (y compris les Banks et Torrès). C'est le dernier terme de l'évolution que nous avons décrite : déclaration de mutuel désintéressement de 1878 — contrôle double de 1887 — condominium de 1906.

« Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, désirant modifier, en ce qui concerne les Nouvelles-Hébrides, la Convention du 16 novembre 1887, relative aux Nouvelles-Hébrides et aux îles Sous-le-Vent de Tahiti, *en vue d'assurer l'exercice de leurs droits de souveraineté aux Nouvelles-Hébrides et d'y renforcer*

---

correspondance échangée par l'Angleterre avec ses colonies, et publiée au *Livre Bleu*, que le Gouvernement Britannique était disposé à proposer, sur les observations présentées par les colonies, quelques amendements à la France « qui en aurait tenu compte » ; mais, sur ces entrefaites, « certaines circonstances se produisirent qui décidèrent l'Angleterre à agir immédiatement pour établir définitivement aux Nouvelles-Hébrides les droits souverains de la France et de l'Angleterre » (Dépêche de Lord Elgin au gouverneur de l'Australie en date du 16 novembre 1906). Dans le courant des mois d'août-septembre, une troisième puissance — l'Allemagne — avait semblé vouloir se créer des intérêts dans l'archipel. Des propositions avaient été faites par une société allemande pour l'acquisition de plusieurs propriétés, — la propriété de M. Chevillard (d'environ 600 hectares) et deux autres propriétés de 3,000 hectares chacune, dans la belle plaine de Mélé. Le commandant du bateau de guerre anglais, Captain d'Oilly, signalait ces tentatives à son Gouvernement. Il fallait aller vite. L'Angleterre proposa au Gouvernement français la proclamation immédiate d'un protectorat conjoint, quitte à discuter plus tard les détails d'application. Mais la France formula des objections à cette procédure. « Deux alternatives se trouvaient dès lors en présence : discuter avec le Gouvernement français les amendements suggérés par l'Australie et la Nouvelle-Zélande et il en serait résulté des retards, — ou signer immédiatement la convention et empêcher ainsi le développement d'intérêts autres que les intérêts anglais et français, c'est-à-dire le danger de complications avec des tierces puissances. L'Angleterre se décida pour la seconde alternative » (Dépêche précitée de Lord Elgin, analysée par la *Revue des Quest. dipl. et col.*, 16 janvier 1907, p. 110).

*pour l'avenir la protection des personnes et des biens*, sont convenus des articles suivants :

« ARTICLE 1<sup>er</sup>. — *Régime commun*

1) L'archipel des Nouvelles-Hébrides, y compris les îles Banks et les îles de Torrès, formera un *territoire d'influence commune*, sur lequel les sujets et citoyens des deux puissances signataires jouiront de droits égaux de résidence, de protection personnelle et de commerce, chacune des deux puissances demeurant souveraine à l'égard de ses nationaux, et ni l'une ni l'autre n'exerçant une autorité séparée sur l'archipel.

2) Les ressortissants des tierces puissances jouiront des mêmes droits et seront soumis aux mêmes obligations que les citoyens français et les sujets britanniques. Ils auront à opter dans un délai de six mois pour le régime applicable aux ressortissants de l'une ou de l'autre puissance. A défaut d'option de leur part, les Hauts-Commissaires dont il est parlé à l'article 2 ci-après ou leurs délégués détermineront d'office le régime sous lequel ils devront être placés.

Pour tout ce qui ne sera pas contraire aux dispositions de la présente convention ou des règlements qui seront pris pour en assurer l'exécution, les ressortissants des deux puissances signataires, ainsi que les ressortissants des tierces puissances, conserveront dans toute sa plénitude leur statut personnel et réel dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides ».

C'est bien la souveraineté, avec ses attributs essentiels, qui est visée par la convention du 20 novembre 1906. L'autorité

intermittente et répressive prévue par l'accord de 1887 devient une *autorité territoriale, permanente et juridictionnelle* (1), pourvue de tous les organes nécessaires à son exercice :

Deux *Hauts-Commissaires*, représentant dans l'archipel les puissances signataires (art. 2, al. 1), ayant le pouvoir d'édicter *conjointement*, pour le maintien de l'ordre et la bonne administration, ainsi que pour les mesures d'exécution nécessitées par la Convention, des *règlements locaux applicables à tous les habitants de l'archipel* — Européens ou indigènes — *et de sanctionner ces règlements par des pénalités* (2) (art. 7, al. 1), et disposant d'une *force de police pour assurer d'une manière efficace la protection des personnes et des biens et l'exécution de leurs règlements* (art. 2, al. 3 et 5). Chacun des Hauts-Commissaires peut déléguer tout ou partie de son autorité à un *Commissaire-Résident*.

Un *Tribunal mixte*, composé de trois juges, dont deux nommés par les puissances contractantes et le troisième, qui sera le président du Tribunal, désigné par le Roi d'Espagne ; un quatrième magistrat, désigné dans les mêmes conditions, remplira les fonctions de ministère public et de juge d'instruction (art. 10, al. 1 et 2). Le Tribunal mixte aura compétence :

*En matière civile et commerciale,*

1) Pour tous les litiges immobiliers dans l'archipel ;

---

(1) Cf. G.-L. Jaray, *La question des Nouvelles-Hébrides*, Rev. des quest. dipl. et col., 1<sup>er</sup> avril 1906.

(2) N'excédant pas un mois de privation de liberté et 500 francs d'amende.

2) Pour les litiges de toute nature entre indigènes et non-indigènes.

*En matière correctionnelle et criminelle,*

1) Pour tout délit ou crime commis par des indigènes à l'égard des non-indigènes ;

2) D'une manière générale, à l'égard tant des indigènes que des non-indigènes, pour les infractions prévues par la Convention ou par les règlements destinés à en assurer l'exécution (art. 12).

Lorsque le Tribunal mixte jugera en matière criminelle, il s'adjoindra quatre assesseurs pris parmi les habitants notables non-indigènes de l'archipel (art. 11, al. 1).

Les jugements du Tribunal mixte sont sans appel.

Un registre d'immatriculation est désormais tenu dans l'archipel, où seront transcrits d'office les jugements intervenus en matière de litiges immobiliers (art. 15), et, après certaines formalités de publicité, tous les titres de propriété dont l'immatriculation sera requise (1).

Le Tribunal mixte laisse-t-il subsister les juridictions nationales qui ont pu être instituées en vertu soit du *Pacific order in Council 1893*, soit de la loi de 1900 ? Incontestablement. Ce n'est, on vient de le voir, qu'en matière de *litiges immobiliers*, de *litiges où des indigènes sont parties en cause*, et en matière d'*infractions* soit à certaines dispositions de la

---

(1) Les requêtes à fin d'immatriculation seront publiées par le tribunal suivant les formes qu'il déterminera. Elles seront admises comme valables et fondées si, dans un délai d'un an à partir de leur publication, elles ne sont l'objet d'aucune contestation (art. 16).

Convention, soit aux règlements locaux, que le Tribunal mixte a compétence à l'égard des non-indigènes (1). A l'égard des indigènes, la juridiction est générale — facultative toutefois lorsqu'il s'agit simplement de contestations d'intérêts entre eux.

D'autre part, la *Commission navale* continue de fonctionner mais seulement comme organe d'exécution, sur réquisition concertée des deux Hauts-Commissaires ou de leurs délégués (sauf les cas d'urgence) : elle coopère au maintien de l'ordre dans l'archipel.

Des *services communs* sont prévus, placés sous la direction conjointe des Hauts-Commissaires et de leurs délégués : services de la police, des postes et télégraphes, des travaux publics, des ports et rades, du balisage et des feux, de la police sanitaire, services financiers (art. 4, al. 1 et 2).

Pour le fonctionnement de ces services, et pour l'exécution des travaux d'intérêt général (2), des impôts seront établis par les deux Hauts-Commissaires agissant conjointement (3).

Comme on le voit, c'est un système complet d'organisation

---

(1) Toutefois, ceux-ci ont la faculté de porter d'un commun accord leurs causes devant le Tribunal mixte.

(2) La clause d'expropriation pour cause d'utilité publique est formellement prévue par l'article 3. « Les terrains nécessaires à l'édification des bâtiments, nécessaires aux services communs seront acquis conjointement, soit à l'amiable, soit, s'il est nécessaire, par voie d'expropriation ».

(3) L'impôt prévu par la proposition anglaise était l'*impôt foncier* levé sur toutes terres appartenant à des non-indigènes. Dans l'application, il eût été acquitté presque exclusivement par les Français ! Dans la Convention, le soin de déterminer l'assiette de l'impôt est laissé aux Hauts-Commissaires. L'art. 5, al. 2 se contente, en effet, de prévoir des « taxes locales » qui seront établies par les Hauts-Commissaires agissant conjointement.

administrative et judiciaire conjointe qui se trouve institué par la Convention du 20 octobre 1906 (1), et qui vient pourvoir à tous les besoins généraux d'une société nouvelle en voie de développement : administration proprement dite, justice, travaux publics, postes et télégraphes, etc. (2).

C'est justement l'originalité de la Convention de 1906 d'avoir ainsi instauré aux Nouvelles-Hébrides un régime dont le Droit international n'offre encore aucun exemple, celui d'un *condominium actif*. La condamnation doctrinale d'un condominium a été souvent formulée (3). Le principe fondamental du condominium étant l'absolue égalité des droits des Etats participants, il s'ensuit, a-t-on dit, que chacune des parties peut et doit surveiller les agissements de l'autre partie, d'où il résulte une « mutuelle paralysie », une « inaction à deux ». Tous les exemples de condominiums qui nous sont offerts jusqu'ici appartiennent, en effet, au type qui vient d'être défini. Ce sont des *condominiums négatifs*. Tel était le cas des Samoa sous l'empire du traité de Berlin de 1889 (4) ; telle

---

(1) Ceci a été contesté à tort. Voir G.-L. Jaray, art. cité, p. 447.

(2) L'état civil reste confié aux autorités nationales, chacune d'elles continuant d'y pourvoir en ce qui concerne ses ressortissants. Les actes dressés par leurs soins sont centralisés au greffe du Tribunal mixte.

(3) Cf. Politis, *op. cit.*, p. 63. L. Michoud et A. de Lapradelle : *La Question finlandaise*, Paris, 1901 ; Meye : *La Question des îles Samoa* (Extrait de la Revue générale de Droit international public), 1899, p. 13.

(4) L'article 1<sup>er</sup> du traité de Berlin déclarait les îles Samoa *territoire neutre*, les citoyens des Etats co-signataires y ayant des droits égaux de commerce et de protection personnelle (Rapprocher de ce texte celui du projet anglais relatif aux Nouvelles-Hébrides, *supra*). Aucune des puissances signataires ne pouvait y exercer de contrôle exclusif, et l'indépendance du Gouvernement Samoan et le droit des naturels à se choisir leur roi étaient solennellement proclamés. Un *chief justice*, choisi d'un commun accord par les trois puis-

était la condition des Nouvelles-Hébrides elles-mêmes sous le régime de la Commission navale mixte. Mais peut-on voir un condominium, au vrai sens du mot, dans la fiction diplomatique qui soustrait, par une déclaration de *neutralité* ou d'*indépendance*, le territoire convoité à l'action des puissances rivales, dans le même temps qu'elle affirme leur souveraineté au regard des tierces puissances ?

A la vérité, la convention de 1906 crée un nouvel organisme international ; nous nous trouvons en face du premier type historique de condominium véritable. C'est pour cela même que l'essai nous en paraît séduisant. En tous cas, il n'est pas possible de proclamer sa faillite avant que de l'avoir éprouvé.

---

sances, était chargé de trancher toutes les contestations d'ordre politique ou judiciaire, sans jamais favoriser spécialement les intérêts de l'une des puissances ; un conseil municipal, composé de six membres — dont trois consuls, — et d'un président, installé à Apia, avait mission d'agir « suivant les instructions collectives des trois puissances sans recevoir aucune instruction séparée d'aucune d'elles ». On sait qu'à la suite de troubles violents, « où les puissances elles-mêmes firent entendre leurs canons sous prétexte de calmer l'effervescence » (Russier, *op. cit.*, p. 188), un arrangement fut signé à Londres pour mettre fin à cette situation de guerre civile et d'anarchie. L'arrangement du 8 novembre 1899 aboutissait à un partage. La Grande-Bretagne renonçait, en faveur de l'Allemagne, à ses droits sur les îles Upolu et Savaii en échange de l'archipel des Tonga et de la rétrocession de la partie sud des Salomon. Les Etats-Unis s'attribuaient l'île Tutuila et le magnifique port de Pago-Pago. Sur la question des Samoa, cf. Moye, *op. cit.* ; Russier, *Le Partage de l'Océanie*, p. 182 et suiv. ; Lefébure, *Le Partage des Samoa et la politique dans le Pacifique-sud*, in *Annales des Sciences politiques*, XV, 1900, p. 116 et suiv. ; Louis Vossion, *Les Samoa et l'arrangement anglo-allemand-américain*, Challamel, 1900.

---

Vu :

*Le Doyen,*

Ch. LYON-CAEN.

Vu :

*Le Président de la Thèse,*

L. RENAULT.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Vice-Recteur  
de l'Académie de Paris,*

L. LIARD.



## BIBLIOGRAPHIE

---

### DOCUMENTS

**Livre Jaune**, Documents diplomatiques : *Affaires des Nouvelles-Hébrides et des Iles Sous-le-Vent de Tahiti*, Paris, imprimerie nationale, 1887.

**Blue Book**, France, n° 1 (1888), *Agreement between the British and French Governments relative to the New-Hebrides*, 1887 and 1888.

**Correspondance officielle** de M. Gillies, Premier Ministre de Victoria, avec l'Agent général de la colonie à Londres et les Gouvernements des autres colonies, 1886, in *Quelques documents officiels sur la question des Nouvelles-Hébrides*, Paris, imprimerie Schiller, 1887.

**The Pacific Order in Council**, 1893 (Darling and Son, n° 2137). Trad. par M. Biard, Consul général de France à Sydney (arch. Ministère des aff. étrang.).

**Loi du 30 juillet 1900** (*Journal officiel* du 3 août 1900).

**Décrets** : du **28 février 1901** (*Journal officiel* du 25 mars 1901); du **12 novembre 1901** (*Journal officiel* du 21 du même mois); du **24 juillet 1902** (*Journal officiel* du 8 août 1902), et du **16 avril 1904** (*Journal officiel* du 22 du même mois).

**Rapport de M. Louis Brunet** sur la pétition de Français habitant la Nouvelle-Calédonie et les Nouvelles-Hébrides, Chambre des députés, n° 1114, session de 1903 (Annexe au procès-verbal de la séance du 29 juin).

**Convention anglo-française du 8 avril 1904.**

**Consultation pour la Société française des Nouvelles-Hébrides**, par MM. Louis Renault, André Weiss et Henry Berthélemy, Paris, imprimerie Chaix, 1906.

**Convention du 20 octobre 1906** (*Journal officiel* du 15 janvier 1907).

**Blue Book**, France, n° 1 (1906), contenant le texte du Protocole, et les **Procès-verbaux de la Commission franco-anglaise des Nouvelles-Hébrides** (*Minutes of the proceedings of the New-Hebrides Commission*).

**Blue Book**, *Correspondence relating to the Convention with France dated 20th october 1906 respectif the New-Hebrides*, Londres, janvier 1907.

**Report by the High Commissioner for the Western Pacific on a visit to the New-Hebrides** (june-august, 1906), Appendice au Blue Book précité.

**Rapport fait au nom de la Commission du budget chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1907 (Ministère des affaires étrangères)**, Deschanel, rapporteur,

## OUVRAGES, MONOGRAPHIES ET ARTICLES

- Beaune (Gaston).** — *La Terre australe* (11 croisières aux Nouvelles-Hébrides), Lyon, 1894.
- Bernard (Augustin).** — *L'archipel de la Nouvelle-Calédonie* (thèse de la Faculté des Lettres, 1895), Hachette, Paris.
- Berthélemy.** — *La Convention franco-anglaise relative aux Nouvelles-Hébrides, Revue politique et parlementaire*, t. LI, n° 152, 10 février 1907.
- Bourge (Georges).** — *Les Nouvelles-Hébrides* (de 1860 à 1906), Paris, Chalmel, 1906.
- Carol (Jean).** — *Une question franco-anglaise, Revue de Paris*, 15 janvier 1900. — *Le complément, Enquête coloniale, Le Temps*, 15 mai 1900.
- Les Colonies françaises** (Notices publiées à l'occasion de l'Exposition de 1889), t. IV, *Colonies et protectorats de l'Océan Pacifique, suivis d'une notice sur les Nouvelles-Hébrides*, p. 231 à 311.
- Cookf (Kinloch G.).** — *France and New-Hebrides (Nineteenth Century*, vol. XX, p. 118, july 1886).
- Davillé (Dr E.).** — *La colonisation française aux Nouvelles-Hébrides*, Paris, André, 1895.
- Deschanel (Paul).** — *Les intérêts français dans l'Océan Pacifique*, Paris, Berger-Levrault, 1888.
- François (Dr).** — *Les Nouvelles-Hébrides, Bulletin de la Société de géographie commerciale de Paris*, t. XIV, 1892, p. 385.
- Glaumont.** — *Voyage d'exploration aux Nouvelles-Hébrides*, Niort, Lemerancier et Alliot, 1899.
- Grimshaw (Miss Beatrice).** — *Life in The New-Hebrides, The Sydney Morning Herald*, 25 novembre, 2, 9, 16, 23, 30 décembre 1905 et 6 janvier 1906.
- Hagen (Dr).** — *Etudes sur les Nouvelles-Hébrides*, Nancy, 1893.
- Imhaus.** — *Les Nouvelles-Hébrides*, Paris, 1890.
- Jaray (J.-L.).** — *La question des Nouvelles-Hébrides, Revue des questions diplomatiques et coloniales*, 1<sup>er</sup> avril 1906.
- Lavagne (Paul).** — *La question des Nouvelles-Hébrides, Annales des Sciences politiques*, t. XV (1900), p. 704-723.
- Le Chartier (H.).** — *La Nouvelle-Calédonie et les Nouvelles-Hébrides*, Paris, Furne, 1885.
- Lemire (Charles).**
- Masson (Maurice).** — *La question des Nouvelles-Hébrides*, thèse pour le Doctorat en droit, Paris, Arthur Rousseau, 1900.

- Politis (Nicolas).** — *La condition internationale des Nouvelles-Hébrides*, *Revue générale de droit international public*, t. VIII, 1901, p. 121-231, tirage à part, Pedone, 1901.
- *In Les accords franco-anglais*, *Revue générale de droit international public*, III<sup>e</sup> partie, § III, *Les Nouvelles-Hébrides*.
- Pinon (René).** — *Origines et résultats de la guerre russo-japonaise : la lutte pour le Pacifique*, Paris, Perrin, 1906.
- Reclus (E.).** — *Géographie Universelle*, t. XIV, *Océan et terres océaniques*.
- Russier (Henri).** — *Le partage de l'Océanie*, Paris, Vuibert et Nony, 1905.
- Du Taillis (Jean).** — *Les Nouvelles-Hébrides*, *Revue de géographie*, 1<sup>er</sup> juin 1904.

Journal des Nouvelles-Hébrides.

La Calédonie.

La France australe.

L'Action coloniale, 1904-1905.

La Dépêche coloniale.

Les Questions diplomatiques<sup>es</sup> et coloniales.

La Politique coloniale.

La Quinzaine coloniale.

Bulletin du Comité de l'Asie française, décembre 1906.

Le Temps, 13 mars et 10 avril 1906.

Le Journal des Débats, 4 août, 1<sup>er</sup> octobre 1900, 7 juin 1906.

Le Petit Parisien, 21 janvier 1900.

Etc.

---



# ANNEXES

---

## CONVENTION

signée à Londres, le 20 octobre 1906, entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande en vue de confirmer le protocole du 27 février 1906, relatif aux Nouvelles-Hébrides.

Le Président de la République française,

Sur la proposition du ministre des affaires étrangères et du ministre des colonies,

Décède :

Art. 1<sup>er</sup>. — Une convention ayant été signée à Londres, le 20 octobre 1906, entre la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande en vue de confirmer le protocole du 27 février 1906, relatif aux Nouvelles-Hébrides, et les ratifications de cet acte ayant été échangées à Londres, le 9 janvier 1907, ladite convention dont la teneur suit recevra sa pleine et entière exécution :

## CONVENTION

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, empereur des Indes, ayant résolu, dans un esprit de bonne entente mutuelle, de confirmer le protocole préparé, en conformité avec la déclaration du 8 avril 1904, par leurs délégués respectifs, concernant les Nouvelles-Hébrides;

Les soussignés, S. Exc. M. Paul Cambon, ambassadeur de la République française près S. M. le roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, empereur des Indes;

Et le très honorable sir Edward Grey, baronnet du Royaume-Uni, membre du Parlement, principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté au département des affaires étrangères;

Dûment autorisés à cet effet, confirment le protocole dressé à Londres, le 27 février 1906, et dont la teneur suit :

## PROTOCOLE

Les soussignés, Marcel Saint-Germain, sénateur, président du conseil d'administration de l'office colonial au ministère des colonies, officier de l'instruction publique, titulaire de la médaille coloniale; Edouard Picanon, inspecteur général de 1<sup>re</sup> classe des colonies, gouverneur de la Guyane française, officier de la Légion d'honneur, officier de l'instruction publique; Eldon Gorst, sous-secrétaire d'Etat adjoint des affaires étrangères, chevalier commandeur du très honorable ordre du Bain; Hugh Bertram Cox, sous-secrétaire d'Etat adjoint des colonies, compagnon du très honorable ordre du Bain, délégués respectivement par le Gouvernement de la République française et par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique à l'effet de préparer, en exécution de la déclaration du 8 avril 1904, concernant les Nouvelles-Hébrides, un arrangement qui mette fin aux difficultés résultant de l'absence de juridiction sur les indigènes des Nouvelles-Hébrides et permette de régler les différends fonciers de leurs ressortissants respectifs dans lesdites îles, sont convenus des dispositions suivantes qu'ils ont résolu de soumettre à l'agrément de leurs Gouvernements respectifs.

## PRÉAMBULE

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, désirant modifier, en ce qui concerne les Nouvelles-Hébrides, la convention du 16 novembre 1887, relative aux Nouvelles-Hébrides et aux îles Sous-le-Vent de Tahiti, en vue d'assurer l'exercice de leurs droits de souveraineté aux Nouvelles-Hébrides et d'y renforcer pour l'avenir la protection des personnes et des biens, sont convenus des articles suivants :

**Dispositions générales.****Article 1<sup>er</sup>.***Régime commun.*

1. L'archipel des Nouvelles-Hébrides, y compris les îles de Banks et les îles de Torrès, formera un territoire d'influence commune, sur lequel les sujets et citoyens des deux puissances signataires jouiront de droits égaux de résidence, de protection personnelle et de com-

merce, chacune des deux puissances demeurant souveraine à l'égard de ses nationaux, et ni l'une ni l'autre n'exerçant une autorité séparée sur l'archipel.

2. Les ressortissants des tierces puissances jouiront des mêmes droits et seront soumis aux mêmes obligations que les citoyens français et les sujets britanniques. Ils auront à opter dans un délai de six mois pour le régime applicable aux ressortissants de l'une ou de l'autre puissance. A défaut d'option de leur part, les Hauts-Commissaires dont il est parlé à l'article 2 ci-après ou leurs délégués détermineront d'office le régime sous lequel ils devront être placés.

3. Pour tout ce qui ne sera pas contraire aux dispositions de la présente convention ou des règlements qui seront pris pour en assurer l'exécution, les ressortissants des deux puissances signataires, ainsi que les ressortissants des tierces puissances, conserveront dans toute sa plénitude leur statut personnel et réel dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides.

4. Les deux puissances signataires s'engagent mutuellement à ne pas élever de fortifications dans l'archipel et à ne pas y établir d'établissements de déportation ou de transportation.

## Article 2.

### *Autorités locales. Police.*

1. Deux Haut-Commissaires, nommés, l'un par le Gouvernement de la République française, l'autre par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, représenteront dans l'archipel les puissances signataires.

2. Chacun des Hauts-Commissaires sera assisté d'un commissaire résident, auquel il délèguera, dans la mesure qu'il jugera utile, son autorité et qui le représentera dans l'archipel lorsqu'il n'y résidera pas.

3. Les Hauts-Commissaires ou leurs délégués disposeront d'un corps de police ayant un effectif suffisant pour assurer d'une manière efficace la protection des personnes et des biens.

4. Le corps de police sera divisé en deux sections ayant l'une et l'autre un effectif égal. Chacune des deux sections sera respectivement placée sous les ordres de l'un des deux commissaires résidents, qui ne pourra en aucun cas en disposer contrairement aux règles tracées par la présente convention.

5. Lorsqu'il sera nécessaire de faire emploi, partiel ou total, des deux sections du corps, dans les conditions prévues par la présente convention ou par les règlements destinés à en assurer l'exécution, les Hauts-Commissaires ou leurs délégués en exerceront conjointement la direction.

Article 3.

*Chef-lieu.*

1. Le siège dans l'archipel de l'un et de l'autre Gouvernement et du tribunal mixte prévu à l'article 10 de la présente convention sera établi à Port-Vila, dans l'île de Vaté.

2. Les deux puissances signataires s'engagent à pourvoir chacune d'une résidence leurs représentants respectifs et à faire construire conjointement les immeubles nécessaires au logement des membres du tribunal mixte, au fonctionnement de ce tribunal et à celui des services communs.

3. Les terrains nécessaires à l'édification desdits bâtiments seront acquis conjointement, soit à l'amiable, soit, s'il est nécessaire, par voie d'expropriation.

Article 4.

*Services communs.*

1. Seront considérés comme « services communs » les services de la police, des postes et des télégraphes, des travaux d'intérêt général, des ports et rades, du balisage et des feux de la police sanitaire, et le service financier.

2. Ces services seront organisés et dirigés conjointement par les Hauts-Commissaires et par leurs délégués.

3. Il sera émis pour les Nouvelles-Hébrides, dans les conditions prévues par les conventions internationales relatives aux postes, une série spéciale de figurines postales.

4. Auront cours légal dans l'archipel les monnaies française et anglaise, ainsi que les billets de banques autorisées par l'une ou par l'autre puissance.

Article 5.

*Dispositions financières.*

1. Chacune des deux puissances signataires pourvoira aux dépenses de son administration propre dans l'archipel.

2. Les dépenses du tribunal mixte et des services communs seront acquittées au moyen du produit des taxes locales qui seront établies par les Hauts-Commissaires agissant conjointement, du produit des amendes, du produit des postes et de toutes autres recettes d'un caractère commun.

En cas d'insuffisance de ces produits, les deux puissances signataires supporteront chacune par moitié le déficit.

#### Article 6.

##### *Commission navale mixte.*

1. La commission navale mixte prévue par l'article 2 de la convention du 16 novembre 1887, sera chargée de coopérer au maintien de l'ordre dans l'archipel.

2. Hors les cas d'urgence, son action ne s'exercera que sur réquisition concertée des deux Hauts-Commissaires ou de leurs délégués.

3. Les dispositions de la convention du 16 novembre 1887, ainsi que celles de la déclaration signée à Paris, le 26 janvier 1888, entre le Gouvernement français et le Gouvernement britannique, continueront à être observées, pour tout ce qui ne sera pas contraire à la présente convention. Il en sera de même du règlement adopté le 26 janvier 1888 par les deux Gouvernements pour servir d'instructions à la commission navale mixte.

4. La commission navale mixte adressera copie de ses rapports sur ses opérations à chacun des deux Hauts-Commissaires résidents.

#### Article 7.

##### *Législation. — Règlements.*

Les Hauts-Commissaires auront le pouvoir d'édicter conjointement, pour le maintien de l'ordre et la bonne administration, ainsi que pour les mesures d'exécution nécessitées par la présente convention, des règlements locaux applicables à tous les habitants de l'archipel, et de sanctionner ces règlements par des pénalités n'excédant pas un mois de privation de liberté et 500 francs d'amende.

#### Article 8.

##### *Administration des indigènes.*

1. Par le mot « indigène », on entend dans la présente convention toute personne de race océanienne ne ressortissant pas, d'après son

statut personnel, soit comme citoyen, soit comme sujet ou protégé, de l'une des deux puissances signataires.

2. Aucun indigène, dans le sens ainsi défini, ne pourra acquérir dans l'archipel la qualité de ressortissant de l'une des deux puissances signataires.

3. Les Hauts-Commissaires et leurs délégués auront autorité sur les chefs des tribus indigènes. Ils auront, en ce qui concerne ces tribus, le pouvoir d'édicter des règlements d'administration et de police et d'en assurer l'exécution.

4. Ils devront respecter les mœurs et les coutumes des indigènes, pour tout ce qui ne sera pas contraire au maintien de l'ordre et à l'humanité.

#### Article 9.

##### *Elat civil des indigènes.*

1. Les personnes désignées par les Hauts-Commissaires ou par leurs délégués pour recevoir les déclarations de naissance, de mariage ou de décès, chacun en ce qui concerne leurs propres ressortissants recevront et inscriront sur leurs registres toutes déclarations de même nature que voudront leur faire les indigènes en vue de se constituer un état civil.

2. Les actes ainsi dressés seront centralisés sur des registres tenus au greffe du tribunal mixte.

#### Tribunal mixte.

#### Article 10.

##### *Composition.*

1. Il sera établi un tribunal mixte, composé de trois juges, dont un président. Un quatrième magistrat représentera le ministère public et procédera à tous les actes d'instruction.

Le tribunal sera assisté d'un greffier et du personnel auxiliaire nécessaire.

2. Chacun des deux Gouvernements nommera un juge.

Il sera demandé à S. M. le roi d'Espagne de désigner le troisième, qui sera le président du tribunal. Il en sera de même pour le magistrat chargé de représenter le ministère public. Ces deux magistrats ne devront être ni citoyens français ni sujets britanniques.

Le greffier et le personnel auxiliaire seront nommés par le président.

3. Si l'un des Gouvernements croit avoir un sujet de plainte à l'égard du président du tribunal mixte, ou du magistrat chargé de représenter le ministère public, il en avisera l'autre Gouvernement.

Si les deux Gouvernements sont d'accord, ils prieront S. M. le roi d'Espagne de désigner un autre titulaire de la fonction.

En cas de désaccord, S. M. le roi d'Espagne appréciera s'il y a lieu de donner suite à la plainte et de maintenir ou de remplacer le magistrat déféré.

4. Les dispositions relatives aux traitements, aux passages, aux congés, aux remplacements par intérim, et, d'une manière générale, à tout ce qui concerne le fonctionnement du tribunal mixte, seront réglées d'un commun accord par les deux Gouvernements.

#### Article 11.

##### *Assesseurs.*

1. Lorsque le tribunal mixte jugera en matière criminelle, il s'adjoindra quatre assesseurs pris parmi les habitants notables non indigènes de l'archipel.

2. Les assesseurs seront désignés par le sort sur une liste établie de concert par les Hauts-Commissaires ou par leurs délégués au commencement de chaque année.

3. Les assesseurs auront voix délibérative pour l'appréciation de la culpabilité et voix consultative seulement pour l'application de la peine.

4. Le représentant du ministère public et le défenseur pourront récuser les assesseurs jusqu'à concurrence de deux chacun.

#### Article 12.

##### *Compétence.*

Le tribunal mixte aura compétence :

1. En matière civile et commerciale :

A. Pour tous litiges immobiliers dans l'archipel ;

B. Pour les litiges de toute nature entre indigènes et non-indigènes.

2. En matière correctionnelle ou criminelle :

Pour tout délit ou crime commis par des indigènes à l'égard des non-indigènes.

3. D'une manière générale :

Pour les infractions spéciales prévues par la présente convention ou par les règlements destinés à en assurer l'exécution.

#### Article 13.

##### *Lois applicables.*

La loi applicable sera :

1. En matière civile et commerciale :

A. Pour les litiges immobiliers, les règles spéciales tracées par la présente convention ;

B. Pour les autres litiges, la loi applicable à la partie non indigène, d'après son statut personnel ou le statut résultant du régime sous lequel elle aura été placée.

2. En matière correctionnelle ou criminelle :

La loi applicable au non-indigène victime du délit ou du crime.

3. En matière d'infractions :

Les règles spéciales tracées par la présente convention ou par les règlements destinés à en assurer l'exécution.

#### Article 14.

##### *Procédure.*

1. La procédure suivie devant le tribunal mixte aura pour bases les règles ci-après :

A. En matière civile et commerciale, celles de la procédure suivie : en France, devant les justices de paix ; en Angleterre, devant les tribunaux de comté ;

B. En matière correctionnelle, celles du mode d'instruction et de jugement en usage : en France, devant les tribunaux de simple police ; en Angleterre, devant les tribunaux de justice sommaire ;

C. En matière criminelle, celles du mode d'instruction et de jugement en usage : en France, devant les tribunaux correctionnels ; en Angleterre, devant les tribunaux de « quarter sessions ».

2. Le tribunal mixte déterminera lui-même et fixera par un texte qui sera publié dans l'archipel les modifications à apporter à ces règles tant en raison des nécessités locales et des différences existant

entre les deux législations, qu'en raison des dispositions de la présente convention.

Article 15.

*Caractères définitifs des jugements.*

Les jugements du tribunal mixte seront définitifs.

Article 16.

*Frais et honoraires.*

1. Le tribunal fixera le tarif des frais de toute nature se rapportant aux affaires dont il connaîtra, ainsi qu'à l'immatriculation des propriétés immobilières.

2. Il taxera ces frais, ainsi que les honoraires des défenseurs.

Article 17.

*Défenseurs.*

1. Toute partie pourra être assistée d'un défenseur devant le tribunal mixte.

2. Sauf l'exécution prévue au paragraphe 3 ci-après, tout défenseur devra avoir été au préalable agréé par le tribunal. Le tribunal aura la faculté de suspendre ou de retirer le droit de plaider.

3. Les Hauts-Commissaires ou leur délégués désigneront conjointement un défenseur d'office pour assister et représenter devant le tribunal mixte tout indigène qui aura à ester en justice ou qui sera inculqué dans une affaire correctionnelle ou criminelle.

Les honoraires de ce défenseur d'office, taxés conformément à l'article 16 ci-dessus, seront imputés au budget commun.

4. L'indigène pourra, en outre, se faire assister, s'il le désire, par un autre défenseur à son choix.

Article 18.

*Langues officielles.*

Les langues officiellement usitées devant le tribunal mixte seront la langue française et la langue anglaise. Les débats seront interprétés, et la rédaction des jugements devra être faite dans les deux langues lorsque le procès aura lieu entre ressortissants français et anglais. Les registres du greffe devront être tenus dans les deux langues.

## Article 19.

*Exécution des jugements du tribunal mixte.*

1. L'exécution des jugements sera suivie, et il y sera procédé :

A. En matière de litiges immobiliers, par les Hauts-Commissaires ou leurs délégués agissant conjointement ;

B. En matière civile et commerciale, à l'exception des litiges immobiliers, en matière correctionnelle ou criminelle, et en matière d'infractions, par le Haut-Commissaire ou le commissaire résident de la puissance dont relève la partie non indigène ou la victime du crime ou du délit ;

C. En matière d'infractions commises par des indigènes, soit par les commissaires-résidents agissant conjointement, soit par les personnes qu'ils auront conjointement désignées à cet effet.

2. L'autorité chargée de l'exécution de la peine en matière criminelle ou correctionnelle pourra en accorder réduction ou remise totale.

## Article 20.

*Juridictions nationales.*

1. Les deux Gouvernements s'engagent à instituer chacun dans l'archipel, dans des conditions respectivement conformes à l'organisation judiciaire générale de chacun des deux pays, un tribunal ayant compétence, sous les réserves et exceptions prévues à la présente convention, pour tous les litiges civils et commerciaux.

2. En matière civile et commerciale, les litiges entre non-indigènes, sauf les litiges immobiliers, seront portés devant le tribunal sous la juridiction duquel sera placé le défendeur.

3. En matière criminelle, correctionnelle ou de simple police, les non-indigènes seront déférés à la juridiction compétente en raison de leur nationalité ou du régime sous lequel ils auront été placés.

## Article 21.

*Causes portées d'un commun accord devant le tribunal mixte.*

1. Les non-indigènes, d'une part, et les indigènes, d'autre part, pourront, d'un commun accord entre les parties, porter leurs litiges devant le tribunal mixte.

2. Dans les causes entre non-indigènes, la loi applicable sera celle du défendeur; il en sera de même pour la procédure, avec les tempéraments prévus à l'article 14 ci-dessus.

3. Dans les causes entre indigènes, le tribunal jugera en équité, en s'inspirant autant que possible de la coutume indigène et des principes généraux du droit. Il déterminera lui-même, suivant les circonstances, les règles de procédure en les réduisant au minimum compatible avec le souci d'une bonne distribution de la justice.

### Régime immobilier.

#### Article 22.

##### *Litiges immobiliers entre non-indigènes et indigènes.*

1. En matière de litiges immobiliers, les droits des non-indigènes seront prouvés soit par l'occupation, soit par des titres établissant vente ou cession.

2. Lorsqu'elle sera seule invoquée comme base de la propriété, l'occupation devra être rendue manifeste par des signes évidents et matériels, tels que : constructions, plantations, cultures diverses, élevage de bétail, travaux d'aménagement ou d'amélioration, défrichements, clôtures. Elle devra être de bonne foi et avoir été continuée pendant une période de trois années au moins.

3. Lorsque seront invoqués à la fois, pour la justification de la propriété d'une terre, un titre et l'occupation, le tribunal recherchera si le détenteur du titre a réellement affirmé sa possession par des faits matériels d'appréhension, tels que : mise en valeur, même partielle, sous une forme quelconque; construction de routes, de ponts ou de sentiers; levés de plans; opérations de bornage; pose de poteaux indicateurs de limites; usage régulier des produits naturels; actes divers attestant publiquement l'usage du droit de propriété. Le tribunal appréciera dans quelle mesure l'importance de ces faits peut être considérée comme correspondant à l'étendue de l'immeuble contesté, et, suivant le cas, confirmera la propriété pour tout ou partie de l'immeuble.

Lorsque la justification de la propriété d'une terre ne sera fondée que sur un titre, et que ce titre, ou bien aura été soit déposé dans une étude de notaire, soit enregistré à la Nouvelle-Calédonie, aux îles Fidji et aux Nouvelles-Hébrides à une date postérieure au 31 décembre 1893, ou bien, quelle que soit la date du titre, n'aura été ni déposé

dans une étude de notaire, ni enregistré, ce titre ne pourra être infirmé que s'il est prouvé :

a) Que le contrat n'a pas été signé par le vendeur ou le cédant, ou par quelque personne valablement autorisée par lui, ou que, le vendeur ou cédant n'ayant pas pu ou n'ayant pas su signer, le contrat ne porte pas, soit la signature de deux témoins, soit toute autre attestation pouvant faire foi d'après la législation française ou anglaise ;

b) Que le vendeur ou le cédant n'a pas compris la portée du contrat ;

c) Que le contrat a été obtenu par fraude, par violence ou par d'autres moyens illégitimes ;

d) Que les clauses et conditions du contrat n'ont pas été exécutées ;

e) Que l'immeuble cédé ou vendu n'appartenait pas au vendeur ou cédant ou à sa tribu.

Si le tribunal juge que les droits du vendeur ou cédant ou de sa tribu ne s'étendaient qu'à une partie de l'immeuble contesté, il reconnaîtra la vente ou cession pour cette partie, et il en fixera les limites.

5. Lorsque le titre établissant la vente ou la cession de l'immeuble contesté aura été soit déposé dans une étude de notaire, soit enregistré à la Nouvelle-Calédonie, aux îles Fidji ou aux Nouvelles-Hébrides, à une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1896.

A. La réclamation ne sera pas recevable :

a) Si le réclamant ne fait pas la preuve, suivant qu'il agit en son propre nom et pour son compte personnel ou comme chef de sa tribu et pour le compte de celle-ci, qu'il possède ou que sa tribu possède sur l'immeuble objet du litige un droit effectif de jouissance et d'usage, et que ce droit se trouve lésé. Si ce droit ne s'applique qu'à une partie du domaine contesté, le tribunal n'examinera la réclamation que pour cette partie, et, au besoin, la délimitera :

b) S'il est prouvé qu'antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1896, l'immeuble a été l'objet d'un contrat impliquant que le titre s'appliquait à un bien possédé légitimement et de bonne foi ; notamment, s'il a été régulièrement et de bonne foi transmis à titre onéreux entre non-indigènes d'après les règles et suivant les formes prévues par la législation des peuples civilisés.

Si, dans un tel cas, le tribunal considère néanmoins comme lésés les droits du réclamant indigène ou de sa tribu, il pourra, tout en confirmant le titre, ordonner le paiement à la partie indigène lésée

d'une équitable indemnité ou attribuer à cette partie une réserve de terrains, ainsi qu'il est énoncé en règle générale à l'article 24 ci-après.

B. Lorsque, la réclamation ayant été déclarée recevable, l'affaire sera jugée au fond, le titre ne pourra être infirmé que s'il est prouvé :

a) Que le contrat n'a pas été signé par le vendeur ou le cédant ou par quelque personne valablement autorisée par lui, ou que, le vendeur ou le cédant n'ayant pas pu ou n'ayant pas su signer, le contrat ne porte pas, soit la signature de deux témoins, soit toute autre attestation pouvant faire foi d'après la législation française ou anglaise ;

b) Que le contrat a été obtenu par fraude, par violence ou par d'autres moyens illégitimes ;

c) Que l'immeuble cédé ou vendu n'appartenait pas au vendeur ou cédant ou à sa tribu.

Si le tribunal juge que les droits du vendeur ou cédant ou de sa tribu ne s'étendaient qu'à une partie de l'immeuble contesté, il reconnaîtra la vente ou cession pour cette partie, et il en fixera les limites. Dans tous les cas où la mauvaise foi de l'acquéreur ne sera pas démontrée, le tribunal pourra valider le titre pour tout ou partie de l'immeuble, en réservant, s'il y a lieu, aux réclamants indigènes une étendue de terre suffisante pour leurs besoins, et en déterminant les servitudes de libre passage ou autres à leur assurer sur l'ensemble de l'immeuble.

#### Article 23.

##### *Litiges immobiliers entre non-indigènes.*

1. Lorsque l'origine indigène de la propriété ne sera pas en cause, les règles à observer par le tribunal seront celles du droit applicable au défendeur en raison de son statut personnel et réel.

2. Si l'origine indigène de la propriété est en cause, les règles énoncées à l'article 22 ci-dessus seront observées par le tribunal pour tout ce qui aura trait à cette origine.

Dans le cas prévu au même article (5 A b, 2<sup>e</sup> alinéa), le tribunal désignera, s'il y a lieu, celle des parties non indigènes en cause à laquelle incombera le payement de l'indemnité.

Quand le tribunal, au moyen des éléments d'appréciations qui lui seront fournis, ne croira pas pouvoir se prononcer en connaissance de cause sur l'origine de la propriété — lorsque, par exemple, mis en présence de deux ou plusieurs titres, il ne se trouvera pas en mesure

d'en confirmer un quant à l'origine de la propriété — le tribunal jugera suivant les faits de la cause, en tenant compte dans une juste mesure de la priorité de titre.

#### Article 24.

##### *Dispositions diverses communes à tous les litiges immobiliers.*

1. Dans le cas où un immeuble acquis de bonne foi aura été amélioré ou cultivé en vertu d'un titre se trouvant entaché de vice, ce titre pourra être confirmé en tout ou en partie moyennant le paiement par l'occupant aux ayants droit d'une indemnité dont le montant sera fixé par le tribunal.

2. Si le tribunal croit devoir prononcer l'éviction d'un occupant de bonne foi, il pourra ordonner le paiement à cet occupant d'une indemnité équitable.

3. Toutes les fois qu'il le jugera nécessaire, le tribunal pourra attribuer aux réclamants indigènes des réserves de terrains en rapport avec leurs besoins, et déterminer des servitudes propres à leur assurer la libre jouissance de ces réserves.

4. Tout occupant ou détenteur de titre évincé jouira, dans le cas de vente ou de cession ultérieure de l'immeuble, et à moins que sa mauvaise foi n'ait été établie, d'un droit de préférence à tous autres pour le rachat de l'immeuble dont il aura été évincé. S'il y a désaccord entre le propriétaire et l'occupant ou le détenteur de titre évincé pour la fixation du prix de rachat, ce prix sera déterminé d'office par le tribunal. S'il existe plusieurs personnes évincées pouvant prétendre à l'exercice du droit de préférence ci-dessus prévu, le tribunal fixera, d'après les faits de la cause, l'ordre dans lequel ces personnes seront successivement admises à faire valoir ce droit.

5. Lorsqu'un titre afférent à une propriété contestée ne contiendra pas une description suffisante de l'immeuble, le tribunal en fixera, après enquête, la situation et les limites.

6. Tous les litiges immobiliers portés devant le tribunal feront de sa part l'objet d'un préliminaire de conciliation.

7. D'une manière générale, le tribunal devra, dans ses décisions, s'inspirer également des intérêts des populations indigènes et de ceux des acquéreurs non indigènes dont la mauvaise foi ne sera pas établie.

## Article 25.

*Transcription des jugements.*

1. Lorsque le tribunal aura prononcé la validité d'une revendication conformément aux prescriptions ci-dessus, le jugement ainsi rendu sera transcrit d'office sur un registre d'immatriculation.

Cette transcription devra énoncer :

A. La situation, l'étendue, les limites de l'immeuble ;

B. La nature des droits accordés et les charges y afférentes.

2. L'expédition de l'acte de transcription servira au bénéficiaire de titre définitif de propriété.

## Article 26.

*Immatriculation des titres de propriété.*

1. Toute personne pourra, même en l'absence de tout litige, requérir du tribunal la transcription sur le registre d'immatriculation dont il vient d'être parlé d'un titre de propriété lui profitant, et en obtenir une expédition dûment certifiée.

2. Ces requêtes à fin d'immatriculation seront publiées par les soins du tribunal suivant les formes qu'il déterminera. Elles seront admises comme valables et fondées si, dans un délai d'un an à partir de leur publication, elles ne sont l'objet d'aucune contestation. Dans le cas contraire, le tribunal statuera sur elles conformément aux stipulations des articles 22, 23 et 24 ci-dessus, et l'action devra être portée par le contestant devant le tribunal dans le délai de six mois, sous peine de forclusion.

3. Les expéditions délivrées conformément aux prescriptions ci-dessus constitueront des titres transmissibles par voie d'endossement. Aucune charge nouvelle ni aucune transmission de propriété ne pourra affecter l'immeuble si elle n'a au préalable été mentionnée au registre d'immatriculation et transcrite sur l'expédition délivrée.

## Article 27.

*Ventes et cessions d'immeubles postérieures à la convention.*

1. A partir de la mise en vigueur de la présente convention, aucune vente ou cession d'immeuble ne pourra être faite valablement par un indigène à un non-indigène que dans les conditions suivantes.

2. La vente ou la cession devra être constatée par écrit. Elle aura

lieu en présence de quatre témoins, dont deux indigènes et d'un officier ou d'un fonctionnaire de l'une des deux puissances signataires, ou de toute autre personne à ce dûment autorisée, soit par le président du tribunal mixte, soit par les Hauts-Commissaires ou leurs délégués agissant conjointement.

3. L'officier, le fonctionnaire ou la personne dûment autorisée constatera la présence et la qualité des témoins, s'assurera que le vendeur ou le cédant a agi librement, a bien compris la portée de son acte, a reçu le prix ou la compensation convenue, et s'en est reconnu satisfait ; relatera ces circonstances sur le titre ; y mentionnera la situation et les limites de l'immeuble ; le datera et le signera, en même temps que les parties et témoins sachant signer.

4. L'acheteur ou le concessionnaire devra, dans un délai de six mois à compter de la date de l'acte, introduire devant le tribunal mixte une requête à fin d'immatriculation. Il sera statué sur cette requête dans les formes et conditions déterminées à l'article 26 de la présente convention.

5. Si le tribunal estime manifestement insuffisant le prix ou la compensation portée à l'acte en égard à l'importance de l'immeuble cédé ou vendu, il pourra, préalablement à toute immatriculation, ordonner le paiement d'un supplément de prix ou une augmentation de la compensation.

6. Dans le cas où l'acquéreur ne satisferait pas à la décision du tribunal dans le délai de six mois à compter de la date de cette décision, la vente serait résiliée de plein droit, et le prix ou la compensation reçue par l'indigène restituée.

7. Si l'indigène est dans l'impossibilité de restituer ce prix, le tribunal déterminera la partie de la propriété qu'il y aura lieu de confirmer en représentation de la somme ou de la compensation reçue par l'indigène.

8. Lorsque les Hauts-Commissaires ou leurs délégués, agissant conjointement, estimeront que les propriétés immobilières acquises des indigènes dans l'une des îles de l'archipel atteindront ensemble une superficie telle que les terres restant disponibles seront indispensables aux besoins des indigènes, ils pourront interdire toute nouvelle vente ou cession de terres dans cette île à des non-indigènes.

9. Les terres réservées aux indigènes, soit par le tribunal mixte, dans les conditions prévues à l'article 24 de la présente convention, soit par les Hauts-Commissaires ou leurs délégués, en vertu du para-

graphe ci-dessus, ne pourront faire l'objet d'une vente ou cession à des non-indigènes tant que l'autorité ayant constitué la réserve n'aura pas rapporté ou modifié sa décision.

#### **Police de la navigation.**

##### **Article 28.**

###### *Bâtiments armés dans l'archipel.*

1. Il ne pourra être armé dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides, y compris les îles de Banks et les îles de Torrès, que des bâtiments destinés à naviguer sous le pavillon de l'une des deux puissances signataires.

2. Les Hauts-Commissaires détermineront, chacun en ce qui concerne les bâtiments naviguant dans l'archipel sous le pavillon de la puissance qu'ils représenteront, les règles auxquelles sera soumise la navigation de ces bâtiments.

3. Les Hauts-Commissaires, les commissaires résidents et les personnes déléguées à cet effet exerceront respectivement, à l'égard des bâtiments naviguant dans l'archipel sous le pavillon de la puissance qu'ils représenteront, sans préjudice des droits attribués aux navires de l'Etat par les lois et règlements de cette puissance, l'action de surveillance, de protection et de police nécessaire pour assurer l'application de ces règles.

##### **Article 29.**

###### *Bâtiments non armés dans l'archipel.*

Il n'est en rien dérogé par la présente convention, en ce qui concerne les bâtiments armés en dehors de l'archipel, aux règles respectives tracées par les lois et règlements de la puissance sous le pavillon de laquelle naviguera le bâtiment.

##### **Article 30.**

###### *Règles communes à tous les bâtiments.*

1. Les Hauts-Commissaires détermineront conjointement les règles communes applicables à tous les bâtiments concernant les conditions de séjour dans les ports et sur les rades de l'archipel.

2. Ils en assureront conjointement l'application tant par eux-mêmes que par leurs délégués.

**Recrutement des travailleurs indigènes.****Article 31.***Permis de recrutement.*

1. Aucun bâtiment ne pourra se livrer au recrutement des travailleurs indigènes dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides, y compris les îles de Banks et les îles de Torrès, que s'il navigue sous le pavillon de l'une des deux puissances signataires et que s'il est muni d'un permis de recruter, délivré par le Haut-Commissaire représentant celle des puissances signataires sous le pavillon de laquelle le bâtiment naviguera, ou par son délégué.

2. En ce qui concerne les recruteurs de profession, le permis de recruter ne sera délivré qu'après le dépôt par le recruteur d'un cautionnement de 2,000 fr. entre les mains d'un agent désigné par le Haut-Commissaire à qui il appartiendra de délivrer le permis de recruter, ou par son délégué.

3. Les Hauts-Commissaires se donneront mensuellement avis des autorisations de recruter qu'ils auront délivrées. Il en sera de même pour leurs délégués.

4. Les permis de recruter ne seront valables que pendant une année.

**Article 32.***Registre d'engagements*

Le capitaine de tout bâtiment recruteur devra tenir un registre d'engagements, sur lequel il inscrira sans délai le nom, le sexe, les marques permettant de reconnaître l'identité, le nom de la tribu, le lieu de recrutement et le lieu de destination de tout indigène recruté, le nom de l'engagiste, la durée de l'engagement, les sommes convenues à titre de prime d'engagement et de salaires, et le montant de l'acompte versé à l'indigène au moment de l'engagement.

**Article 33.***Engagement des femmes et des enfants.*

1. Les femmes ne pourront être engagées :

Si elles sont mariées, qu'avec le consentement du mari ;

Si elles ne sont pas mariées, qu'avec le consentement du chef de la tribu.

2. Les enfants ne pourront être engagés que si leur taille atteint un minimum que les commissaires-résidents détermineront de concert.

#### Article 34.

##### *Durée des engagements.*

1. Les engagements ne pourront être contractés pour plus de trois années.

2. Ils courront du jour du débarquement de l'engagé dans l'île où il devra être employé. Le temps passé à bord par l'engagé devra être néanmoins compté pour les salaires.

#### Article 35.

##### *Décès à bord des bâtiments recruteurs.*

1. Tout décès survenu à bord d'un bâtiment recruteur fera l'objet d'un rapport que le capitaine devra immédiatement rédiger, et qui sera dressé en double expédition. Ce rapport relatera les circonstances dans lesquelles se sera produit le décès.

Il sera en outre dressé, dans les vingt-quatre heures, un inventaire en double expédition des biens laissés à bord par le décédé. Le montant des salaires acquis par l'engagé du jour de l'engagement au jour du décès sera mentionné sur cet inventaire.

3. Dès son arrivée, le capitaine remettra à l'autorité compétente une expédition du rapport et de l'inventaire, ainsi que les objets et valeurs ayant appartenu au décédé, et la somme acquise par celui-ci à titre de prime et de salaires.

La seconde expédition du rapport et de l'inventaire restera annexée au registre d'engagements.

#### Article 36.

##### *Cas de maladie au débarquement des engagés.*

Tout indigène recruté qui, à son débarquement, se trouvera dans un état de santé tel qu'il soit incapable de se livrer aux travaux en vue desquels aura été fait l'engagement, sera soigné d'office aux frais du recruteur, et la durée de l'hospitalisation ou de l'incapacité de travail sera comprise dans la période d'engagement.

## Article 37.

*Remise des engagés aux engagistes.*

Le recruteur opérant pour le compte d'autrui ne sera libéré de sa responsabilité à l'égard des indigènes qu'il aura engagés, que par la signature de l'engagiste apposée sur le registre d'engagements en regard du nom de l'engagé.

## Article 38.

*Visa du registre d'engagements à l'arrivée.*

1. Tout capitaine de bâtiment recruteur sera tenu de présenter, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, son registre d'engagements au visa de la personne compétente.

2. Si des irrégularités sont reconnues dans les opérations du recruteur ou dans la tenue du registre d'engagements, procès-verbal en sera immédiatement dressé par la personne ayant compétence pour viser le registre. Ce procès-verbal sera transmis sans retard à l'autorité compétente.

Il en sera de même en cas de non-présentation du registre dans le délai prescrit.

## Article 39.

*Déclaration des engagements.*

1. Tout engagement de travailleur indigène devra, dans les trois jours qui suivront le débarquement, être déclaré par les engagistes.

La déclaration sera faite au commissaire résident dont relèvera l'engagiste ou à la personne déléguée à cet effet.

2. Enregistrement sera fait de la déclaration, et l'acte d'engagement sera visé par le commissaire résident ou par la personne déléguée à cet effet.

3. Les deux commissaires résidents se communiqueront mensuellement la liste des déclarations d'engagements reçues par eux ou par les personnes déléguées à cet effet.

## Article 40.

*Rengagements.*

1. A l'expiration de la période stipulée à l'acte d'engagement, l'engagé ne pourra, s'il n'a pas été au préalable rapatrié, contracter

de nouvel engagement qu'en vertu d'une autorisation écrite délivrée par le commissaire résident ayant eu qualité pour recevoir la déclaration d'engagement, ou par la personne déléguée à cet effet.

2. L'autorisation ne sera donnée qu'après interrogation de l'indigène en présence de l'engagiste, de deux témoins non indigènes et de deux indigènes, pris, autant qu'il sera possible, parmi les hommes appartenant à la même tribu que l'engagé, et que si ce dernier déclare librement vouloir contracter le nouvel engagement.

3. Le nouvel engagement ne pourra excéder le terme d'une année. Il sera renouvelable dans les mêmes conditions.

#### Article 41.

##### *Carnets individuels d'engagement.*

1. Tout engagiste devra tenir à jour, pour chaque engagé à son service, un carnet individuel d'engagement.

2. Seront inscrits sur ce carnet : le nom et le sexe de l'engagé, les marques permettant de reconnaître l'identité, le nom de la tribu, le lieu et la date du recrutement, le nom du recruteur, le nom du bâtiment, la durée et les conditions de l'engagement, telles qu'elles sont stipulées à l'acte d'engagement.

Les journées d'indisponibilité de travail pour cause de maladie seront notées par l'engagiste sur le carnet d'engagement. Il en sera de même pour les journées d'absence.

#### Article 42.

##### *Périodes supplémentaires.*

1. La durée des absences irrégulières s'ajoutera à celle de l'engagement.

2. L'engagé pourra, en outre, être retenu au delà du terme de son engagement en raison de punitions disciplinaires régulièrement prononcées. Dans ce cas, la période supplémentaire ne pourra excéder deux mois par année d'engagement.

#### Article 43.

##### *Cessions de contrats d'engagement.*

1. Aucune cession de contrat d'engagement ne sera admise qu'autant qu'elle aura été librement acceptée par l'engagé et autorisée par

le commissaire résident ayant eu qualité pour recevoir la déclaration d'engagement, ou par la personne déléguée à cet effet.

2. Si la cession doit avoir lieu entre ressortissants de l'une et de l'autre puissance, l'autorisation sera conjointement donnée par les deux commissaires résidents.

#### Article 44.

##### *Obligations des engagistes.*

1. Les engagistes seront tenus de traiter leurs engagés avec humanité. Ils devront s'abstenir de toute violence à leur égard.

2. Ils seront tenus de leur fournir une nourriture suffisante, d'après les usages du pays, en comprenant le riz au moins une fois par jour dans la composition des repas.

Les commissaires résidents détermineront conjointement la proportion suivant laquelle le riz figurera dans l'alimentation des engagés.

3. Les engagistes seront tenus, en outre, d'assurer à leurs engagés un abri suffisant, les vêtements nécessaires et les soins médicaux en cas de maladie.

#### Article 45.

##### *Heures de travail.*

1. Les engagés ne pourront être astreints à se rendre au travail qu'entre le lever et le coucher du soleil.

2. Ils auront chaque jour, au moment du repas du milieu de la journée, au moins une heure franche de repos.

3. Sauf pour les travaux domestiques et pour les soins à donner aux animaux, les engagés ne pourront être astreints au travail le dimanche.

#### Article 46.

##### *Paiement des salaires.*

1. Les salaires seront payés exclusivement en espèces.

2. Les paiements seront faits, soit devant une personne déléguée à cet effet par le commissaire résident compétent pour recevoir la déclaration d'engagement, soit, à défaut, en présence de deux témoins non indigènes, qui certifieront le paiement au carnet individuel, en y apposant leurs signatures à côté de celle de l'engagiste.

3. En cas d'impossibilité manifeste pour un engagé de recourir à ce mode de certification, cet engagé sera autorisé, par le Commissaire résident compétent ou par la personne déléguée à cet effet, à mentionner lui-même au carnet le paiement des salaires.

4. Toutes les fois que le livret individuel n'indiquera pas le prix convenu lors de l'engagement, ce prix sera compté à raison de 12 fr. 50 par mois, sans que l'engagé soit admis à faire la preuve qu'un salaire moindre avait été convenu.

#### Article 47.

##### *Dépôts de prévoyance.*

1. Une partie des salaires pourra être déposée par l'engagé entre les mains du Commissaire résident compétent pour recevoir la déclaration d'engagement ou de la personne déléguée à cet effet, afin d'être remise ultérieurement à l'engagé sur sa demande, soit au cours de la période d'engagement, soit à l'expiration de cette période.

La retenue à effectuer dans ce but sur les salaires devra avoir été librement consentie par l'engagé.

2. Le Commissaire résident ou la personne déléguée à cet effet pourra toujours prescrire la retenue et le dépôt d'office d'une partie des salaires de l'engagé.

#### Article 48.

##### *Punitions disciplinaires.*

Tout engagé ayant donné à son engagé de justes sujets de plainte en ce qui concerne sa conduite et son travail pourra, sur la proposition de l'engagé, être puni par le Commissaire résident compétent ou par la personne déléguée à cet effet, soit d'une obligation supplémentaire de travail, soit d'une amende, soit d'une augmentation de durée d'engagement dans les limites prévues à l'article 42 ci-dessus, soit d'une peine disciplinaire emportant privation de la liberté et ne pouvant excéder une durée d'un mois.

#### Article 49.

##### *Absence irrégulière.*

1. Tout engagé ayant quitté sans autorisation son engagé sera puni, dans les mêmes conditions, de l'une des peines disciplinaires

prévues à l'article précédent, et sera remis à la disposition de son engagiste pour terminer son temps d'engagement.

2. Il est interdit à toute personne de recevoir et d'employer ou d'admettre à bord d'un bâtiment l'engagé ayant quitté sans autorisation son engagiste.

#### Article 50.

##### *Décès pendant l'engagement.*

En cas de décès d'un engagé, l'engagiste sera soumis aux mêmes obligations que celles qui sont imposées par l'article 33 ci-dessus aux capitaines des bâtiments recruteurs.

#### Article 51.

##### *Rapatriement.*

1. Tout engagé ayant terminé son temps d'engagement sera rapatrié à la première occasion favorable par les soins et aux frais de l'engagiste.

2. L'engagé devra être ramené au point même où il aura été recruté, et, en cas d'impossibilité matérielle, à l'endroit le plus rapproché de ce point, d'où l'engagé pourra rejoindre sans danger sa tribu.

3. En cas de retard non justifié de plus d'un mois dans le rapatriement d'un engagé, le Commissaire résident compétent, ou la personne déléguée à cet effet, pourvoira d'office et aux frais de l'engagiste, par la première occasion, au rapatriement de l'engagé.

En cas de mauvais traitements persistants envers un engagé, le Commissaire résident compétent aura le droit, après deux avertissements donnés par écrit à l'engagiste, de résilier d'office le contrat et de pourvoir, aux frais de l'engagiste, au rapatriement de l'engagé.

5. Le Commissaire résident compétent pourra de même résilier le contrat et procéder au rapatriement de l'engagé dans le cas où l'engagement n'aurait pas été librement consenti par l'engagé et où celui-ci n'aurait pas clairement compris et librement accepté les clauses de l'engagement. Les frais du rapatriement seront, dans ce cas, supportés par le recruteur.

#### Article 52.

##### *Registre de rapatriement.*

1. Les engagés rapatriés seront inscrits sur un registre de rapatriement tenu par le capitaine du bâtiment transporteur dans des formes

analogues à celles qui sont prévues à l'article 32 ci-dessus pour la tenue du registre d'engagements.

2. La signature de l'engagiste, apposée sur le registre de rapatriement, établira la remise au capitaine du bâtiment transporteur de l'engagé à rapatrier.

3. Le capitaine inscrira sur le registre de rapatriement la date du débarquement de l'engagé rapatrié et indiquera l'endroit précis où celui-ci aura été débarqué.

4. Les règles prévues à l'article 38 ci-dessus pour la présentation et le visa du registre d'engagements sont applicables à la présentation et au visa du registre de rapatriement.

#### Article 53.

##### *Décès en cours de rapatriement.*

En cas de décès d'un engagé en cours de rapatriement, il sera procédé par le capitaine du bâtiment transporteur comme il est prescrit à l'article 35 ci-dessus.

#### Article 54.

##### *Pouvoirs de contrôle.*

Les Hauts-Commissaires, les Commissaires résidents et les personnes déléguées par eux à cet effet auront, chacun en ce qui concerne ses ressortissants respectifs, le droit de procéder à toutes enquêtes qui leur paraîtront nécessaires pour assurer, à l'égard du recrutement et de l'engagement des travailleurs indigènes, l'exécution de la présente convention.

Les engagistes seront, à cet effet, tenus de déférer à toutes réquisitions tendant à la comparution des engagés.

2. Procès-verbal sera dressé des irrégularités ou infractions reconnues et sera transmis sans retard à l'autorité compétente. Le procès-verbal fera foi jusqu'à preuve contraire.

#### Article 55.

##### *Engagement de courte durée et emploi sans engagement de travailleurs indigènes.*

1. Les non-indigènes pourront employer librement les indigènes à la double condition de ne pas les engager pour une durée de plus de

trois mois renouvelable et de ne pas les transporter dans une île éloignée de plus de 16 kilomètres de celle où réside leur tribu.

2. Ils pourront, en toutes circonstances, employer librement les indigènes ayant notoirement servi pendant cinq ans au moins chez des non-indigènes et pouvant aisément se faire comprendre dans une langue européenne ou dans le langage mixte en usage entre non-indigènes et indigènes.

#### Article 56.

##### *Pénalités.*

1. Les infractions aux dispositions de la présente convention commises par des non-indigènes en ce qui concerne le recrutement et l'engagement des travailleurs indigènes, seront punies d'une amende de 5 fr. à 500 fr. et d'un emprisonnement d'un jour à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

2. Il pourra en outre être alloué aux engagés des dommages-intérêts pour le préjudice qui leur aura été causé.

3. Le tribunal mixte prononcera les peines et allouera les dommages-intérêts.

4. En cas de condamnation grave et sur récidive, le permis de recruter ainsi que le droit d'engager pourront être retirés, pour une période de deux années au plus, par le Haut-Commissaire dont le recruteur ou l'engagiste sera le ressortissant.

#### **Armes, munitions et boissons alcooliques.**

#### Article 57.

##### *Prohibition de la vente aux indigènes des armes et munitions de guerre.*

1. A partir de la mise en vigueur de la présente convention, il sera interdit dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides, y compris les îles de Banks et les îles de Torrès, et dans les eaux territoriales du groupe, de vendre ou de livrer aux indigènes, de quelque façon et sous quelque forme que ce soit, en dehors des exceptions limitativement énumérées ci-après, des armes ou munitions de guerre.

2. Ne sont pas comprises dans la présente prohibition les armes de chasse et leurs munitions livrées en cartouches préparées.

3. Sont comprises dans la présente prohibition les armes à longue portée, les revolvers et les autres armes à répétition à plus de deux coups, les munitions appropriées à ces armes, les pièces détachées

permettant de transformer les armes de chasse en armes de guerre, les cartouches à balle et les explosifs, de quelque nature qu'ils soient, livrés en dehors des cartouches spécialement préparées pour les armes de chasse.

Article 58.

*Exceptions.*

1. Les deux Gouvernements se réservent le droit d'armer les indigènes qui feront partie des forces de police régulièrement organisées.

2. Le fait, pour un non-indigène, de confier temporairement à un indigène à son service, et pour les besoins exclusifs de ce service, une arme ou des munitions prohibées, ne sera pas considéré comme constituant le délit prévu par l'article 57 ci-dessus.

Article 59.

*Prohibition de la vente aux indigènes des boissons alcooliques.*

1. A partir de la mise en vigueur de la présente convention, il sera interdit dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides, y compris les îles de Banks et les îles de Torrès, et dans les eaux territoriales du groupe, de vendre ou de livrer aux indigènes, de quelque façon et sous quelque prétexte que ce soit, des boissons alcooliques.

2. Ne sont pas compris dans la présente prohibition les médicaments ou cordiaux à base d'alcool donnés en cas de maladie ou d'indisposition.

3. Sont compris dans la présente prohibition les spiritueux, les bières, les vins, et, d'une manière générale, toute boisson fermentée susceptible de provoquer l'ivresse.

Article 60.

*Constataction des infractions.*

1. Les infractions aux articles 57 et 59 ci-dessus concernant l'interdiction de livrer aux indigènes des armes, des munitions et des boissons alcooliques seront constatées par les officiers et agents de la force publique, régulièrement investis d'un mandat à cet effet par les Hauts-Commissaires ou leurs délégués agissant conjointement.

2. Les procès-verbaux dressés en exécution du paragraphe 1 ci-dessus feront foi devant la juridiction compétente jusqu'à preuve contraire.

3. Tout officier ou agent de la force publique régulièrement investi d'un mandat à cet effet, qui trouvera un indigène porteur d'une arme prohibée ou un indigène en état d'ivresse dans un lieu public, l'arrêtera, fera une enquête sur les causes du délit, en dressera procès-verbal et en informera les Hauts-Commissaires ou leurs délégués.

Si le délit est établi, l'indigène sera puni par le commissaire résident sous l'autorité duquel est placé l'officier ou l'agent de la force publique qui aura procédé à l'arrestation, ou par la personne déléguée à cet effet, et le non-indigène présumé complice sera poursuivi devant le tribunal mixte.

4. En dehors des cas prévus par les règlements sur la procédure du tribunal mixte ou par les règlements applicables aux non-indigènes en raison du régime sous lequel ils se trouvent placés, les officiers et agents de la force publique ne pourront pénétrer dans l'habitation ou sur les exploitations d'un non-indigène que s'ils en sont requis par lui.

Les perquisitions reconnues nécessaires chez un non-indigène pourront être ordonnées par le juge de la nation dont le non-indigène sera le ressortissant.

#### Article 61.

##### *Pénalités.*

1. Les infractions aux articles 57, 59 et 60 ci-dessus commises par les non-indigènes seront punies d'une amende de 5 fr. à 500 fr. et d'un emprisonnement d'un jour à un mois, ou de l'une des deux peines seulement.

2. Le tribunal prononcera les peines et pourra en outre ordonner la confiscation des armes, des munitions ou des boissons alcooliques, et statuera sur l'emploi qui devra en être fait ou sur leur destruction.

#### Municipalités.

#### Article 62.

##### *Création des municipalités.*

1. Des municipalités pourront être créées dans l'archipel sur la demande des habitants non-indigènes.

2. Les demandes à fin de constitution de municipalités seront adressées à l'un ou à l'autre des Hauts-Commissaires ou de leurs dé-

légus. Ceux-ci se les communiqueront et décideront conjointement de la suite à y donner.

3. Sera autant que possible accueillie toute demande faite par un groupe d'habitants non-indigènes, adultes, au nombre de trente au moins, résidant sur un même territoire.

#### Article 63.

##### *Conseils municipaux.*

1. Chaque municipalité sera administrée par un conseil municipal composé de quatre membres au moins et de huit membres au plus.

2. Le conseil municipal élira dans son sein un maire et un adjoint.

3. La durée du mandat des conseillers municipaux sera de quatre années.

#### Article 64.

##### *Elections.*

1. Seront électeurs, les personnes non indigènes des deux sexes, de toute nationalité, âgées de vingt et un ans révolus et résidant depuis six mois au moins sur le territoire de la municipalité, à l'exclusion de celles ayant encouru une condamnation à plus de trois mois d'emprisonnement.

2. Seront éligibles les électeurs des deux sexes âgés de vingt-cinq ans révolus.

3. Il sera procédé aux premières élections dans les trois mois qui suivront la création de la municipalité.

4. Les élections auront lieu sous la surveillance de deux personnes respectivement désignées par les deux commissaires résidents.

#### Article 65.

##### *Attributions des conseils municipaux.*

Les conseils municipaux voteront annuellement le budget municipal et les taxes locales destinées à alimenter ce budget, ainsi que les travaux publics municipaux, dont ils détermineront le mode d'exécution. Ils décideront la création des écoles et des établissements municipaux d'assistance, et, d'une manière générale, prendront toutes les mesures propres à contribuer au bien-être commun des habitants.

## Article 66.

*Dispositions transitoires.*

Sont reconnus comme municipalités les deux syndicats municipaux existant à l'île de Waté.

Le mandat des membres de ces syndicats leur est confirmé jusqu'au terme de la période pour laquelle ils ont été élus.

## Article 67.

*Règlements d'exécution.*

Les Hauts-Commissaires ou leurs délégués fixeront conjointement les règles d'application des dispositions des articles 62 et 66 ci-dessus.

**Disposition finale.**

## Article 68.

*Durée de la convention.*

Les règles tracées par la présente convention resteront en vigueur jusqu'au jour où de nouvelles règles y auront été substituées en vertu d'un accord entre les puissances signataires.

En foi de quoi, les délégués soussignés ont dressé le présent protocole et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Londres, en double expédition, le 27 février 1906.

ELDON GORST.

SAINT-GERMAIN.

HUGH BERTRAM COX.

E. PICANON.

La présente convention entrera en vigueur aussitôt qu'elle aura été proclamée dans le groupe par les deux Hauts-Commissaires ou leurs délégués agissant d'un commun accord. Telle proclamation doit être faite aussitôt que possible.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente convention, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 20 octobre 1906.

(L. S.) Signé : PAUL CAMBON.

(L. S.) Signé : E. GREY.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 11 janvier 1907.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le ministre des affaires étrangères,*

S. PICHON.

*Le ministre des colonies,*

MILLIÈS-LACROIX.

---



## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                              | Pages |
|--------------------------------------------------------------|-------|
| CHAPITRE PREMIER                                             |       |
| Le sol et les habitants. . . . .                             | 1     |
| CHAPITRE II                                                  |       |
| Historique. . . . .                                          | 19    |
| CHAPITRE III                                                 |       |
| Les intérêts français et anglo-australiens, en 1906. . . . . | 79    |
| CHAPITRE IV                                                  |       |
| La Convention de 1906.. . . .                                | 101   |
| BIBLIOGRAPHIE . . . . .                                      | 123   |
| ANNEXES. . . . .                                             | 127   |









